

SEANCES DU JEUDI 19 JUILLET 1979
VERGADERINGEN VAN DONDERDAG 19 JULI 1979ASSEMBLEE
VOLTALLIGE VERGADERINGSEANCE DU MATIN
OCHTENDVERGADERING

SOMMAIRE:

CONGE:

Page 1186.

ORDRE DES TRAVAUX:

Page 1186.

PROJETS DE LOI (Discussion):

Projet de loi contenant le budget des Dotations de l'année budgétaire 1979.

Projet de loi ajustant le budget des Dotations de l'année budgétaire 1978.

Discussion générale. — *Orateurs*: le chevalier de Stexhe, Mme Mathieu-Mohin, M. Lahaye, p. 1187.

Projet de loi contenant le budget des Dotations de l'année budgétaire 1979.

Vote de l'article unique, p. 1188.

Projet de loi ajustant le budget des Dotations de l'année budgétaire 1978.

Vote des articles, p. 1189.

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur le budget des Affaires régionales flamandes de l'année budgétaire 1979.

Discussion et vote des articles, p. 1190.

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur le budget des Affaires régionales wallonnes de l'année budgétaire 1979.

Discussion générale. — *Orateur*: M. Paque, rapporteur, p. 1191.

Vote des articles, p. 1192.

Ann. parl. Sénat — Session extraordinaire 1979
Parlem. Hand. Senaat — Buitengewone zitting 1979

INHOUDSOPGAVE:

VERLOF:

Bladzijde 1186.

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN:

Bladzijde 1186.

ONTWERPEN VAN WET (Bespreking):

Ontwerp van wet houdende de begroting der Dotatiën voor het begrotingsjaar 1979.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting der Dotatiën voor het begrotingsjaar 1978.

Algemene bespreking. — *Sprekers*: ridder de Stexhe, Mevr. Mathieu-Mohin, de heer Lahaye, blz. 1187.

Ontwerp van wet houdende de begroting der Dotatiën voor het begrotingsjaar 1979.

Stemming over het enig artikel, blz. 1188.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting der Dotatiën voor het begrotingsjaar 1978.

Stemming over de artikelen, blz. 1189.

Ontwerp van wet waarbij nieuwe voorlopige kredieten worden geopend welke in mindering komen van de begroting van de Vlaamse Gewestelijke Aangelegenheden voor het begrotingsjaar 1979.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 1190.

Ontwerp van wet waarbij nieuwe voorlopige kredieten worden geopend welke in mindering komen van de begroting van de Waalse Gewestelijke Aangelegenheden voor het begrotingsjaar 1979.

Algemene bespreking. — *Spreker*: de heer Paque, verslaggever, blz. 1191.

Stemming over de artikelen, blz. 1192.

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur le budget des Affaires régionales bruxelloises de l'année budgétaire 1979.

Discussion et vote des articles, p. 1194.

Projet de loi relatif aux radiocommunications.

Discussion générale. — *Orateurs*: MM. F. Guillaume, rapporteur, Hismans, De Rouck, J. Humblet, Perin, M. Urbain, ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, p. 1203.

Vote des articles, p. 1207.

Projet de loi autorisant la Régie des Télégraphes et des Téléphones à émettre, sous la garantie de l'Etat, des emprunts à concurrence d'un montant nominal total de 11 milliards de francs pour couvrir de nouvelles dépenses de premier établissement.

Discussion générale. — *Orateur*: M. Vanderborgh, rapporteur, p. 1211.

Vote des articles, p. 1212.

PROPOSITION DE RESOLUTION (Discussion):

Proposition de résolution concernant l'exécutif des Communautés et des Régions.

Discussion. — *Orateurs*: MM. André, rapporteur, Waltniel, Van der Elst, Perin, p. 1195.

PROPOSITION DE LOI (Dépôt):

Page 1212.

M. R. Declercq. — Proposition de loi modifiant l'article 87, § 2, du Code des impôts sur les revenus.

Ontwerp van wet waarbij nieuwe voorlopige kredieten worden geopend welke in mindering komen van de begroting van de Brusselse Gewestelijke Aangelegenheden voor het begrotingsjaar 1979.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 1194.

Ontwerp van wet betreffende de radioberechtiging.

Algemene bespreking. — *Sprekers*: de heren F. Guillaume, verslaggever, Hismans, De Rouck, J. Humblet, Perin, de heer Urbain, minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie, blz. 1203.

Stemming over de artikelen, blz. 1207.

Ontwerp van wet waarbij de Regie van Telegrafie en Telefonie gemachtigd wordt, onder waarborg van de Staat, leningen uit te geven voor een totaal nominaal bedrag van 11 miljard frank tot dekking van nieuwe uitgaven van eerste aanleg.

Algemene bespreking. — *Spreker*: de heer Vanderborgh, verslaggever, blz. 1211.

Stemming over de artikelen, blz. 1212.

VOORSTEL VAN RESOLUTIE (Bespreking):

Voorstel van resolutie betreffende de executieve van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Bespreking. — *Sprekers*: de heer André, verslaggever, Waltniel, Van der Elst, Perin, blz. 1195.

VOORSTEL VAN WET (Indiening):

Bladzijde 1212.

De heer R. Declercq. — Voorstel van wet tot wijziging van artikel 87, § 2, van het Wetboek der inkomstenbelastingen.

PRESIDENCE DE M. ROBERT VANDEKERCKHOVE, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER ROBERT VANDEKERCKHOVE, VOORZITTER

M. Mesotten, secrétaire, prend place au bureau.
De heer Mesotten, secretaris, neemt plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 10 heures.
De vergadering wordt geopend te 10 uur.

CONGE — VERLOF

M. Bertrand, pour raisons de santé, demande de l'excuser de ne pouvoir assister à la présente réunion.

Afwezig met bericht van verhindering: de heer Bertrand, wegens gezondheidsredenen.

— Pris pour information.
Voor kennisgeving.

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN

ORDRE DES TRAVAUX

De Voorzitter. — Ik stel de Senaat voor de inoverwegingneming van voorstellen van wet om 14 uur te behandelen en nu de bespreking van de ontwerpen van begroting betreffende de Dotaties aan te vatten.

Je propose au Sénat de reporter à 14 heures la prise en considération des propositions de loi prévues à l'ordre du jour de ce matin et

d'aborder la discussion des projets de loi relatifs au budget des Dotations. (*Assentiment.*)

Il en est ainsi décidé.
Aldus is besloten.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DES DOTATIONS DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1979

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DES DOTATIONS DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1978

Discussion générale

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING DER DOTATIEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1979

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE BEGROTING DER DOTATIEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1978

Algemene beraadslaging

M. le Président. — Nous abordons l'examen des projets de loi relatifs au budget des Dotations.

Wij vatten de beraadslaging aan over de ontwerpen van wet betreffende de begroting der Dotatiën.

La discussion générale est ouverte.
De algemene beraadslaging is geopend.
La parole est au chevalier de Stexhe.

M. le chevalier de Stexhe. — Monsieur le Président, mes chers collègues, je profite de l'examen du budget des Dotations pour attirer à nouveau l'attention du président du Sénat — et je sais qu'il est très sensible au problème — et du bureau sur de nombreuses interventions faites à cette tribune, et tout dernièrement encore à l'occasion de la discussion du budget de la Justice, quant à la nécessité de fournir aux parlementaires les moyens qui leur permettent de remplir mieux la mission dont ils sont investis.

L'année dernière, des contacts officieux ont eu lieu afin d'examiner la possibilité d'améliorer l'assistance technique et juridique qui permettrait aux parlementaires d'exercer notamment un meilleur contrôle budgétaire, et une meilleure information pour la rédaction des lois.

Je suis toujours frappé, lors de l'examen d'un budget ou d'un projet de loi en commission, de voir les ministres assistés par de nombreux collaborateurs, soit de l'administration, soit des cabinet ministériels, voire des deux. Par contre, les parlementaires sont seuls pour préparer la défense ou le contrôle des projets qui leur sont soumis. Nous avons ressenti ce problème depuis plusieurs années déjà et les tentatives de solution que nous avons évoquées méritent, à mon sens, Monsieur le Président, d'être sérieusement étudiées pendant les vacances parlementaires. Peut-être, pourrions-nous alors, dès la rentrée, tenter de mettre au point, par étapes si nécessaire, les moyens pour remédier à cette situation. Si les départements ne disposent pas à suffisance des services juridiques indispensables, il en est de même au niveau du Parlement.

Nous constatons que si des allocations importantes figurent au budget des Dotations en faveur des groupes politiques, ceux-ci ne distribuent qu'avec parcimonie une partie de cette manne aux groupes parlementaires. Certains groupes ont tenté l'expérience d'engager des collaborateurs de haute valeur intellectuelle. Comme elle s'est avérée concluante, il serait, à mon sens, extrêmement souhaitable qu'un effort soit entrepris dans ce sens, par chacun des groupes.

Après les études, les échanges de vues, il est temps de prendre des dispositions concrètes, et j'invite M. le président et le bureau du Sénat à se pencher sur la difficulté avec laquelle les parlementaires sont confrontés.

Il est temps que le Sénat, dont on a dit souvent qu'il était une chambre de réflexion, puisse remplir sa mission au mieux. Si les parlementaires, en raison de la technicité et de la complexité accrue des problèmes, ne peuvent plus assumer seuls cette mission, ils doivent être assistés de collaborateurs d'élite, non pas que ces collaborations extérieures soient chargées de prendre des options politiques; il leur incomberait d'apporter une collaboration technique et scientifique, d'une part, pour mieux élaborer les lois et, d'autre part, pour mieux assurer le contrôle parlementaire des budgets et des ministères qui en ont la responsabilité. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — La parole est à Mme Mathieu.

Mme Mathieu-Mohin. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, chers collègues, notre système électoral démocratique fait des parlementaires les élus du peuple. Ils sont tenus de remplir leur mandat au mieux des intérêts de leurs mandants.

Nous ne sommes, je le crains, pas placés dans les meilleures conditions pour arriver à ce but.

Pour remplir notre tâche, deux facteurs essentiels jouent: notre temps et notre infrastructure professionnelle.

Tout d'abord, permettez-moi de regretter la distorsion qui existe entre l'image, non représentative de la réalité, qui est donnée au yeux du public et ce qui est la réalité de l'exercice du mandat de parlementaire.

On fait des gorges chaudes sur l'absentéisme parlementaire. La vérité est que, pour la plupart d'entre nous, les prestations sont nombreuses et astreignantes. Les matières à étudier et dans lesquelles nous intervenons croissent sans cesse. Pour établir par des chiffres l'intensité de cette évolution, il serait nécessaire que les services administratifs du Sénat dressent un bilan de l'augmentation des travaux, au cours des cinq dernières années, en commissions et en séances publiques, et en tenant compte des matières diverses.

En plus de la complexité croissante de notre législation, et à cause de cela, nous remplissons, en outre, un véritable rôle de secrétariat social; le public se tourne de plus en plus vers nous pour des services de tous ordres.

Il est clair que nous ne disposons pas d'une infrastructure de secrétariat suffisante pour nous assurer l'autonomie requise. Par parenthèse — et il est nécessaire que cela se sache — nous prélevons les frais de secrétariat sur notre indemnité. Encore une fois, notons une distorsion entre l'apparence, une indemnité importante, et la réalité, une indemnité nette très modérée pour le travail accompli.

Le Parlement européen, la France, l'Angleterre, par exemple, offrent à leurs parlementaires une infrastructure adaptée.

Serait-il possible à vos services d'établir une comparaison entre notre infrastructure et celle des parlements voisins ainsi qu'un inventaire des besoins en aide et services des mandataires belges afin de pouvoir établir un plan d'appropriation des locaux que les deux Chambres occuperont rue de Louvain? J'aimerais connaître vos projets à court, moyen et long terme. Des locaux seront-ils mis à la disposition des parlementaires et à quelle date prévisible? Pourront-ils disposer, d'autre part, d'un secrétariat?

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir répondre aux divers problèmes soulevés dans mon intervention et qui me semblent importants pour chacun d'entre nous, qu'il soit homme ou femme, politique ou personnel du Sénat, et pour l'image que le Parlement donne à l'extérieur. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Lahaye.

De heer Lahaye. — Mijnheer de Voorzitter, Dames en Heren, ik wil in mijn kort betoog in de eerste plaats antwoorden aan de twee sprekers.

M. de Stexhe, à juste titre et avec compréhension de la situation, s'est penché sur le problème du travail des parlementaires et sur la nécessité de faciliter la tâche de ces derniers grâce à l'assistance de collaborateurs spécialisés. Je ne puis que lui donner raison.

Le bureau et la questure, Monsieur de Stexhe, font des efforts réels et continus pour aboutir au résultat souhaité. Au surplus, nous disposons déjà d'un corps de fonctionnaires remarquables qui, à tous points de vue, s'efforcent de faciliter le travail des parlementaires et comptent continuer dans cette voie. Nous pouvons assurer M. de Stexhe que toute suggestion que lui-même ou d'autres membres du Sénat pourraient émettre sera étudiée de façon approfondie.

Mme Mathieu s'est intéressée à notre infrastructure et a posé à ce sujet des questions très précises. Je ne puis, hélas! Madame, vous fournir des réponses immédiates, surtout lorsque vous me demandez un tableau comparatif pour les cinq dernières années. Cela nécessite certaines recherches.

Mme Mathieu-Mohin. — Il va sans dire que je ne demandais pas une réponse immédiate.

M. Lahaye. — Je vous en remercie.

Nous souhaitons, c'est évident, une collaboration continue avec nos collègues de la Haute Assemblée. Vous recevrez bien entendu, Madame, le tableau comparatif souhaité.

Je voudrais soulever un autre problème et ce pour éviter tout malentendu. Nous sommes, il est vrai, un peu à l'étroit dans les locaux du Sénat. Mais ni la questure, ni le bureau, ni moi-même ne pouvons accomplir de miracles. Nous essayons, par l'intermédiaire de notre président, d'approcher le ministre de l'Intérieur afin de pouvoir disposer de ses locaux. Voici de nombreuses années déjà que nous faisons des efforts dans ce sens. Nous avons aujourd'hui la chance que M. Gramme soit ministre de l'Intérieur, lui qui avec tant de tact et de doigté a participé longtemps aux travaux de notre bureau et qui s'était fait, en cette occasion, un fervent partisan de l'annexion par le Sénat des locaux du ministère de l'Intérieur. Nous sommes convaincus d'avoir de ce fait un allié solide sur place. Grâce à sa compréhension de nos problèmes, nous n'aurons donc plus à devoir attendre longtemps avant d'obtenir satisfaction.

D'ailleurs, Madame Mathieu, vous pourrez juger de nos efforts et de notre bonne foi, si vous feuilletez ce budget, dont vous avez lu le rapport et les articles. Nous avons, en effet, prévu un crédit de 5 millions pour l'aménagement décent des locaux du ministère de l'Intérieur. Nous sommes toujours en pourparlers, et notre distingué président du Sénat n'est pas le moins actif dans ses tractations, bien au contraire.

Quant à l'extension de nos locaux vers la rue de Louvain, vous aurez remarqué qu'un crédit de 75 millions a été inscrit au budget, représentant la quote-part du Sénat dans le coût du réaménagement de la première aile dont nous disposerons avec nos amis de la Chambre.

Les projets sont à l'étude et nous prévoyons de mettre une quarantaine de locaux à la disposition des deux assemblées.

Mme Mathieu-Mohin. — A quel moment ?

M. Lahaye. — Le contrat prévoit que nous disposerons d'une première partie de cette aile à la fin de cette année. La Chambre des représentants a déjà payé sa quote-part de 75 millions et nous acquitterons la nôtre cette année. L'excédent de 64 millions figurant au budget de 1979 est destiné à couvrir notre quote-part à verser à la Société nationale des chemins de fer.

Enfin, Madame, nous examinons la possibilité, en collaboration avec la questure de la Chambre, n'étant pas les seuls maîtres en cette affaire, de l'aménagement d'un parking décent pour les voitures des députés et des sénateurs qui rencontrent bien souvent des difficultés de stationnement les jours de séance.

Ik heb in de mate van het mogelijke de vragen van de twee sprekers beantwoord. Ik kan er evenwel nog aan toevoegen dat mijn vrienden van de quaestuur mij hebben gevraagd uw aandacht te vestigen op een punt. Men heeft de jongste dagen in de pers, ik meen ten onrechte, kritiek uitgebracht op de verhoging van de vergoeding voor de politieke secretariaten.

En het bureau en de leden van de quaestuur waren nochtans van oordeel dat de Senaat de Kamer niet kon volgen en dat het beter was deze vergoeding, in de vorm van een wet, eens en voorgoed vast te leggen. Wij zijn absoluut niet bang dat het publiek hiervan kennis zou hebben. Wij zouden dan een vergelijkende tabel hebben, waarover Mevr. Mathieu heeft gesproken, van wat in de andere landen gebeurt en bij ons. Maar wij mogen onze situatie nochtans niet toetsen aan deze die de Amerikaanse Senaat aan zijn leden toekent. In de VSA beschikt iedere senator over een leger secretarissen.

Wij zijn geen rijk land en wij leven momenteel niet in weelde. Wij moeten ons probleem zeer nuchter beschouwen. Het bureau heeft ons opdracht gegeven vlug een suggestie te doen in de vorm van een voorstel van wet.

Mijn collegas van de quaestuur, de heren Constant De Clercq, Dulac, De Rore en Kevers zullen bevestigen dat wij de studie van het wetsvoorstel reeds hebben aangevangen. De dag dat het bureau ons 's morgens die opdracht heeft gegeven, hadden we reeds 's namiddags een gesprek over het stramen van dit voorstel van wet waarin ook de vergoeding voor de politieke secretariaten zou zijn opgenomen. Wij zouden reeds vóór het einde van het reces met dit voorstel kunnen gereed komen. Het bureau zou zich daar dan reeds op de eerste vergadering in oktober kunnen uitspreken. Wij menen dat het best is dat niet alles in het geheim gebeurt. Het land mag en moet weten dat onze senatoren werken en dat wij het werk van onze senatoren op het politieke vlak willen vergemakkelijken. Andere landen doen op dit gebied veel meer dan wij.

Wij kunnen zeker niet zover gaan als de andere landen want daarvoor hebben wij de financiële middelen niet. Wij willen echter een grote inspanning doen en het publiek mag en moet zulks weten. Dat alles zal na het reces in oktober of november kunnen worden besproken wanneer de quaestuur haar voorstellen bij het bureau zal hebben aanhangig gemaakt. (*Applaus op de liberale banken en op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à Mme Mathieu.

Mme Mathieu-Mohin. — Permettez-moi de vous poser une question, Monsieur Lahaye. Vous avez dit que vous examiniez le problème de l'extension de l'aide de secrétariat. J'espère que cette aide ne sera pas destinée uniquement aux partis, mais également aux parlementaires.

Je vous avais déjà demandé si vous envisagiez, dans le cadre de l'extension des locaux du Sénat, une aide de secrétariat dont les parlementaires pourraient disposer individuellement.

M. le Président. — La parole est à M. Lahaye.

M. Lahaye. — Madame, vous me posez une question supplémentaire; vous m'excuserez de ne pas vous répondre immédiatement. En effet, votre suggestion devrait être examinée d'abord par le bureau. J'ai l'habitude de suivre fidèlement la procédure.

La question est de ce fait posée à l'honorable président de notre Assemblée qui en prend acte aujourd'hui et la soumettra très certainement au bureau. Celui-ci nous chargera peut-être ensuite de l'examen de la suggestion. Telle est la procédure à suivre.

Mme Mathieu-Mohin. — Je vous remercie d'avance.

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles de chacun des projets de loi.

Daar niemand meer het woord vraagt, is de algemene behandeling gesloten en gaan wij over tot het onderzoek van de artikelen van elk van de ontwerpen van wet.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DES DOTATIONS DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1979

Discussion et vote de l'article unique

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING DER DOTATIEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1979

Beraadslaging en stemming over het enig artikel

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi contenant le budget des Dotations de 1979.

Wij gaan over tot het onderzoek van de artikelen van het ontwerp van wet houdende de begroting der Dotatiën voor 1979.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles du tableau, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de behandeling van de artikelen van de tabel, breng ik deze in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (*Voir document n° 5-IV-1 du Sénat, session extraordinaire de 1979.*)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (*Zie gedrukt stuk nr. 5-IV-1 van de Senaat, buitengewone zitting 1979.*)

M. le Président. — L'article unique du projet de loi est ainsi rédigé :

Crédits pour les dépenses courantes (titre I) et pour les dépenses de capital (titre II)

Article unique. Il est ouvert pour les dépenses de l'année budgétaire 1979 afférentes au budget des Dotations et énumérées au tableau ci-annexé, des crédits s'élevant aux montants ci-après (en millions de francs) :

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
TITRE I			
Dépenses courantes	2 991,5	—	—
TITRE II			
Dépenses de capital	15,0	—	—
Totaux	3 006,5	—	—

Ces crédits sont énumérés aux titres I et II du tableau annexé à la présente loi.

*Kredieten voor de lopende uitgaven (titel I)
en de kapitaaluitgaven (titel II)*

Enig artikel. Voor de aan het begrotingsjaar 1979 verbonden en in hierbijgaande tabel opgesomde uitgaven betreffende de begroting der Dotatiën, worden kredieten geopend ten bedrage van (in miljoenen franken):

	Gesplitste kredieten		
	Niet-gesplitste kredieten	Vast-leggings-kredieten	Ordonnan-cerings-kredieten
TITEL I			
Lopende uitgaven	2 991,5	—	—
TITEL II			
Kapitaaluitgaven	15,0	—	—
Totalen	3 006,5	—	—

Deze kredieten werden opgesomd in de titels I en II van de bij deze wet gevoegde tabel.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé cet après-midi au vote de l'ensemble du projet de loi.

Wij zullen deze namiddag stemmen over het ontwerp van wet in zijn geheel.

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DES DOTATIONS DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1978

Discussion et vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE BEGROTING DER DOTATIEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1978.

Beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi ajustant le budget des Dotations de 1978.

Wij gaan over tot het onderzoek van de artikelen van het ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting der Dotatiën voor 1978.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles du tableau, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de behandeling van de artikelen van de tabel, breng ik deze in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (Voir document n° 6-IV-1 du Sénat, session extraordinaire de 1979.)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (Zie gedrukt stuk nr. 6-IV-1 van de Senaat, buitengewone zitting 1979.)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés:

I. Ajustements des crédits

Article 1^{er}. Les crédits prévus au Titre I — Dépenses courantes, et au Titre II — Dépenses de capital, du budget des Dotations de l'année budgétaire 1978, sont ajustés suivant les données détaillées au ta-

bleau annexé à la présente loi et à concurrence de (en millions de francs):

AJUSTEMENTS	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
TITRE I			
<i>Dépenses courantes</i>			
Réductions	14,9	—	—
TITRE II			
<i>Dépenses de capital</i>			
Réductions	0,4	—	—

I. Kredietaanpassingen

Artikel 1. De kredieten, ingeschreven onder de Titel I — Lopende uitgaven, en onder de Titel II — Kapitaaluitgaven, van de begroting van Dotatiën voor het begrotingsjaar 1978, worden aangepast volgens de omstandige vermeldingen in de bij deze wet gevoegde tabel en ten belope van (in miljoenen franken):

AANPASSINGEN	Gesplitste kredieten		
	Niet-gesplitste kredieten	Vast-leggings-kredieten	Ordonnan-cerings-kredieten
TITEL I			
<i>Lopende uitgaven</i>			
Verminderingen	14,9	—	—
TITEL II			
<i>Kapitaaluitgaven</i>			
Verminderingen	0,4	—	—

— Adopté.

Aangenomen.

II. Dispositions diverses

Art. 2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

II. Diverse bepalingen

Art. 2. Deze wet treedt in werking de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé cet après-midi au vote de l'ensemble du projet de loi.

Wij zullen deze namiddag stemmen over het ontwerp van wet in zijn geheel.

PROJET DE LOI OUVRANT DE NOUVEAUX CREDITS PROVISOIRES A VALOIR SUR LE BUDGET DES AFFAIRES REGIONALES FLAMANDES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1979

Discussion générale et vote des articles

ONTWERP VAN WET WAARBIJ NIEUWE VOORLOPIGE KREDIETEN WORDEN GEOPEND WELKE IN MINDERING KOMEN VAN DE BEGROTING VAN DE VLAAMSE GEWESTELIJKE AANGELEGENHEDEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1979

Algemene beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous abordons l'examen du projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur le budget des Affaires régionales flamandes.

Wij vatten de beraadslaging aan over het ontwerp van wet waarbij nieuwe voorlopige kredieten worden geopend welke in mindering komen van de begroting van de Vlaamse Gewestelijke Aangelegenheden.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

Personne ne demandant la parole, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles du projet de loi.

Vraagt niemand het woord in de algemene beraadslaging? Zo neen, dan verklaar ik ze voor gesloten en gaan wij over tot de behandeling van de artikelen van het ontwerp van wet.

Artikel één luidt:

Artikel 1. Voorlopige kredieten, welke in mindering komen van de begroting van de Vlaamse Gewestelijke Aangelegenheden voor het begrotingsjaar 1979, zijn geopend ten behoeve van het ministerie van de Nederlandse Gemeenschap en het Vlaamse Gewest:

- a) Lopende uitgaven:
 - Niet-gesplitste kredieten: 3 625 600 000 frank;
 - Ordonnanceringskredieten: 9 300 000 frank;
- b) Kapitaaluitgaven:
 - Niet-gesplitste kredieten: 2 438 700 000 frank;
 - Ordonnanceringskredieten: 1 931 500 000 frank.

Article 1^{er}. Des crédits provisoires à valoir sur le budget des Affaires régionales flamandes de l'année budgétaire 1979, sont ouverts au ministère de la Communauté néerlandaise et de la Région flamande:

- a) Dépenses courantes:
 - Crédits non dissociés: 3 625 600 000 francs;
 - Crédits d'ordonnement: 9 300 000 francs;
- b) Dépenses de capital:
 - Crédits non dissociés: 2 438 700 000 francs;
 - Crédits d'ordonnement: 1 931 500 000 francs.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 2. De bij deze wet verleende voorlopige kredieten mogen niet aangewend worden tot nieuwe lopende en kapitaaluitgaven vroeger niet toegelaten door de wetgevende macht.

Art. 2. Les crédits provisoires alloués par la présente loi ne peuvent être affectés à des dépenses courantes et à des dépenses de capital nouvelles non autorisées antérieurement par le législateur.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 3. Met betrekking tot het artikel 60.01.A — Fonds voor de economische expansie en de regionale reconversie — van Titel IV van de tabel gevoegd bij het wetsontwerp houdende de begroting van de Vlaamse Gewestelijke Aangelegenheden voor 1979, worden, voor de eerste elf maanden van 1979, nieuwe vastleggingsmachtigingen verleend tot beloop van:

- Sector « Economische Zaken »: 3 263 100 000 frank;
- Sector « Middenstand »: 937 800 000 frank.

Art. 3. Des autorisations nouvelles d'engagement se rapportant à l'article 60.01.A — Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale — du Titre IV du tableau annexé au projet de loi contenant le budget des Affaires régionales flamandes de 1979, sont accordées pour les onze premiers mois de 1979 à concurrence de:

- Secteur « Affaires économiques »: 3 263 100 000 francs;
- Secteur « Classes moyennes »: 937 800 000 francs.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 4. Door bemiddeling van de staatssecretaris voor het Vlaamse Gewest, bedoeld bij artikel 8 van het koninklijk besluit van 31 mei 1979 tot bepaling van de ministeriële bevoegdheden van de Nederlandse Gemeenschap en van het Vlaamse Gewest, wordt het Fonds voor de bouw van ziekenhuizen en medisch-sociale inrichtingen gemachtigd de verbintenissen aan te gaan tot het betalen op de vervaldag, van de interest en de aflossingen binnen een termijn van ten hoogste dertig jaar, van leningen door het Gemeentekrediet van België toegestaan ter vervanging van de toelagen bedoeld in artikel 6 van de wet

van 6 juli 1973 tot wijziging van die van 23 december 1963 op de ziekenhuizen.

Tijdens de eerste elf maanden van 1979 mogen deze verbintenissen gaan tot een totaal aan leningen dat niet meer mag belopen dan 1 466 700 000 frank.

Art. 4. A l'intervention du secrétaire d'Etat à la Région flamande, visé à l'article 8 de l'arrêté royal du 31 mai 1979 fixant les compétences ministérielles pour les affaires de la Communauté néerlandaise et de la Région flamande, le Fonds de construction d'institutions hospitalières et médico-sociales est autorisé à prendre l'engagement de payer à l'échéance, l'intérêt et l'amortissement dans un délai maximum de trente ans, de prêts accordés par le Crédit communal de Belgique en lieu et place des interventions prévues à l'article 6 de la loi du 6 juillet 1973 modifiant celle du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux.

Pendant les onze premiers mois de 1979, ces engagements pourront porter sur un volume de prêts ne dépassant pas 1 466 700 000 francs.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 5. De staatssecretaris voor het Vlaamse Gewest, bedoeld bij artikel 8 van het koninklijk besluit van 31 mei 1979 tot bepaling van de ministeriële bevoegdheden van de Nederlandse Gemeenschap en van het Vlaamse Gewest, wordt ertoe gemachtigd de hieronder vermelde instellingen toe te laten verbintenissen aan te gaan, tijdens de eerste elf maanden van 1979, tot het naast elke instelling aangegeven bedrag:

— De Nationale Maatschappij voor de Huisvesting: 12 650 000 000 frank;

— De Nationale Landmaatschappij: 4 583 300 000 frank.

Art. 5. Le secrétaire d'Etat à la Région flamande, visé à l'article 8 de l'arrêté royal du 31 mai 1979 fixant les compétences ministérielles pour les affaires de la Communauté néerlandaise et de la Région flamande, peut autoriser les organismes indiqués ci-après à souscrire des engagements, pendant les onze premiers mois de 1979, jusqu'au montant indiqué en regard de chaque organisme:

— La Société nationale du Logement: 12 650 000 000 de francs;

— La Société nationale terrienne: 4 583 300 000 francs.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 6. De staatssecretaris voor het Vlaamse Gewest, bedoeld bij artikel 8 van het koninklijk besluit van 31 mei 1979 tot bepaling van de ministeriële bevoegdheden van de Nederlandse Gemeenschap en van het Vlaamse Gewest, wordt ertoe gemachtigd, in naam van de Staat, de verbintenissen aan te gaan op de vervaldag en binnen een maximumtermijn van tien jaar aan de financiële instellingen de interest en de delging te betalen van de bedragen die zij voor rekening van de Staat aan de bouwers en de kopers van volkswoningen betaald hebben als premies of als vermindering van interest.

Elke verbintenis uit dien hoofde aan te gaan is onderworpen aan het visum van de controleur der vastleggingen en aan het Rekenhof.

Het totaalbedrag der toegestane premies is beperkt tijdens de eerste elf maanden van 1979, tot 1 191 700 000 frank.

Art. 6. Le secrétaire d'Etat à la Région flamande, visé à l'article 8 de l'arrêté royal du 31 mai 1979 fixant les compétences ministérielles pour les affaires de la Communauté néerlandaise et de la Région flamande, est autorisé à prendre, au nom de l'Etat, l'engagement de payer, à l'échéance, aux organismes financiers, l'intérêt et l'amortissement, dans un délai maximum de dix ans, des sommes qu'ils ont payées pour compte de l'Etat, à titre de primes ou de réductions d'intérêt, aux constructeurs et aux acheteurs de logements sociaux.

Tout engagement à prendre de ce chef est soumis au visa du contrôleur des engagements et à la Cour des comptes.

Le montant total des primes accordées est limité pendant les onze premiers mois de 1979, à 1 191 700 000 francs.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 7. De minister van het Vlaamse Gewest wordt gemachtigd namens de Staat de verbintenissen aan te gaan tot het betalen, op de vervaldag, aan de door de minister van Financiën erkende kredietinstellingen, van de interest en de aflossing, binnen een termijn van ten hoogste twintig jaar, van leningen toegestaan aan industriële onder-

nemingen, in toepassing van de toelageregeling waarvan sprake in de artikels 33 en 34 van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging.

Tijdens de eerste elf maanden van 1979 mogen deze verbintenissen gaan tot een totaal aan leningen dat niet meer mag belopen dan 458 300 000 frank.

Art. 7. Le ministre de la Région flamande est autorisé à prendre, au nom de l'Etat, l'engagement de payer, à l'échéance, aux organismes de crédit agréés par le ministre des Finances, l'intérêt et l'amortissement, dans un délai maximum de vingt ans, des prêts accordés aux entreprises industrielles, en application de la réglementation sur l'octroi des subsides dont question aux articles 33 et 34 de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution.

Pendant les onze premiers mois de 1979, ces engagements pourront porter sur un volume de prêts ne dépassant pas 458 300 000 francs.

— Aangenomen.
Adopté.

Art. 8. De minister van het Vlaamse Gewest wordt ertoe gemachtigd namens de Staat de verbintenis aan te gaan tot het betalen op de vervaldag, aan de gewestelijke en lokale openbare besturen, van de interest en de aflossing, binnen een termijn van ten hoogste dertig jaar, van leningen door het Gemeentekrediet van België toegestaan ter vervanging van de toelagen aan de ondergeschikte openbare besturen voor de uitvoering van werken die onder het hoog toezicht staan van:

- 1° Het ministerie van Openbare Werken;
- 2° Het ministerie van Justitie.

Die verbintenissen mogen tijdens de eerste elf maanden van 1979 gaan tot een totaal aan leningen dat niet meer mag belopen dan 2 750 000 000 frank.

Art. 8. Le ministre de la Région flamande est autorisé à prendre, au nom de l'Etat, l'engagement de payer, à l'échéance, aux pouvoirs publics régionaux et locaux, l'intérêt et l'amortissement, dans un délai maximum de trente ans, des prêts accordés par le Crédit communal de Belgique, en lieu et place des subventions aux administrations publiques subordonnées en faveur de l'exécution des travaux soumis au haut contrôle:

- 1° Du ministère des Travaux publics;
- 2° Du ministère de la Justice.

Ces engagements pourront porter pendant les onze premiers mois de 1979 sur un volume de prêts ne dépassant pas 2 750 000 000 de francs.

— Aangenomen.
Adopté.

Art. 9. De minister van het Vlaamse Gewest wordt ertoe gemachtigd namens de Staat, de verbintenis aan te gaan tot het betalen op de vervaldag, aan de gewestelijke en lokale openbare besturen, van de interest en de aflossing binnen een termijn van ten hoogste dertig jaar van leningen door het Gemeentekrediet van België toegestaan ter vervanging van de toelagen aan de ondergeschikte openbare besturen voor de uitvoering van werken die onder hun hoog toezicht staan.

Die verbintenissen mogen tijdens de eerste elf maanden van 1979 gaan tot een totaal aan leningen dat niet meer mag belopen dan 4 400 000 000 frank.

Art. 9. Le ministre de la Région flamande est autorisé à prendre, au nom de l'Etat, l'engagement de payer, à l'échéance, aux pouvoirs publics régionaux et locaux, l'intérêt et l'amortissement, dans un délai maximum de trente ans, des prêts accordés par le Crédit communal de Belgique, en lieu et place des subventions aux administrations publiques subordonnées en faveur de l'exécution des travaux soumis à leur haut contrôle.

Ces engagements pourront porter pendant les onze premiers mois de 1979 sur un volume de prêts ne dépassant pas 4 400 000 000 de francs.

— Aangenomen.
Adopté.

Art. 10. De staatssecretaris voor het Vlaamse Gewest, bedoeld bij artikel 8 van het koninklijk besluit van 31 mei 1979 tot bepaling van de ministeriële bevoegdheden van de Nederlandse Gemeenschap en van het Vlaamse Gewest, wordt ertoe gemachtigd namens de Staat,

de verbintenis aan te gaan tot het betalen op de vervaldag, aan de gewestelijke en lokale openbare besturen, van de interest en de aflossing binnen een termijn van ten hoogste dertig jaar van leningen door het Gemeentekrediet van België toegestaan ter vervanging van de toelagen aan de ondergeschikte openbare besturen voor de uitvoering van werken die onder hun hoog toezicht staan.

Deze verbintenissen mogen tijdens de eerste elf maanden van 1979 gaan tot een totaal aan leningen dat niet meer mag belopen dan 641 700 000 frank.

Art. 10. Le secrétaire d'Etat à la Région flamande, visé à l'article 8 de l'arrêté royal du 31 mai 1979 fixant les compétences ministérielles pour les affaires de la Communauté néerlandaise et de la Région flamande, est autorisé à prendre, au nom de l'Etat, l'engagement de payer, à l'échéance, aux pouvoirs publics régionaux et locaux, l'intérêt et l'amortissement, dans un délai maximum de trente ans, des prêts accordés par le Crédit communal de Belgique, en lieu et place des subventions aux administrations publiques subordonnées en faveur de l'exécution des travaux soumis à leur haut contrôle.

Ces engagements pourront porter pendant les onze premiers mois de 1979 sur un volume de prêts ne dépassant pas 641 700 000 francs.

— Aangenomen.
Adopté.

Art. 11. Elke verbintenis aan te gaan krachtens artikelen 7 tot 10 van deze wet, wordt onderworpen aan het visum van de controleur der vastleggingen en aan het Rekenhof.

Vóór de 10e van iedere maand, legt de controleur der vastleggingen aan het Rekenhof een in drievoud opgemaakte lijst met de verantwoordingstukken voor die, eensdeels, het bedrag vermeldt van de vastleggingen die tijdens de afgelopen maand geïviseerd werden, en anderdeels, het bedrag aangeeft van de vastleggingen die geïviseerd werden sinds het begin van het jaar.

Art. 11. Tout engagement à prendre, en vertu des articles 7 à 10 de la présente loi, est soumis au visa du contrôleur des engagements et à la Cour des comptes.

Avant le 10 de chaque mois, le contrôleur des engagements transmet à la Cour des comptes, avec les documents justificatifs, un relevé établi en trois exemplaires, mentionnant, d'une part, le montant des engagements visés au cours du mois écoulé et, d'autre part, le montant des engagements visés depuis le début de l'année.

— Aangenomen.
Adopté.

Art. 12. Deze wet treedt in werking op 1 augustus 1979.

Art. 12. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} août 1979.
— Aangenomen.
Adopté.

M. le Président. — Il sera procédé cet après-midi au vote de l'ensemble du projet de loi.

Er zal deze namiddag worden gestemd over het ontwerp van wet in zijn geheel.

PROJET DE LOI OUVRANT DE NOUVEAUX CREDITS PROVISOIRES A VALOIR SUR LE BUDGET DES AFFAIRES REGIONALES WALLONNES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1979

Discussion générale et vote des articles

ONTWERP VAN WET WAARBIJ NIEUWE VOORLOPIGE KREDIETEN WORDEN GEOPEND WELKE IN MINDERING KOMEN VAN DE BEGROTING VAN DE WAALSE GEWESTELIJKE AANGELEGENHEDEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1979

Algemene beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous abordons l'examen du projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur le budget des Affaires régionales wallonnes.

Wij vatten de beraadslaging aan over het ontwerp van wet waarbij nieuwe voorlopige kredieten worden geopend welke in mindering komen van de begroting van de Waalse Gewestelijke Aangelegenheden.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

La parole est au rapporteur.

M. Paque, rapporteur. — Monsieur le Président, le budget des Affaires régionales wallonnes de l'année budgétaire 1979 ne pouvant plus être adopté avant les vacances, le Parlement est amené à devoir voter quatre nouveaux douzièmes provisoires couvrant les mois d'août, septembre, octobre et novembre.

La commission des Finances saisie de ce projet n'a pas fait de remarques et a adopté ce nouveau train de douzièmes provisoires, le quatrième, par 14 voix contre une. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles du projet de loi.

Vraagt niemand meer het woord in de algemene beraadslaging? Zo neen, dan verklaar ik ze voor gesloten en gaan wij over tot de behandeling van de artikelen van het ontwerp van wet.

L'article premier est ainsi rédigé:

Article 1^{er}. Des crédits provisoires, à valoir sur le budget des Affaires régionales wallonnes de l'année budgétaire 1979, sont ouverts au ministère de la Région wallonne:

a) Dépenses courantes:

- Crédits non dissociés: 2 789 300 000 francs;
- Crédits d'ordonnancement: 20 000 000 de francs;

b) Dépenses de capital:

- Crédits non dissociés: 2 558 800 000 francs;
- Crédits d'ordonnancement: 1 028 900 000 francs.

Artikel 1. Voorlopige kredieten, welke in mindering komen van de begroting van de Waalse Gewestelijke Aangelegenheden voor het begrotingsjaar 1979, zijn geopend ten behoeve van het ministerie van het Waalse Gewest:

a) Lopende uitgaven:

- Niet-gesplitste kredieten: 2 789 300 000 frank;
- Ordonnanceringskredieten: 20 000 000 frank;

b) Kapitaaluitgaven:

- Niet-gesplitste kredieten: 2 558 800 000 frank;
- Ordonnanceringskredieten: 1 028 900 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 2. Les crédits provisoires alloués par la présente loi ne peuvent être affectés à des dépenses courantes et à des dépenses de capital nouvelles non autorisées antérieurement par le législateur.

Exception est toutefois faite en ce qui concerne les dépenses afférentes:

- 1° A l'organisation administrative du ministère de la Région wallonne;
- 2° A la participation dans la formation du capital de la Société régionale d'investissement pour la Wallonie;
- 3° Au Fonds de rénovation des sites wallons.

Art. 2. De bij deze wet verleende voorlopige kredieten mogen niet aangewend worden tot nieuwe lopende en kapitaaluitgaven vroeger niet toegelaten door de wetgevende macht.

Uitzondering wordt nochtans gemaakt voor de uitgaven met betrekking tot:

- 1° De administratieve inrichting van het ministerie van het Waalse Gewest;
- 2° De deelneming in de vorming van het kapitaal van de Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië;
- 3° Het Fonds voor de vernieuwing van de bedrijfsruimte in Wallonië.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 3. Des autorisations nouvelles d'engagement se rapportant à l'article 60.01.A — Fonds d'expansion économique et de reconver-

sion régionale — du Titre IV du tableau annexé au projet de loi contenant le budget des Affaires régionales wallonnes de 1979, sont accordées pour les onze premiers mois de 1979 à concurrence de:

- Secteur « Affaires économiques »: 2 933 300 000 francs;
- Secteur « Classes moyennes »: 709 500 000 francs.

Art. 3. Met betrekking tot het artikel 60.01.A — Fonds voor de economische expansie en de regionale reconversie — van Titel IV van de tabel gevoegd bij het wetsontwerp houdende de begroting van de Waalse Gewestelijke Aangelegenheden voor 1979, worden, voor de eerste elf maanden van 1979, nieuwe vastleggingsmachtigingen verleend tot beloop van:

- Sector « Economische Zaken »: 2 933 300 000 frank;
- Sector « Middenstand »: 709 500 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 4. A l'intervention du ministre et des secrétaires d'Etat chargés des affaires régionales wallonnes, le Fonds de construction d'institutions hospitalières et médico-sociales est autorisé à prendre l'engagement de payer à l'échéance, l'intérêt et l'amortissement, dans un délai maximum de trente ans, des prêts accordés par le Crédit communal de Belgique en lieu et place des interventions prévues à l'article 6 de la loi du 6 juillet 1973 modifiant celle du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux.

Pendant les onze premiers mois de 1979, ces engagements pourront porter sur un volume de prêts ne dépassant pas 1 925 000 000 de francs.

Art. 4. Door bemiddeling van de minister en de staatssecretarissen belast met de Waalse gewestelijke aangelegenheden, wordt het Fonds voor de bouw van ziekenhuizen en medisch-sociale inrichtingen gemachtigd de verbintenis aan te gaan tot het betalen op de vervaldag, van de interest en de aflossingen binnen een termijn van ten hoogste dertig jaar, van leningen door het Gemeentekrediet van België toegestaan ter vervanging van de toelagen bedoeld in artikel 6 van de wet van 6 juli 1973 tot wijziging van die van 23 december 1963 op de ziekenhuizen.

Tijdens de eerste elf maanden van 1979 mogen deze verbintenissen gaan tot een totaal aan leningen dat niet meer mag belopen dan 1 925 000 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 5. Le ministre et les secrétaires d'Etat chargés des affaires régionales wallonnes peuvent autoriser les organismes indiqués ci-après à souscrire des engagements pendant les onze premiers mois de 1979, jusqu'au montant indiqué en regard de chaque organisme:

- La Société nationale du Logement: 9 625 000 000 de francs.
- La Société nationale terrienne: 2 630 800 000 francs.

Art. 5. De minister en de staatssecretarissen belast met de Waalse Gewestelijke Aangelegenheden worden ertoe gemachtigd de hieronder vermelde instellingen toe te laten verbintenissen aan te gaan, tijdens de eerste elf maanden van 1979, tot het naast elke instelling aangegeven bedrag:

- De Nationale Maatschappij voor de Huisvesting: 9 625 000 000 frank;
- De Nationale Landmaatschappij: 2 630 800 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 6. Le ministre et les secrétaires d'Etat chargés des affaires régionales wallonnes sont autorisés à prendre, au nom de l'Etat, l'engagement de payer, à l'échéance, aux organismes financiers, l'intérêt et l'amortissement dans un délai maximum de dix ans, des sommes qu'ils ont payées pour compte de l'Etat, à titre de primes ou de réductions d'intérêt, aux constructeurs et aux acheteurs de logements sociaux.

Tout engagement à prendre de ce chef est soumis au visa du contrôleur des engagements et à la Cour des comptes.

Le montant total des primes accordées est limité pendant les onze premiers mois de 1979 à 662 200 000 francs.

Art. 6. De minister en de staatssecretarissen belast met de Waalse gewestelijke aangelegenheden worden ertoe gemachtigd in naam

van de Staat, de verbintenissen aan te gaan op de vervaldag en binnen een maximumtermijn van tien jaar aan de financiële instellingen de interest en de delging te betalen van de bedragen die zij voor rekening van de Staat aan de bouwers en de kopers van volkswoningen betaald hebben als premies of als verminderingen van interest.

Elke verbintenis uit dien hoofde aan te gaan is onderworpen aan het visum van de controleur der vastleggingen en aan het Rekenhof.

Het totaalbedrag der toegestane premies is beperkt tijdens de eerste elf maanden van 1979 tot 662 200 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 7. Le ministre et les secrétaires d'Etat chargés des affaires régionales wallonnes sont autorisés à prendre, au nom de l'Etat, l'engagement de payer, à l'échéance, aux pouvoirs publics régionaux et locaux, l'intérêt et l'amortissement, dans un délai maximum de trente ans, des prêts accordés par le Crédit communal de Belgique, en lieu et place des subventions aux administrations publiques subordonnées en faveur de l'exécution des travaux soumis au haut contrôle :

1° Du ministère des Travaux publics;

2° Du ministère de la Justice.

Ces engagements pourront porter pendant les onze premiers mois de 1979 sur un volume de prêts ne dépassant pas 1 393 300 000 francs.

Art. 7. De minister en de staatssecretarissen belast met de Waalse gewestelijke aangelegenheden worden ertoe gemachtigd namens de Staat, de verbintenis aan te gaan tot het betalen op de vervaldag, aan de gewestelijke en lokale openbare besturen, van de interest en de aflossing, binnen een termijn van ten hoogste dertig jaar, van leningen door het Gemeentekrediet van België toegestaan ter vervanging van de toelagen aan de ondergeschikte openbare besturen voor de uitvoering van werken die onder het hoog toezicht staan van :

1° Het ministerie van Openbare Werken;

2° Het ministerie van Justitie.

Die verbintenissen mogen tijdens de eerste elf maanden van 1979 gaan tot een totaal aan leningen dat niet meer mag belopen dan 1 393 300 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 8. Le ministre et les secrétaires d'Etat chargés des affaires régionales wallonnes sont autorisés à prendre, au nom de l'Etat, l'engagement de payer à l'échéance, aux pouvoirs publics régionaux et locaux, l'intérêt et l'amortissement, dans un délai maximum de trente ans, des prêts accordés par le Crédit communal de Belgique, en lieu et place des subventions aux administrations publiques subordonnées en faveur de l'exécution des travaux soumis à leur haut contrôle.

Ces engagements pourront porter pendant les onze premiers mois de 1979 sur un volume de prêts ne dépassant pas 1 310 800 000 francs.

Art. 8. De minister en de staatssecretarissen belast met de Waalse gewestelijke aangelegenheden worden ertoe gemachtigd namens de Staat, de verbintenis aan te gaan tot het betalen op de vervaldag, aan de gewestelijke en lokale openbare besturen, van de interest en de aflossing binnen een termijn van ten hoogste dertig jaar van leningen door het Gemeentekrediet van België toegestaan ter vervanging van de toelagen aan de ondergeschikte openbare besturen voor de uitvoering van werken die onder hun hoog toezicht staan.

Die verbintenissen mogen tijdens de eerste elf maanden van 1979 gaan tot een totaal aan leningen dat niet meer mag belopen dan 1 310 800 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 9. Le ministre et les secrétaires d'Etat chargés des affaires régionales wallonnes sont autorisés à prendre, au nom de l'Etat, l'engagement de payer, à l'échéance, aux pouvoirs publics régionaux et locaux, l'intérêt et l'amortissement, dans un délai maximum de trente ans, des prêts accordés par le Crédit communal de Belgique, en lieu et place des subventions aux administrations publiques subordonnées en faveur de l'exécution des travaux soumis à leur haut contrôle.

Ces engagements pourront porter pendant les onze premiers mois de 1979 sur un volume de prêts ne dépassant pas 357 500 000 francs.

Art. 9. De minister en de staatssecretarissen belast met de Waalse gewestelijke aangelegenheden worden ertoe gemachtigd namens de Staat, de verbintenis aan te gaan tot het betalen op de vervaldag, aan de gewestelijke en lokale openbare besturen, van de interest en de aflossing binnen een termijn van ten hoogste dertig jaar van leningen door het Gemeentekrediet van België toegestaan ter vervanging van de toelagen aan de ondergeschikte openbare besturen voor de uitvoering van werken die onder hun hoog toezicht staan.

Deze verbintenissen mogen tijdens de eerste elf maanden van 1979 gaan tot een totaal aan leningen dat niet meer mag belopen dan 357 500 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 10. Tout engagement à prendre, en vertu des articles 7 à 9 de la présente loi, est soumis au visa du contrôleur des engagements et à la Cour des comptes.

Avant le 10 de chaque mois, le contrôleur des engagements transmet à la Cour des comptes, avec les documents justificatifs, un relevé établi en trois exemplaires, mentionnant, d'une part, le montant des engagements visés au cours du mois écoulé et, d'autre part, le montant des engagements visés depuis le début de l'année.

Art. 10. Elke verbintenis aan te gaan krachtens artikelen 7 tot 9 van deze wet, wordt onderworpen aan het visum van de controleur der vastleggingen en aan het Rekenhof.

Vóór de 10e van iedere maand, legt de controleur der vastleggingen aan het Rekenhof een in drievoud opgemaakte lijst met de verantwoordingsstukken voor die, eensdeels, het bedrag vermeldt van de vastleggingen die tijdens de afgelopen maand geïncasseerd werden, en anderdeels, het bedrag aangeeft van de vastleggingen die geïncasseerd werden sinds het begin van het jaar.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 11. Le ministre et les secrétaires d'Etat chargés des affaires régionales wallonnes sont autorisés à engager à charge de l'article nouveau 81.02 de la Section 32 du Titre II du tableau annexé au projet de loi contenant le budget des Affaires régionales wallonnes de 1979, des dépenses pour un montant de 458 300 000 francs pendant les onze premiers mois de 1979.

Art. 11. De minister en de staatssecretarissen belast met de Waalse gewestelijke aangelegenheden worden ertoe gemachtigd ten laste van het nieuw artikel 81.02 van Afdeling 32 van Titel II van de tabel gevoegd bij het wetsontwerp houdende de begroting van de Waalse Gewestelijke Aangelegenheden voor 1979, uitgaven vast te leggen ten bedrage van 458 300 000 frank tijdens de eerste elf maanden van 1979.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 12. Des autorisations d'engagement se rapportant à l'article nouveau 60.04.A — Fonds de rénovation des sites wallons — du Titre IV, Partie II, Section 33, du tableau annexé au projet de loi contenant le budget des Affaires régionales wallonnes de 1979, sont accordées pour les onze premiers mois de 1979 à concurrence de 1 833 000 000 de francs.

Art. 12. Met betrekking tot het nieuw artikel 60.04.A — Fonds voor de vernieuwing van de bedrijfsruimte in Wallonië — van Titel IV, Deel II, Afdeling 33, van de tabel gevoegd bij het wetsontwerp houdende de begroting van de Waalse Gewestelijke Aangelegenheden voor 1979, worden, voor de eerste elf maanden van 1979, vastleggingsmachtigingen verleend tot beloop van 1 833 000 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 13. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} août 1979.

Art. 13. Deze wet treedt in werking op 1 augustus 1979.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé cet après-midi au vote de l'ensemble du projet de loi.

Er zal deze namiddag worden gestemd over het ontwerp van wet in zijn geheel.

PROJET DE LOI OUVRANT DE NOUVEAUX CREDITS PROVISOIRES A VALOIR SUR LE BUDGET DES AFFAIRES REGIONALES BRUXELLOISES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1979

Discussion générale et vote des articles

ONTWERP VAN WET WAARBIJ NIEUWE VOORLOPIGE KREDIETEN WORDEN GEOPEND WELKE IN MINDERING KOMEN VAN DE BEGROTING VAN DE BRUSSELSE GEWESTELIJKE AANGELEGENHEDEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1979

Algemene beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous abordons l'examen du projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur le budget des Affaires régionales bruxelloises.

Wij vatten de beraadslaging aan over het ontwerp van wet waarbij nieuwe voorlopige kredieten worden geopend welke in mindering komen van de begroting van de Brusselse Gewestelijke Aangelegenheden.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

Personne ne demandant à intervenir, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles du projet de loi.

Vraagt niemand het woord in de algemene beraadslaging? Zo neen, dan verklaar ik ze voor gesloten en gaan wij over tot de behandeling van de artikelen van het ontwerp van wet.

L'article premier est ainsi rédigé:

Artikel 1. Voorlopige kredieten, welke in mindering komen van de begroting van de Brusselse Gewestelijke Aangelegenheden voor het begrotingsjaar 1979, zijn geopend ten behoeve van het ministerie van het Brusselse Gewest:

a) Lopende uitgaven:

- Niet-gesplitste kredieten: 754 100 000 frank;
- Ordonnanceringskredieten: 6 900 000 fran;

b) Kapitaaluitgaven:

- Niet-gesplitste kredieten: 508 200 000 frank;
- Ordonnanceringskredieten: 318 900 000 frank.

Article 1^{er}. Des crédits provisoires, à valoir sur le budget des Affaires régionales bruxelloises de l'année budgétaire 1979, sont ouverts au ministère de la Région bruxelloise:

a) Dépenses courantes:

- Crédits non dissociés: 754 100 000 francs;
- Crédits d'ordonnancement: 6 900 000 francs;

b) Dépenses de capital:

- Crédits non dissociés: 508 200 000 francs;
- Crédits d'ordonnancement: 318 900 000 francs.

— Aangenenomen.

Adopté.

Art. 2. De bij deze wet verleende voorlopige kredieten mogen niet aangewend worden tot nieuwe lopende en kapitaaluitgaven vroeger niet toegelaten door de wetgevende macht.

Art. 2. Les crédits provisoires alloués par la présente loi ne peuvent être affectés à des dépenses courantes et à des dépenses de capital nouvelles non autorisées antérieurement par le législateur.

— Aangenenomen.

Adopté.

Art. 3. Met betrekking tot het artikel 60.01.A — Fonds voor de economische expansie en de regionale reconversie — van titel IV van de tabel gevoegd bij het wetsontwerp houdende de begroting van de Brusselse Gewestelijke Aangelegenheden voor 1979, worden, voor de

eerste elf maanden van 1979, nieuwe vastleggingsmachtigingen verleend tot beloop van:

- Sector « Economische Zaken »: 743 416 000 frank;
- Sector « Middenstand »: 89 833 000 frank;
- Sector « Openbare Werken »: 100 466 000 frank.

Art. 3. Des autorisations nouvelles d'engagement se rapportant à l'article 60.01.A — Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale — du titre IV du tableau annexé au projet de loi contenant le budget des Affaires régionales bruxelloises de 1979, sont accordées pour les onze premiers mois de 1979 à concurrence de:

- Secteur « Affaires économiques »: 743 416 000 francs;
- Secteur « Classes moyennes »: 89 833 000 francs;
- Secteur « Travaux publics »: 100 466 000 francs.

— Aangenenomen.

Adopté.

Art. 4. Door bemiddeling van de minister van het Brusselse Gewest en de staatssecretarissen voor het Brusselse Gewest, wordt het Fonds voor de bouw van ziekenhuizen en medisch-sociale inrichtingen gemachtigd de verbintenis aan te gaan tot het betalen op de vervaldag, van de interest en de aflossingen binnen een termijn van ten hoogste dertig jaar, van leningen door het Gemeentekrediet van België toegestaan ter vervanging van de toelagen bedoeld in artikel 6 van de wet van 6 juli 1973 tot wijziging van die van 23 december 1963 op de ziekenhuizen.

Tijdens de eerste elf maanden van 1979 mogen deze verbintenissen gaan tot een totaal aan leningen dat niet meer mag belopen dan 251 075 000 frank.

Art. 4. A l'intervention du ministre de la Région bruxelloise et des secrétaires d'Etat à la Région bruxelloise, le Fonds de construction d'institutions hospitalières et médico-sociales est autorisé à prendre l'engagement de payer à l'échéance, l'intérêt et l'amortissement dans un délai maximum de trente ans, des prêts accordés par le Crédit communal de Belgique en lieu et place des interventions prévues à l'article 6 de la loi du 6 juillet 1973 modifiant celle du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux.

Pendant les onze premiers mois de 1979, ces engagements pourront porter respectivement sur un volume de prêts ne dépassant pas 251 075 000 francs.

— Aangenenomen.

Adopté.

Art. 5. De minister van het Brusselse Gewest en de staatssecretarissen voor het Brusselse Gewest worden ertoe gemachtigd de hieronder vermelde instelling toe te laten verbintenissen aan te gaan, tijdens de eerste elf maanden van 1979, tot het aangegeven bedrag:

— De Nationale Maatschappij voor Huisvesting: 2 592 975 000 frank.

Art. 5. Le ministre de la Région bruxelloise et les secrétaires d'Etat à la Région bruxelloise peuvent autoriser l'organisme indiqué ci-après à souscrire des engagements, pendant les onze premiers mois de 1979, jusqu'au montant indiqué:

— La Société nationale du Logement: 2 592 975 000 francs.

— Aangenenomen.

Adopté.

Art. 6. De minister van het Brusselse Gewest en de staatssecretarissen voor het Brusselse Gewest worden ertoe gemachtigd in naam van de Staat, de verbintenissen aan te gaan op de vervaldag en binnen een maximumtermijn van tien jaar aan de financiële instellingen de interest en de delging te betalen van de bedragen die zij voor rekening van de Staat aan de bouwers en de kopers van volkswoningen betaald hebben als premies of als verminderingen van interest.

Elke verbintenis uit dien hoofde aan te gaan is onderworpen aan het visum van de controleur der vastleggingen en aan het Rekenhof.

Het totaalbedrag der toegestane premies is beperkt tijdens de eerste elf maanden van 1979 tot 12 833 000 frank.

Art. 6. Le ministre de la Région bruxelloise et les secrétaires d'Etat à la Région bruxelloise sont autorisés à prendre, au nom de l'Etat, l'engagement de payer, à l'échéance, aux organismes financiers, l'intérêt et l'amortissement dans un délai maximum de dix ans, des sommes qu'ils ont payées pour compte de l'Etat, à titre de primes ou de réductions d'intérêt, aux constructeurs et aux acheteurs de logements sociaux.

Tout engagement à prendre de ce chef est soumis au visa du contrôleur des engagements et à la Cour des comptes.

Le montant total des primes accordées est limité pendant les onze premiers mois de 1979 à 12 833 000 francs.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 7. De minister van het Brussels Gewest en de staatssecretarissen voor het Brussels Gewest worden ertoe gemachtigd namens de Staat de verbintenis aan te gaan tot het betalen, op de vervaldag, aan de door de minister van Financiën erkende kredietinstellingen, van de interest en de aflossing, binnen een termijn van ten hoogste twintig jaar, van leningen toegestaan aan industriële ondernemingen, in toepassing van de toelageregeling waarvan sprake is in de artikels 33 en 34 van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging.

Tijdens de eerste elf maanden van 1979 mogen deze verbintenissen gaan tot een totaal aan leningen dat niet meer mag belopen dan 36 666 000 frank.

Art. 7. Le ministre de la Région bruxelloise et les secrétaires d'Etat à la Région bruxelloise sont autorisés à prendre, au nom de l'Etat, l'engagement de payer à l'échéance, aux organismes de crédit agréés par le ministre des Finances, l'intérêt et l'amortissement, dans un délai maximum de vingt ans, des prêts accordés aux entreprises industrielles, en application de la réglementation sur l'octroi des subsides dont question aux articles 33 et 34 de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution.

Pendant les onze premiers mois de 1979 ces engagements pourront porter sur un volume de prêts ne dépassant pas 36 666 000 francs.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 8. De minister van het Brussels Gewest en de staatssecretarissen voor het Brussels Gewest worden ertoe gemachtigd namens de Staat de verbintenis aan te gaan tot het betalen op de vervaldag, aan de gewestelijke en lokale openbare besturen, van de interest en de aflossing, binnen een termijn van ten hoogste dertig jaar, van leningen door het Gemeentekrediet van België toegestaan ter vervanging van de toelagen aan de ondergeschikte openbare besturen voor de uitvoering van werken die onder het hoog toezicht staan van:

1° Het ministerie van Openbare Werken;

2° Het ministerie van Justitie.

Die verbintenissen mogen tijdens de elf eerste maanden van 1979 gaan tot een totaal aan leningen dat niet meer mag belopen dan 285 083 000 frank.

Art. 8. Le ministre de la Région bruxelloise et les secrétaires d'Etat à la Région bruxelloise sont autorisés à prendre, au nom de l'Etat, l'engagement de payer, à l'échéance, aux pouvoirs publics régionaux et locaux, l'intérêt et l'amortissement, dans un délai maximum de trente ans, des prêts accordés par le Crédit communal de Belgique, en lieu et place des subventions aux administrations publiques subordonnées en faveur de l'exécution des travaux soumis au haut contrôle:

1° Du ministère des Travaux publics;

2° Du ministère de la Justice.

Ces engagements pourront porter pendant les onze premiers mois de 1979 sur un volume de prêts ne dépassant pas 285 083 000 francs.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 9. De minister van het Brussels Gewest en de staatssecretarissen voor het Brussels Gewest worden ertoe gemachtigd, namens de Staat, de verbintenis aan te gaan tot het betalen op de vervaldag, aan de gewestelijke en lokale openbare besturen, van de interest en de aflossing binnen een termijn van ten hoogste dertig jaar van leningen door het Gemeentekrediet van België toegestaan ter vervanging van de toelagen aan de ondergeschikte openbare besturen voor de uitvoering van werken die onder hun hoog toezicht staan.

Die verbintenissen mogen tijdens de elf eerste maanden van 1979 gaan tot een totaal aan leningen dat niet meer mag belopen dan 570 900 000 frank.

Art. 9. Le ministre de la Région bruxelloise et les secrétaires d'Etat à la Région bruxelloise sont autorisés à prendre, au nom de l'Etat, l'engagement de payer, à l'échéance, aux pouvoirs publics régionaux et locaux, l'intérêt et l'amortissement, dans un délai maximum de

trente ans, des prêts accordés par le Crédit communal de Belgique, en lieu et place des subventions aux administrations publiques subordonnées en faveur de l'exécution des travaux soumis à leur haut contrôle.

Ces engagements pourront porter pendant les onze premiers mois de 1979 sur un volume de prêts ne dépassant pas 570 900 000 francs.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 10. De minister van het Brussels Gewest en de staatssecretarissen voor het Brussels Gewest worden ertoe gemachtigd namens de Staat, de verbintenis aan te gaan tot het betalen op de vervaldag, aan de gewestelijke en lokale openbare besturen, van de interest en de aflossing binnen een termijn van ten hoogste dertig jaar van leningen door het Gemeentekrediet van België toegestaan ter vervanging van de toelagen aan de ondergeschikte openbare besturen voor uitvoering van werken die onder hun hoog toezicht staan.

Deze verbintenissen mogen tijdens de eerste elf maanden van 1979 gaan tot een totaal aan leningen dat niet meer mag belopen dan 27 500 000 frank.

Art. 10. Le ministre de la Région bruxelloise et les secrétaires d'Etat à la Région bruxelloise sont autorisés à prendre, au nom de l'Etat, l'engagement de payer à l'échéance aux pouvoirs publics régionaux et locaux, l'intérêt et l'amortissement dans un délai maximum de trente ans des prêts accordés par le Crédit communal de Belgique en lieu et place des subventions aux administrations publiques subordonnées en faveur de l'exécution des travaux soumis à leur haut contrôle.

Ces engagements pourront porter pendant les onze premiers mois de 1979 sur un volume de prêts ne dépassant pas 27 500 000 francs.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 11. Elke verbintenis aan te gaan krachtens artikelen 7 tot 10 van deze wet wordt onderworpen aan het visum van de controleur der vastleggingen en aan het Rekenhof.

Vóór de 10^e van iedere maand, legt de controleur der vastleggingen aan het Rekenhof een in drievoud opgemaakte lijst met de verantwoordingsstukken voor die, eensteels, het bedrag vermeldt van de vastleggingen die tijdens de afgelopen maand geïsoleerd werden, en anderdeels, het bedrag aangeeft van de vastleggingen die geïsoleerd werden sinds het begin van het jaar.

Art. 11. Tout engagement à prendre en vertu des articles 7 à 10 de la présente loi est soumis au visa du contrôleur des engagements et à la Cour des comptes.

Avant le 10 de chaque mois, le contrôleur des engagements transmet à la Cour des comptes, avec les documents justificatifs, un relevé établi en trois exemplaires, mentionnant, d'une part, le montant des engagements visés au cours du mois écoulé et, d'autre part, le montant des engagements visés depuis le début de l'année.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 12. Deze wet treedt in werking op 1 augustus 1979.

Art. 12. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} août 1979.

— Aangenomen.

Adopté.

M. le Président. — Il sera procédé cet après-midi au vote de l'ensemble du projet de loi.

We stemmen deze namiddag over het ontwerp van wet in zijn geheel.

PROPOSITION DE RESOLUTION CONCERNANT L'EXECUTIF DES COMMUNAUTES ET DES REGIONS

Discussion

VOORSTEL VAN RESOLUTIE BETREFFENDE DE EXECUTIEVE VAN DE GEMEENSCHAPPEN EN DE GEWESTEN

Beraadslaging

M. le Président. — Nous abordons l'examen de la proposition de résolution concernant l'exécutif des Communautés et des Régions.

Wij vatten het onderzoek aan van het voorstel betreffende de executieve van de Gemeenschappen en de Gewesten.

La discussion est ouverte.

De beraadslaging is geopend.

Je vous rappelle le texte proposé par la commission de Révision de la Constitution et de la Réforme des Institutions :

« Le Sénat,

Ayant examiné la communication du gouvernement concernant l'exécutif des Communautés et des Régions (Doc. Ch. 77 (S.E. 1979) - n° 1), est d'avis :

1. Qu'une réponse précise et détaillée à la question du gouvernement implique nécessairement que soient définies plusieurs conditions et garanties essentielles quant aux rapports entre les communautés dans le pays et que soient dégagés rapidement les termes d'un accord global, dont il est évident qu'il pourra retentir sur la conception et le rôle des exécutifs régionaux et communautaires;

2. Que, pendant la phase transitoire, pour des raisons fonctionnelles, les exécutifs régionaux et communautaires pourraient être maintenus temporairement au sein du gouvernement. Le Sénat estime qu'il convient :

1. Que l'accord portant sur les conditions et garanties dont il est question au premier alinéa soit rapidement négocié et que, dans le cadre de cet accord, les exécutifs sortent du gouvernement. Cet accord devrait être conclu au plus tard à la date du dépôt du rapport du comité paritaire prévu au point 53 de la déclaration gouvernementale;

2. Que, dès le début de la phase transitoire, la responsabilité de chaque exécutif devant son assemblée soit effectivement organisée;

3. Que chaque exécutif décide de ses règles de fonctionnement, sans porter atteinte aux règles de la collégialité et du consensus.»

« De Senaat,

Na de mededeling van de regering betreffende de executieve van de Gemeenschappen en de Gewesten (Gedr. St. K. 77 (B.Z. 1979) - nr. 1) te hebben onderzocht, is van oordeel :

1. Dat een nauwkeurig en uitvoerig antwoord op de vraag van de regering noodzakelijkerwijze onderstelt dat een aantal wezenlijke voorwaarden en waarborgen worden bepaald ter zake van de betrekkingen tussen de gemeenschappen in het land en dat spoedig de inhoud wordt vastgelegd van een globaal akkoord dat vanzelfsprekend een terugslag zal kunnen hebben op de inrichting en de rol van de executieven van de Gewesten en de Gemeenschappen;

2. Dat de executieven van de Gewesten en de Gemeenschappen in de overgangsfase om functionele redenen tijdelijk binnen de regering zouden kunnen worden gehouden. De Senaat acht het passend :

1. Dat het akkoord over de voorwaarden en waarborgen waarvan sprake is in het eerste lid, spoedig onderwerp van onderhandelingen zou worden en dat de executieven in het raam van dat akkoord uit de regering zouden treden. Dat akkoord zou afgesloten moeten zijn uiterlijk op de dag van de indiening van het verslag van het paritair comité waarin de regeringsverklaring onder punt 53 voorziet;

2. Dat vanaf het begin van de overgangsfase de verantwoordelijkheid van elke executieve ten aanzien van haar assemblée daadwerkelijk georganiseerd zou zijn;

3. Dat elke executieve zou beslissen over haar werkwijze, zonder afbreuk te doen aan de regels van collegialiteit en consensus.»

La parole est au rapporteur.

M. André, rapporteur. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, comme je vous l'avais promis avant-hier, vous aurez trouvé ce matin sur votre banc le texte du rapport présenté à la Haute Assemblée.

Pour la bonne forme, je vous en donne lecture.

La proposition de résolution, déposée par MM. Lallemand, André, Egelmeers, Leemans et Lagasse, a été examinée par la commission de la Révision de la Constitution et des Réformes institutionnelles du Sénat au cours de ses réunions des 12 et 17 juillet 1979.

Avant d'examiner les problèmes essentiels qui ont été abordés au cours de la discussion au sein de celle-ci, il est sans doute utile de rappeler la procédure de travail qui a été suivie en commission et qui a conduit à l'adoption de la proposition de résolution dans une forme amendée.

La commission du Sénat a abordé en premier lieu l'examen d'une proposition de résolution en la matière et cela, ainsi qu'il était convenu entre les membres des commissions réunies de la Chambre des

représentants et du Sénat qui ont examiné la communication du gouvernement.

Le rapport de nos collègues, MM. Goossens et Weckx, mentionne d'ailleurs, en page 3, que « les membres des commissions réunies se sont ralliés à la proposition selon laquelle les conclusions de la discussion seraient exprimées dans une résolution présentée et votée successivement au Sénat et à la Chambre des représentants ».

Cette priorité dans l'examen, réservée à notre assemblée, n'a toutefois pu être respectée, la Chambre des représentants ayant adopté, le jeudi 12 juillet, avant que la commission du Sénat ait pu conclure ses travaux, une proposition de résolution déposée par les groupes de la majorité, dont le texte est quelque peu différent de celui qui a été adopté le mardi 17 juillet par notre commission.

La Chambre a adopté sa résolution, laquelle, réglementairement, n'avait pas à être transmise au Sénat. Celui-ci a, dès lors, poursuivi ses travaux sur la base du texte initialement déposé par MM. Lallemand et consorts.

S'il pouvait apparaître souhaitable à certains membres de la commission du Sénat d'arriver au vote de textes identiques dans les deux assemblées, il a cependant été bien entendu que l'on pouvait se trouver devant deux résolutions séparées en réponse à la communication du gouvernement.

Deux erreurs matérielles ont été relevées à propos du texte de la proposition de résolution. D'une part, M. Lagasse figurait parmi les signataires de la proposition et, d'autre part, le point 2 de la proposition devait être compris comme englobant aussi tout le texte commençant par les mots « La commission estime qu'il convient... » avec les trois subdivisions qu'il comporte.

J'en viens maintenant aux problèmes fondamentaux examinés par la commission.

De manière à présenter un rapport des discussions qui soit suffisamment clair tout en étant le plus fidèle possible, on peut ordonner celui-ci autour des problèmes suivants qui ont été examinés, à plusieurs reprises, au cours des deux réunions de la commission. Il s'agit, d'une part, de la limitation dans le temps du maintien des exécutifs régionaux et communautaires au sein du gouvernement et, d'autre part, du problème de la double responsabilité de ces exécutifs et les modalités de la responsabilité de ceux-ci devant leur assemblée.

Examinons d'abord la limitation dans le temps du maintien des exécutifs au sein du gouvernement.

Suite notamment à un amendement visant, au point 2 de la résolution, à supprimer le mot « temporairement » et à remplacer les mots « pourraient être » par « seraient », il est entendu que le terme « temporairement » qui a été finalement maintenu — l'auteur de l'amendement retirant celui-ci — couvrirait la période nécessaire à la mise au point de l'accord global, visé au point 1 de la résolution.

Pour plusieurs membres, il ne peut être question que le terme « temporairement » tende à subdiviser la phase transitoire et irréversible en une phase a) et une phase b).

Si le souhait exprimé par un membre de la commission que l'accord global ainsi visé intervienne le plus rapidement possible est partagé au sein de la commission, il est aussi entendu que cet accord ne doit pas couvrir nécessairement toute la réforme de l'Etat.

Un deuxième problème fondamental a été traité longuement en commission. Il s'agit de la double responsabilité des exécutifs et des modalités de la responsabilité de ceux-ci devant leur assemblée.

Un ensemble de considérations sont émises à ce sujet par plusieurs membres de la commission.

Un membre demande comment la résolution présentée pourrait être appliquée alors qu'il est signalé dans le rapport de MM. Goossens et Weckx, à la page 123, que le ministre de la Fonction publique et des Réformes institutionnelles a reconnu devant les commissions réunies que la responsabilité des exécutifs ne pourrait être organisée s'ils restaient au sein du gouvernement. Il considère comme important de savoir si ce problème de responsabilité implique que notre régime ne pourrait fonctionner, au niveau de l'Etat central comme à Bruxelles, sans le maintien de l'actuelle majorité gouvernementale, ce qui ne serait pas sain. Un autre membre, rejoignant ces considérations, estime qu'un problème de constitutionnalité est en cause qui mériterait d'être soumis au Conseil d'Etat.

Il rappelle que des ministres nationaux ne peuvent être responsables que devant le seul Parlement.

La responsabilité, continue-t-il, devant les assemblées communautaires et régionales devrait être entendue simplement dans le sens d'une possibilité de demander des comptes aux exécutifs sans pouvoir exprimer à leur égard un vote de méfiance qui entraînerait nécessairement la démission d'un ou des membres de l'exécutif concerné.

Aller au-delà serait aller à l'encontre de la coutume constitutionnelle; une révision de certaines dispositions constitutionnelles s'impose si l'on veut donner à la responsabilité des exécutifs devant leurs assemblées le sens strict qu'elle revêt dans notre régime parlementaire depuis ses origines.

Suite à la constatation par un autre membre de la commission d'une divergence entre le texte français du point 2, 2°, qui porte « la responsabilité de chaque exécutif... soit effectivement organisée » et le texte néerlandais qui dispose « dat elke executieve... in feite verantwoordelijk zou zijn... », le même membre considère que le texte néerlandais « in feite » qui devrait se traduire en français par « en fait » au lieu de « effectivement », fait tomber les objections de caractère constitutionnel qu'il invoque. Toute motion de censure serait dès lors irrecevable si l'on s'en tient à la version néerlandaise du texte.

Un membre considère que, de toute façon, les Chambres sont constituantes et peuvent donc prendre les initiatives voulues pour rencontrer ces objections d'ordre constitutionnel.

Un autre membre estime par ailleurs qu'il faut trouver des formules pragmatiques pour arriver au résultat recherché, à savoir la responsabilité politique. Plusieurs de celles-ci ont été formulées lors des diverses tentatives d'accords qui ont précédé la formation du gouvernement et l'on pourrait s'en inspirer. Plusieurs membres considèrent, de leur côté, qu'il découle du texte adopté par la Chambre: « la responsabilité... soit effectivement réglée », que l'on envisage une responsabilité de type juridique dont il ne s'agit pas maintenant de préciser les modalités.

L'important, dit-il, c'est la direction dans laquelle on veut aller: un vote de méfiance à l'égard d'un exécutif implique la démission de celui-ci.

Cet avis n'est pas partagé par d'autres membres qui estiment qu'on ne peut rien faire qui anticipe sur la solution globale et définitive. Dans leur esprit, il s'agit d'une responsabilité de fait; aussi pour éviter toute équivoque, ils demandent le maintien du texte néerlandais initial « in feite ».

A la suite d'un long échange de vues et de plusieurs votes dont il est question plus loin, la commission marque son accord sur l'interprétation suivante du texte finalement adopté.

Dans l'esprit de la commission, le paragraphe 2° a la signification suivante: il est entendu qu'une manifestation de méfiance de la part d'une assemblée régionale ou communautaire à l'égard de son exécutif doit avoir pour conséquence politique la démission de cet exécutif ou de l'un ou plusieurs membres de celui-ci. Les modalités selon lesquelles la responsabilité politique ainsi comprise est assurée doivent être recherchées en dehors de dispositions constitutionnelles et légales et, par exemple, par la voie des règlements internes des assemblées et d'accords au sein du gouvernement.

Vient ensuite le détail des votes émis.

Le point 1 de la résolution, des mots « qu'une réponse précise et détaillée... » jusqu'aux mots « ...le rôle des exécutifs régionaux et communautaires », a fait l'objet d'un premier vote. Un membre déclare qu'il n'approuve pas ce texte, non qu'il en refuse la teneur, mais il ne s'agit, selon lui, que de considérations générales que le Sénat devrait concrétiser et préciser.

Un autre membre estime, au contraire, que le point 1 est le seul de la résolution qu'il peut approuver. Il constitue, à son avis, la seule réponse qu'il convient de donner au gouvernement.

D'autres membres insistent, quant à eux, sur le fait qu'aux yeux des signataires de la résolution, celle-ci forme un tout dont on ne peut dissocier l'un ou l'autre point: si le texte est nuancé, c'est que le problème en cause est complexe et politiquement difficile.

Le point 1 est adopté par 13 oui et 1 abstention.

Au point 2, un amendement visant à remplacer, à la première phrase, le mot « pourraient » par le mot « doivent » est rejeté par 16 voix contre 3 et 1 abstention.

Un amendement au 2°, visant à maintenir la rédaction initiale du texte néerlandais — le texte français pouvant, dans son esprit, suggérer que l'on vise des mesures législatives, voire constitutionnelles, ce qui ne répond pas au but poursuivi — est rejeté par 10 voix contre 6 et 4 abstentions.

Un amendement au 2° visant à remplacer dans le texte français le mot « organisée » par « réglée » est rejeté par 10 voix contre 10.

Un amendement au 2° visant, en concordance avec le texte français retenu, à remplacer dans le texte néerlandais le texte initial par le texte suivant: « dat vanaf het begin van de overgangsfase de verantwoordelijkheid van elke executieve ten aanzien van haar assemblée daadwerkelijk georganiseerd zou zijn » est adopté par 11 voix contre 10.

Un amendement visant au 3° à supprimer les mots « et dans le respect des dispositions légales votées à la majorité spéciale » est adopté par 11 voix contre 9 et 1 abstention.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté par 16 voix contre 4 et 1 abstention.

La proposition de résolution déposée par M. Perin est retirée par son auteur.

La proposition de résolution déposée par M. Van der Elst est rejetée par 17 voix contre 3. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Waltniel.

De heer Waltniel. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Eerste Minister, Mevrouw de Minister, geachte collega's, wanneer wij thans geroepen worden om de tekst van de resolutie te bespreken die een antwoord moet geven op de vraag van de regering of de executieven van de Gewesten en de Gemeenschappen al dan niet moeten deel uitmaken van de nationale regering, dan dienen wij eerst en vooral na te gaan hoe de regering ertoe gekomen is een dergelijke vraag aan het Parlement te stellen.

Daar waar in de regeringsverklaring geen precieze afspraken voorkomen inzake de procedure en de inhoud van de diverse fasen van de staatsvorming was er toch één gekend punt waarover men niet tot een akkoord is geraakt, namelijk de plaats van de executieven. Om deze hindernis te overwinnen, heeft men er het Parlement bij betrokken en hebben de meerderheidspartijen in de vorm van een zogenaamde herstructurering van het Parlement de regeringsboot van wal gestoken zonder de knoop door te hakken.

In feite moeten de resoluties het Parlement toelaten de blanco-passages aan te vullen in de twee wetsontwerpen omtrent de voorlopige en onomkeerbare fase in de staatsvorming die voor het ogenblik bij de Raad van State aanhangig zijn.

Wat wij sedert enkele maanden beleven, is een schijnvorm van parlementaire medezeggenschap en in feite een voortzetting van de onderhandelingen onder de meerderheidspartijen. De regering heeft immers getracht bij de meerderheidsfracties een bepaald engagement tot stand te brengen in de vorm van die resoluties om een antwoord te geven op een probleem waar zijzelf geen antwoord kon voor verstreken, zonder enig gevaar te lopen en zonder haar bestaan op het spel te zetten. Dat deze aangelegenheid uitsluitend zaak was van de meerderheidspartijen en niet van het Parlement, moge blijken uit het feit dat de voorgelegde resolutie pas tot stand kwam na een reeks moeizame en vruchteloze bijeenkomsten buiten het Parlement van vertegenwoordigers van de meerderheidsfracties die pas dinsdag van vorige week tot een akkoord zijn gekomen over een dubbelzinnige tekst. Een ander bewijs is dat de voorstellen van resolutie ingediend door onze collega's Perin en Van der Elst onmiddellijk na de bijeenkomst van de gemengde parlementaire commissie, of zelfs nog tijdens deze bijeenkomst, niet eens ten gronde werden besproken.

De vergaderingen van de gemengde parlementaire commissie zijn slechts een decor geweest waar wel zeer interessante academische beschouwingen werden ten beste gegeven, doch waar men zorgvuldig ieder politiek knelpunt heeft vermeden. Of de regering ter zake haar doel heeft bereikt, is een andere zaak.

Zelden is men onder meerderheidspartijen zo moeilijk akkoord geraakt over een tekst die op zichzelf niet het minste gevaar inhield omdat het geen wetsvoorstel, of geen wetsontwerp was, maar enkel een mededeling ter informatie.

Wie trouwens de werking van de Senaatscommissie voor de Grondwetsherziening van nabij heeft gevolgd zal weten dat de oorspronkelijk ingediende tekst een zeer uiteenlopende, zoniet fundamentele tegengestelde versie over de verantwoordelijkheid der deelregeringen ten beste gaf naargelang hij in het Nederlands of in het Frans was gesteld.

Men heeft getracht een parlementaire tekst door te drukken die heterogeen was naargelang men hem in de ene of in de andere taal zou lezen. Er zijn trouwens collega's die, uitdrukkelijk via de taal, de politieke herkomst van de tekst hebben erkend.

De heer Van Ooteghem. — Men had er nog een Duitse tekst moeten bijvoegen.

De heer Waltniel. — Wat zou het dan geweest zijn! Uiteindelijk was het zoals steeds: « pour les Flamands la même chose », en heeft de opvatting van de Franstaligen het gehaald.

Wie van dichtbij de werking van de commissie voor de Grondwetsherziening heeft gevolgd, vooral deze week, weet dat in deze vergadering een reeks misverstanden zijn geweest onder de meerderheidspar-

tijen die aanleiding hebben gegeven tot schorsingen van de vergadering en het wederzijds verwerpen van amendementen die uitgingen zelfs van leden der belangrijkste meerderheidspartijen, namelijk de CVP en de PS, hierin gesteund door het FDF.

Men heeft uiteindelijk de originele tekst van het punt 2, § 2, van de resolutie terug genomen. Deze tekst werd goedgekeurd met 11 stemmen tegen 10 zoals in het verslag is medegedeeld. Gelukkig dat men het enige lid dat ontbrak in de commissie, in allerheil heeft kunnen gaan opzoeken, zoniet ware de originele tekst verworpen geweest met 10 stemmen tegen 10 en bevonden wij ons zonder tekst.

Men dient dan ook de vraag te stellen welke waarde men — ik bedoel hiermee in het bijzonder de regering — kan hechten aan een advies dat in dergelijke dubbelzinnige omstandigheden is tot stand gekomen. Wij hebben reeds meermalen verklaard dat, vooraleer een keuze te maken tussen twee opties ons door de regering voorgelegd, het nodig is in de eerste plaats klaar en duidelijk te stellen waarheen men wil.

Deze algemene visie ontbreekt nog steeds. Wellicht is reeds een en ander duidelijker voor degenen die de inhoud kennen van de twee ontwerpen van wet die door de regering bij de Raad van State ahangig werden gemaakt, doch zover zijn wij, en velen met ons, nog niet.

Het ligt voor de hand dat de plaats en de verantwoordelijkheid van de executieven van de gewesten en de gemeenschappen, zelfs in de overgangsfase, in de eerste plaats bepaald worden door het kader waarin deze executieven zullen opereren. In dat algemeen kader zien op het ogenblik nog maar weinigen werkelijk klaar. Niet alleen wordt er gewerkt in verschillende fasen — wij hebben de onmiddellijke, de voorlopige en onomkeerbare en de definitieve fase — doch ook binnen iedere fase worden problemen individueel gesteld en geïsoleerd. Daarin schuilt juist het gevaar dat men doorheen de bomen het bos niet meer ziet en dat in de voorlopige fase beslissingen worden getroffen waarop men later, in de definitieve fase, nog moeilijk zal kunnen terugkeren.

Wat men ons thans vraagt te doen, kan als een schoolvoorbeeld worden gesteld voor deze toestand. Daarom wensen wij in de eerste plaats te weten of men de staatshervorming wil tot stand brengen in de zin van een tweeledig federalisme of in de richting van een driedielig regionalisme. De keuze tussen de symmetrische en de asymmetrische oplossing zal daarbij uiteraard belangrijk zijn.

Wij willen in de tweede plaats weten of men bereid is aan de Brusselse agglomeratie haar werkelijk karakter te geven van hoofdstedelijk gebied met een effectieve waarborg voor de Vlamingen, zowel inzake het beheer van het hoofdstedelijk gebied als inzake dat van de al dan niet gefusioneerde gemeenten. Wij hebben dit verklaard en meermaals herhaald. Wij waren dan ook heel gelukkig te kunnen vaststellen dat deze mening wordt gedeeld door de leden van de meerderheidspartijen welke de tekst van het voorstel van resolutie hebben ondertekend. Onder primo van deze resolutie lezen wij immers « dat een nauwkeurig en uitvoerig antwoord op de vraag van de regering noodzakelijkerwijze onderstelt dat een aantal wezenlijke voorwaarden en waarborgen worden bepaald ter zake van de betrekkingen tussen de gemeenschappen in het land en dat spoedig de inhoud wordt vastgelegd van een globaal akkoord dat vanzelfsprekend een terugslag zal kunnen hebben op de inrichting en de rol van de executieven van de gewesten en de gemeenschappen ».

Collega's, de inhoud van punt 1 is op zichzelf een antwoord op de vraag gesteld door de regering. De voorwaarden en de waarborgen voor de betrekkingen tussen de gemeenschappen en de gewesten, zoals daar wordt vermeld, zijn nog niet bepaald. Voor zover wij weten, is er nog geen globaal akkoord tot stand gekomen inzake de inrichting en de rol van de executieven van de gewesten en de gemeenschappen. Ik redeneer nu verder in de logica van de indieners van deze resolutie en zeg dan: dus is het onmogelijk een nauwkeurig en uitvoerig antwoord te geven op de vraag van de regering, tenzij deze genoeg zou nemen met een onnauwkeurig en een beperkt antwoord.

In die geest heb ik een amendement ingediend om het antwoord in de tekst van de resolutie te beperken tot de inhoud onder punt 1 waar gesteld wordt — ook door de indieners van de resolutie — dat het onmogelijk is verder te gaan omdat we niet voldoende op de hoogte zijn van wat er gaat gebeuren met het globaal akkoord en wat er gaat gebeuren met de inrichting van de executieven. Iedereen gaat er tenslotte mee akkoord dat wij ons tot die tekst moeten beperken omdat we niet verder kunnen.

Wat het feitelijk antwoord betreft, vervat in de inhoud van het punt 2, wou ik toch nog volgende opmerkingen maken. Het ligt voor de hand — die mening werd verwoord in de verschillende parlementaire fracties zoals ook later in de gemengde parlementaire commissie — dat in ieder gezond systeem van federalisatie of regionalisatie, de

samenstelling, de werking en de verantwoordelijkheid van de federale of regionale executieven dienen gezien los van deze van de nationale regering. Dat is een mening die in alle parlementaire fracties verkondigd werd. Dit was ook de zin van het eerste voorstel van resolutie neergelegd door de heer Perin.

De vraag dient dan ook te worden gesteld waarom men deze stelregel verlaat om, afgezien van de grondwettelijke bezwaren welke tegen de voorgestelde oplossing onder punt 2.2. kunnen worden geformuleerd, een stelsel in leven te roepen dat uiteraard tot heel wat verwaaring en zelfs tot moeilijkheden aanleiding kan geven en waarschijnlijk zal geven. Waar in punt 2 gesteld wordt dat de executieven van de gewesten en gemeenschappen in de overgangsfase om « functionele » redenen tijdelijk binnen de regering zouden kunnen worden gehouden, kan men de vraag stellen wat verstaan de opstellers van deze tekst onder het woord « functioneel ». De werkelijke reden is dat in de meerderheid de ene partner, vooral dan de CVP, de andere partner, vooral dan het FDF, niet vertrouwt en meent door de executieve van het Brussels gewest binnen de regering te houden, tijdens de ganse overgangsfase, meer controle, toezicht en vat te hebben op deze Brusselse executieve die vooralsnog beheerst wordt door het FDF. Een regeringspartner, de CVP, heeft daar het pleit gewonnen maar het FDF heeft daar echter wisselmunt voor gekregen.

Want gans de heibel omtrent punt 2.2 met betrekking tot de verantwoordelijkheid van de executieven ten opzichte van hun assemblees, vindt haar oorsprong in de waarborg die het FDF heeft gezocht en verkregen van via een crisis binnen het Brussels Gewest een crisis in de nationale regering te kunnen bewerkstelligen. Hierdoor verkrijgt het FDF een waarborg van aanwezigheid binnen de nationale regering en wordt aan het FDF terzelfder tijd een niet te onderschatten drukkingsmiddel op het beleid van de regering, van de gemeenschappen en van de gewesten gegeven.

De pogingen van de PS en van het FDF om de executieven van gewesten en gemeenschappen buiten de regering te houden, alsmede de poging van de CVP om de dubbele politieke verantwoordelijkheid van de executieven uit de tekst van de resolutie te lichten, dienen gezien te worden in het kader van het wantrouwen en de uiteenlopende opvatting over de staatshervorming die heersen onder de meerderheidspartijen. Het belooft weinig goeds voor de toekomst.

Ik hoop met mijn betoeg te hebben aangeduid:

Ten eerste, dat het, op zijn zachtst uitgedrukt, niet gepast lijkt te trachten van het Parlement een oplossing te bekomen welke de onderhandelaars bij de regeringsvorming niet hebben kunnen bereiken. Door het antwoord dat buitenshuis door de leden van de meerderheidspartijen werd opgesteld werd het Parlement in feite andermaal voor schut gezet.

Ten tweede, dat het evenmin gepast lijkt te trachten van het Parlement een aanduiding te verkrijgen betreffende één bepaald punt, namelijk de plaats van de executieven van gemeenschappen en gewesten, wanneer de algemene context waarin dit probleem moet worden gesteld, niet is gekend.

Ten derde, dat het de mening is van velen dat wij, vooraleer ons uit te spreken over het probleem, meer bepaald willen weten hoe men de staatshervorming ziet, op basis van tweeledigheid of driedieligheid, en welke waarborgen men de Vlamingen in de Brusselse agglomeratie zal verschaffen.

Ten vierde, dat de voorgestelde tekst het resultaat is van een politieke koehandel, waarin elk der regeringspartijen meent vooral dat te moeten behouden wat haar van dienst kan zijn, doch waardoor een dubbelzinnigheid in het leven wordt geroepen die in de toekomst tot heel wat moeilijkheden aanleiding kan en zal geven.

Neem daarbij het ongrondwettig karakter der voorgestelde oplossing, en dan zal het wel duidelijk zijn waarom wij tegen de voorgestelde tekst van de resolutie zullen stemmen. (*Applaus op de liberale banken.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van der Elst.

De heer Van der Elst. — Mijnheer de Voorzitter, Mevrouw de Minister, Heren Ministers, geachte collega's, de mededeling van de regering aan het Parlement op 7 mei jongstleden, houdende een verzoek tot advies betreffende de executieven van de gemeenschappen en de gewesten, meer bepaald over een aantal delicate punten, gaf aanleiding tot het gezamenlijk vergaderen van de commissies voor de Herziening van de Grondwet en de Hervorming der Instellingen van Kamer en Senaat op 23 en 30 mei jongstleden. Het verslag van deze bespreking werd opgesteld door de heren Goossens en Weckx.

Tijdens deze vergaderingen is het gebleven bij vrijblijvende verklaringen door individuele leden van de commissie, waarbij het opvallend is dat bepaalde fracties van de meerderheid geen standpunt inna-

men, zodat de besprekingen in het rond draaiden en er helemaal geen resultaat van te verwachten was.

Dientengevolge is men tot het besluit gekomen dat beide commissies, die van de Kamer en die van de Senaat, afzonderlijk zouden vergaderen en een poging zouden ondernemen om hoe dan ook een antwoord te geven op de vragen van de regering.

In de Senaatscommissie werd uitvoerig van gedachten gewisseld, en werd de aandacht gevestigd op een aantal belangrijke, juridische en grondwettelijke aspecten van de opgeroepen problemen.

Ook in de Senaatscommissie bleek het vrijwel onmogelijk om tot een eensgezind standpunt te komen, zelfs onder de meerderheidspartijen. Dit had tot gevolg dat de werkzaamheden van de commissie werden geschorst, wat dit onderwerp betreft, en dat, buiten de commissie, tussen de meerderheidspartijen besprekingen werden gevoerd ten einde te kunnen komen tot een gemeenschappelijk voorstel van resolutie. Uiteindelijk werd op 10 juli een voorstel van resolutie ingediend door de heren Lallemand, André, Egelsemeers, Leemans en Lagasse, dat slechts in zeer beperkte mate een antwoord geeft op de vele vragen die door de regering aan het Parlement werden gesteld. In feite geeft het slechts een antwoord op twee concrete vragen, namelijk op de vraag of de gewestelijke executieven binnen of buiten de regering moeten functioneren, en op de vraag naar de politieke verantwoordelijkheid van de gewestelijke executieven.

Dit voorstel van resolutie van de meerderheidspartijen bevat in de eerste paragraaf een vaststelling die ik zelf reeds had gedaan en had verwoord in een voorstel van resolutie dat ik reeds veel vroeger had ingediend, namelijk dat het voor het Parlement in de gegeven omstandigheden en niet beschikkend over een aantal elementaire gegevens inzake de definitieve oplossing van de staats Hervorming uiterst gevaarlijk en zelfs onmogelijk is adviezen te verstrekken over onderdelen van de staats Hervorming.

In het voorstel van resolutie van de meerderheidspartijen lees ik onder punt 1: « dat een nauwkeurig en uitvoerig antwoord op de vraag van de regering noodzakelijkerwijze onderstelt dat een aantal wezenlijke voorwaarden en waarborgen worden bepaald ter zake van de betrekkingen tussen de gemeenschappen in het land en dat spoedig de inhoud wordt vastgelegd van een globaal akkoord dat vanzelfsprekend een terugslag zal kunnen hebben op de inrichting en de rol van de executieven van de gewesten en de gemeenschappen ».

Men had het daarbij kunnen laten, maar vermits de regering een advies nodig heeft om de leemten te vullen in haar wetsontwerpen en vermits in het regeerakkoord daarover geen uitsluitel wordt gegeven, was het nodig dat de regeringspartijen hoe dan ook aan de regering een antwoord zouden geven op de vragen die zij had gesteld.

Een eerste antwoord vinden we in punt 2 van het voorstel van resolutie, namelijk dat de executieven van de gewesten en de gemeenschappen in de overgangsfase om functionele redenen tijdelijk binnen de regering zouden kunnen worden gehouden.

Dit is een eerste eigenaardigheid. Men spreekt over de overgangsfase, maar terzelfder tijd zegt men « tijdelijk binnen de regering zouden kunnen worden gehouden ».

Door de heer Lindemans werd namens de CVP-fractie in de commissie een amendement ingediend om de woorden « tijdelijk » en « kunnen » te schrappen. Wanneer deze twee woorden worden geschrapt, wordt de tekst heel wat duidelijker en voor iedereen verstaanbaar. Hij zou dan luiden: « dat de executieven van de gewesten en de gemeenschappen in de overgangsfase om functionele redenen binnen de regering zouden worden gehouden ». Dat is een duidelijke tekst die zegt dat tijdens de overgangsfase de executieven binnen de regering blijven. Wat er nu staat is dubbelzinnig.

Ik weet dat men akkoord is gegaan om in het verslag verklaringen op te nemen die de juiste draagwijdte van deze tekst nader moeten bepalen. Het zijn verklaringen van individuele leden van de commissie.

Het is een resolutie die uitgaat van het Parlement; dit is geen wetsontwerp waarbij een regering of een minister kan verklaren welke interpretatie aan de tekst zal worden gegeven.

Ik meen voldoende te hebben aangetoond dat dit tweede punt op een vrij dubbelzinnige en ongelukkige wijze werd geformuleerd.

Zo kom ik tot mijn tweede opmerking. Ik wijs er nogmaals op hoe moeilijk, delicaat en gevaarlijk het is oplossingen te geven aan problemen tijdens een overgangsfase wanneer men niet bij voorbaat weet waar men naartoe gaat en hoe in de definitieve fase de zaken er zullen uitzien.

Ik lees in het voorstel van resolutie: « dat het akkoord over de voorwaarden en waarborgen waarvan sprake is in het eerste lid, spoedig onderwerp van onderhandelingen zou worden en dat de executieven in het raam van dat akkoord uit de regering zouden treden.

Dat akkoord zou afgesloten moeten zijn uiterlijk op de dag van de indiening van het verslag van het paritair comité waarin de regeringsverklaring onder punt 53 voorziet; »

Ik begrijp dat helemaal niet. Wij weten dat een paritair comité werd opgericht met een bepaalde taak. Waar ik niet kan inkomen is, dat een akkoord zou moeten afgesloten zijn uiterlijk op de dag van de indiening van het verslag van het paritair comité. Ik meen er de aandacht op te mogen vestigen dat dit paritair comité geen enkele wettelijke bevoegdheid heeft, dat het een officieus comité is in het leven geroepen om een advies uit te brengen. Het verslag van dit comité dient onderworpen te worden aan een onderzoek van de regering en, wat ons betreft, aan het Parlement. Wij menen dat een akkoord slechts tot stand zou kunnen komen na bespreking van het verslag van dit paritair comité en niet de dag van de indiening van dit verslag.

Dit voorbehoud gemaakt zijnde, komen wij tot het belangrijkste punt in deze resolutie, namelijk het secundo op de tweede bladzijde. In de oorspronkelijke tekst van deze resolutie stond in het Nederlands dat elke executieve vanaf het begin van de overgangsfase in feite verantwoordelijk zou zijn aan haar assemblée.

De Franse tekst luidt: « ... que, dès le début de la phase transitoire, la responsabilité de chaque exécutif devant son assemblée soit effectivement organisée ».

Ik heb er de aandacht van de commissie op gevestigd dat deze beide teksten contradictorisch zijn. Wat in de Nederlandse tekst staat, betekent *de facto* en moet worden gesteld tegenover *in jure*. Dit heeft aanleiding gegeven tot een uitvoerige discussie in de commissie waarbij de juridische en vooral de grondwettelijke aspecten werden belicht van het delicaat probleem van de politieke verantwoordelijkheid van de regering en van de ministers individueel ten opzichte van het Parlement en, *a fortiori*, ten opzichte van assambles die nog in het leven moeten worden geroepen.

Wat de cultuurraden betreft, die reeds bestaan, blijkt uit artikel 59bis van de Grondwet en uit het verslag over dit artikel, dat de ministers niet verantwoordelijk kunnen worden gesteld voor de cultuurraden. In de cultuurraden kan geen motie van wantrouwen worden ingediend ten aanzien van een minister.

De tegenstelling was flagrant en leden van de meerderheidspartijen hebben gepoogd te komen tot een eensluidende tekst. De CVP-fractie heeft in de commissie bij monde van de heer Lindemans een amendement ingediend om de oorspronkelijke Nederlandse tekst te behouden en de Franse tekst aan te passen. Dit was een lofwaaardige poging die helaas mislukte is want dit amendement werd niet aangenomen met 11 tegen 10 stemmen.

Uiteindelijk heeft de CVP-fractie zich neergelegd bij een tekst die duidelijk een andere draagwijdte heeft en die stelt « ... dat vanaf het begin van de overgangsfase de verantwoordelijkheid van elke executieve ten aanzien van haar assemblée werkelijk georganiseerd zou zijn ». Dit is trouwens de tekst die aan de Senaat is vorgelegd.

Ik wens hier een ogenblik stil te staan omdat dit een belangrijk punt is. Vanaf het begin van de overgangsfase, dus vanaf het ogenblik dat die gewestelijke assambles in het leven geroepen zullen zijn, zullen de gewestelijke executieven verantwoordelijk zijn tegenover deze assambles. Hoe men dit zou verzeuenlijken, is niet zeer duidelijk want daarvoor is er geen grondwettelijke basis, zelf geen wettelijke basis. Wil men daarvoor een wettelijke basis scheppen, dan zal het noodzakelijk zijn om reeds in de overgangsfase onder meer artikel 59bis van de Grondwet te wijzigen, wat een belangrijke fractie van de meerderheid weigert te doen in die fase.

Men zou de politieke verantwoordelijkheid van de executieven tegenover hun assambles regelen in het reglement van inwendige orde van elke assemblée. Aldus het standpunt van de Franstaligen, indien ik hen goed begrepen heb.

Ik vestig er de aandacht op dat dit een ongehoorde wijze van doen zou zijn. Het is volkomen onaanvaardbaar dat men, zonder te kunnen steunen op grondwettelijke of wettelijke bepalingen, in een reglement van inwendige orde van een assemblée een zo delicate materie als de politieke verantwoordelijkheid zou regelen. Overigens gaat men regelrecht naar een situatie waarvan men zich moet afvragen waar die zal uitmonden.

In punt 1 wordt immers uitdrukkelijk gezegd dat tijdens de overgangsfase, de executieven van de gewesten en de gemeenschappen binnen de regering blijven. Deze gewestelijke executieven en de leden ervan blijven politiek verantwoordelijk voor het nationaal Parlement en hebben dienvolgens een tweevoudig politieke verantwoordelijkheid. Zij zullen politiek verantwoordelijk zijn tegenover het nationaal Parlement en terzelfder tijd zullen zij politiek verantwoordelijk zijn voor hun gewestelijke assambles. Dat kan leiden tot absurde situaties.

Ik kan mij zeer goed inbeelden dat het Vlaamse lid van de Brusselse gewestelijke executieve in het nationaal Parlement een uitdrukkelijke motie van vertrouwen zou krijgen, maar dat ditzelfde lid van de Brusselse gewestelijke executieve in de Brusselse gewestraad zou worden afgekeurd door een motie van wantrouwen of op welke wijze ook. Men zou aldus voor de absurde situatie komen te staan dat, enerzijds, een lid van de regering verplicht wordt af te treden door de gewestelijke assemblee en, anderzijds, terzelfder tijd het uitdrukkelijk vertrouwen zou krijgen van het nationaal Parlement.

De heer Jorissen. — Het is een knoeiboel!

De heer Van der Elst. — Overigens vertoont deze aangelegenheid juridische aspecten die beslist niet te verwaarlozen zijn, omdat wij ons hier bevinden op het vlak van de grondwettigheid. In dit verband werden in de commissie voldoende bezwaren geopperd.

Het gaat niet alleen om juridische bezwaren, maar ook om politieke bezwaren tegen de regeling zoals ze hier voorgesteld wordt. Daarbij denken wij aan de Brusselse executieve, Mijnheer de Eerste Minister, en aan de Brusselse Gewestraad; tot nu toe is niets in uitzicht gesteld om de positie van de Vlamingen daar veilig te stellen. Wij denken met vrees aan de situatie waarin het enig Vlaams lid van de Brusselse executieve zich zal bevinden in die Brusselse Gewestraad ten aanzien waarvan hij politiek verantwoordelijk zou zijn.

De heer Martens, Eerste Minister. — Nu reeds kan in de Brusselse executieve geen beslissing worden genomen zonder akkoord van de Vlaamse leden. Dat bewijzen de feiten van de jongste dagen nog.

De heer Van der Elst. — Mijnheer de Eerste Minister, het gaat niet over de executieve; het gaat over de situatie waarin het Vlaamse lid van die Brusselse executieve zich zal bevinden in die Brusselse Gewestraad ten aanzien waarvan hij politiek verantwoordelijk is en waar hij op ieder ogenblik kan worden afgekeurd.

De heer Jorissen. — Dat lid is sprakeloos!

De heer Van der Elst. — Dat is het grootste bezwaar dat wij tegen dit voorstel van resolutie hebben. Het bewijst hoe gevaarlijk het is vooruit te lopen door voorlopige maatregelen of door aanbevelingen op een onderdeel of op een bepaald punt zonder dat men zich realiseert tot wat dit kan leiden in een ruimere context.

Het is daarom dat terecht van CVP-zijde in de commissie groot wantrouwen tot uiting is gekomen ten aanzien van wat in de overgangsfase tot stand zal komen en dat bij vele leden het inzicht is gerijpt dat zo spoedig mogelijk moet worden gegaan naar een definitieve regeling. Alleen wanneer er een akkoord is over een globale en definitieve regeling, zal het mogelijk zijn om overgangsmatregelen te nemen. Men kan zich niet engageren zolang niet is geweten waar men uiteindelijk naar toegaat.

Het grootste bezwaar dat wij hebben tegen het voorstel van resolutie is dat daarin een aanbeveling aan de regering wordt gedaan in verband met de politieke verantwoordelijkheid van de leden van de gewestelijke executieven, die uitermate gevaarlijk is en tot zeer nadelige situaties kan leiden, meer in het bijzonder in het Brusselse Gewest.

Ziedaar, Mijnheer de Voorzitter, wat ik wenste te zeggen in verband met dit voorstel van resolutie dat wij vanzelfsprekend niet zullen goedkeuren, te meer daar de amendementen van de CVP in de commissie werden verworpen. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

M. le Président. — La parole est à M. Perin.

M. Perin. — Monsieur le Président, mes chers collègues, je voudrais aborder d'emblée, sans trop répéter les très bons arguments développés par les orateurs précédents, et qui n'ont pas été réfutés, le problème constitutionnel posé par le projet de résolution soumis à l'appréciation du Sénat.

Il faut remercier et féliciter M. André pour la rapidité avec laquelle il a rédigé et déposé son rapport. C'est surtout le paragraphe 2 de la page 17 de ce document qui retiendra ma particulière attention.

Peut-on en effet imaginer, dans notre système constitutionnel, même en tenant compte, comme l'a dit M. Lagasse, que nous sommes constituants, un système de responsabilité double devant le Parlement — ce que personne ne conteste, bien que le texte de la Constitution soit muet —, compte tenu que nous avons 150 ans de coutume au sens juridique du mot qui consacrent cette responsabilité devant les Chambres législatives? Et la coutume n'est pas une simple pratique. C'est une règle de droit admise avec constance par l'ensem-

ble du monde juridique et considérée comme obligatoire. Telle est la définition de la coutume dans toutes les branches du droit. C'est aussi vrai en droit public qu'en droit privé.

Un de nos collègues a dit que la coutume n'existe pas dans notre droit constitutionnel. C'est une erreur. Je profite de l'occasion pour réaffirmer qu'une partie importante de notre droit public est coutumier. Cela n'a rien d'illégitime. Une constitution écrite, surtout quand certaines de ses parties sont manifestement laconiques, accepte que la coutume la complète. La subdivision dans nos assemblees entre majorité de gouvernement et opposition, est l'essence du régime parlementaire, ce n'est pas son accident ou sa péripétie circonstancielle, c'est sa définition et cela ne se trouve pas dans le texte écrit de la Constitution. Mais c'est parfaitement conforme à la Constitution et pratiqué, immédiatement après sa mise en vigueur au siècle passé, jusqu'à ce jour.

Est-ce que notre droit public ainsi conçu, tant écrit que coutumier, peut admettre qu'il y ait une responsabilité double des mêmes membres d'un exécutif, quelle que soit leur spécialisation, même si elle est collégialement organisée et affectée à une partie du territoire ou de la population, communauté ou région? Nous soutenons que non. Tant que des ministres et secrétaires d'Etat, même à attributions régionales, sont membres du gouvernement central, ils sont responsables devant le Parlement — ce que personne ne conteste — mais devant le Parlement seulement, à l'exclusion de toute autre responsabilité, hormis celle devant le chef de l'Etat qui, elle, est écrite dans la Constitution, le Roi pouvant révoquer les ministres. Ceux-ci, évidemment, relèvent de cette discipline au sommet. Mais personne ne conteste cela non plus. Les cas sont rares, mais il y en a et ils ne sont pas juridiquement contestés.

Revenons donc à la responsabilité devant le Parlement. Elle est admise par tous. Mais ce qui ne semble plus admis par tous, c'est que cette responsabilité existe exclusivement devant les Chambres législatives.

Pourquoi? Nous ne pouvons pas admettre que l'existence d'un gouvernement qui dans notre coutume — une fois de plus — est basée sur la collégialité, le consensus — ces notions étant consacrées dans le texte —, donc sur la solidarité, ou concevoir que la responsabilité même d'un seul ministre, *a fortiori* d'un comité de ministres, soient mises en cause devant une assemblee locale avec comme conséquence, en vertu du principe de la solidarité ministérielle, le risque de l'effondrement du gouvernement tout entier.

Qu'on ne dise pas non plus que cette pratique ne fait pas partie du droit. Je le répète, la solidarité des ministres fait partie de notre droit coutumier. Lorsque la responsabilité d'un ministre ou groupe de ministres est mise en cause à la suite d'un comportement fautif, elle est alors individuelle et n'entraîne pas celle de l'ensemble de l'équipe ministérielle. Mais lorsque les actes accomplis et critiqués lors d'une interpellation pouvant se terminer par une motion de censure ne sont pas des fautes individuelles, avec lesquelles d'ailleurs le gouvernement n'est pas obligé de se solidariser, mais au contraire des actes d'exécution du programme gouvernemental commun, alors la solidarité joue et c'est tout le gouvernement qui est engagé et qui peut disparaître à la suite de la critique dirigée contre un ou plusieurs de ses membres.

Comment imaginer qu'une assemblee régionale ou communautaire puisse faire disparaître un gouvernement tout entier par la logique juridique de la solidarité gouvernementale, alors qu'il est évident et prouvé par un vote antérieur de fraîche date que ce gouvernement continue à jouir de la confiance des deux Chambres? Ce n'est pas soutenable.

Il m'a été rétorqué: « Nous sommes constituants, nous pourrions donc modifier les choses pour surmonter l'obstacle. » Je fais observer que les articles 63 et 64 de la Constitution ne sont pas soumis à révision et que le mot clé « responsable » s'y trouve écrit. Que je sache, la coutume à laquelle je fais allusion et qui permet à nos assemblees de voter des motions de censure, n'est pas soumise non plus à révision, ni par la voie officielle de l'article 131 de la Constitution, ni par une volonté unanime de changer la règle et de considérer une autre règle comme obligatoire. La coutume est changée par la coutume ou par un texte formel. Il n'y a aucune velléité dans ce sens.

Par conséquent, ce paragraphe que je critique me paraît en contradiction avec la Constitution.

On me dit aussi — et ceci me paraît encore plus énorme — qu'il s'agit seulement d'une résolution, d'une volonté politique, d'une opinion exprimée et non pas d'un texte de loi, et que l'argument de l'inconstitutionnalité ne joue pas. Cette argumentation me paraît spécieuse. Si le gouvernement a posé une question politique, mais aussi de type juridique et constitutionnelle aux Chambres législatives, c'est dans l'intention précise de rédiger un projet de loi qualifié d'avance de transitoire mais d'irréversible. Irréversible sur quoi? Nous n'en

savons encore rien. Nous le verrons bien, mais l'intention est telle : rédiger un projet de loi. Par conséquent, le problème juridique, constitutionnel, qui se posera au législateur lorsque le projet sera déposé devant les Chambres, est déjà posé dans le texte que nous avons sous les yeux. Ce serait une hypocrisie, un formalisme excessif de disjoindre les deux phénomènes parce que ceci constitue une résolution et que cela sera un projet de loi. Nous ne pouvons donc voter cette disposition.

Quant au problème politique — et non juridique d'ordre constitutionnel —, problème d'opportunité, est-il concevable de se lier de cette façon et d'avoir, même pendant une phase transitoire mais dont nous ne connaissons pas la durée, un gouvernement quatre ou cinq fois vulnérable ?

Dans notre pratique de coalition et de majorité gouvernementale, il est difficile d'imaginer un gouvernement vulnérable au Sénat qui ne le serait pas à la Chambre ! Mettons sur ce point les deux Chambres sur un pied d'égalité. Quand un gouvernement a la majorité à la Chambre, c'est qu'il a pris la précaution de l'avoir également au Sénat. Ce sera toujours la même d'ailleurs. Et c'est conforme à la coutume.

La première vulnérabilité dans le projet qu'on nous annonce est traditionnelle, elle se présente devant les deux Chambres. La deuxième vulnérabilité se présentera devant la région flamande. D'après les prévisions politiques, ce n'est pas de ce côté que le péril se présente vraiment. (*Sourires.*) Mais enfin nous pouvons envisager l'hypothèse. Une vulnérabilité aussi devant l'assemblée régionale wallonne. Ici je ne réponds de rien. (*Rires et exclamations.*)

Vous me direz : « Qu'est-ce que cela peut faire puisque vous êtes dans l'opposition ? »

Ce n'est pas à l'opposition que je pense. C'est aux composantes wallonnes de la majorité. La région wallonne, c'est la région wallonne. Si elle prend la forme qu'on nous annonce, il y a d'autres majorités possibles qui pourraient mettre en péril l'exécutif wallon. (*Sourires.*)

L'hypothèse n'est pas vraisemblable, admettons que sociaux-chrétiens et socialistes wallons continueront à soutenir le comité de M. Dehousse à l'assemblée régionale.

Mais, on nous annonce, dans des théories que j'estime irréalistes et fumeuses, des majorités de rechanges de type union populaire de la gauche avec les socialistes wallons, le Rassemblement wallon « nouvelle manière » — j'insiste sur la « nouvelle manière » (*rires*) — plus les communistes, et l'un ou l'autre dissident toujours menaçant, démocrate-chrétien et MOC, au sein du PSC.

M. le chevalier de Stexhe. — Ou M. Perin lui-même.

M. Perin. — Monsieur de Stexhe, je vous rassure tout de suite, c'est une utopie.

Je n'y crois pas une seconde, mais c'est un mythe. Et je n'en parlerai point, si ce mythe n'était véhiculé par une organisation qui, pour ne pas être politique, est d'une puissance non négligeable.

C'est le front commun syndical illustré dans la région wallonne par les leaders Gayetot, FGTB, et Robert Dhondt, CSC.

A vous, Messieurs les socialistes wallons et socialistes chrétiens, à prendre ou non au sérieux ce front commun syndical et ses porte-parole. Mais, je crois me souvenir d'une manifestation du 29 mars qui donnait une certaine vision de la future région wallonne.

Si cette vision se réalisait et se projetait par l'influence — pour ne pas dire le noyautage qui est un mot inconvenant — que ce Front commun syndical exerce au sein de certaines franges du parti social-chrétien et du parti socialiste, vous pourriez avoir je ne sais quel incident au sein de la future assemblée wallonne.

Voyons les chiffres. Socialistes wallons plus RW « nouvelle manière », plus communistes, cela fait 35 voix sur 70. Parité dangereuse. Ajoutez un rebelle ! (*Hilarité.*) Et cela fait 36 ! Ce ne sera pas vous, Monsieur de Stexhe, j'en suis sûr !

M. le chevalier de Stexhe. — Ce sera peut-être vous.

M. Perin. — Je suis dans les 35 autres et je ne peux pas changer l'équilibre de la parité !

M. Busieau. — Vous avez animé le Front commun !

M. Perin. — Evidemment, il y a toujours des retours de flamme possibles. On ne sait jamais ! (*Sourires.*)

Mais je ne crois pas, j'évolue lentement.

M. Busieau. — Très vite !

M. Perin. — Je ne pense pas avoir de retour de flamme de jeunesse, surtout vers ces périodes aberrantes de mon passé. Il faut tout de même bien reconnaître que l'on a le droit de critiquer les conceptions que l'on a eues dans le feu de l'idéalisme de sa jeunesse. (*Rires et exclamations sur de nombreux bancs.*)

M. le chevalier de Stexhe. — Vous êtes éternellement jeune.

M. Perin. — J'en reviens au péril pour l'assemblée wallonne en cas de retournement de situation de ce genre. Le comité de M. Dehousse serait renversé. Et votre gouvernement aussi.

M. Martens, Premier Ministre. — Non.

M. Perin. — Je ne veux pas donner à M. le président du comité des affaires wallonnes une importance démesurée par rapport à votre fonction, Monsieur le Premier Ministre, mais permettez-moi de dire que si M. Dehousse, que je connais bien et dont je connais surtout le parti, sort, sur une motion de l'assemblée wallonne, vous sortez aussi !

Vous ne pouvez pas résister à cet effondrement d'une partie importante de votre majorité. Mais enfin, je reconnais que l'utopie Gaeytoto-D'Hondt est une utopie et je m'en réjouis pour la région wallonne. Imaginez que leur programme, projeté en assemblée majoritaire et en gouvernement régional, menace de s'appliquer.

Mais la région qui est déjà en difficulté serait tout à fait ruinée au bout de six mois. C'est la raison pour laquelle les hommes politiques socialistes wallons sensés ne feront pas cela. Je ne le redoute donc pas, mais c'est une image qui existe et est même assez répandue par ce front commun syndical.

J'élimine cette hypothèse, mais je souligne cependant que le danger est plus grand ici que dans la région flamande.

J'ai ainsi parlé de trois vulnérabilités. La quatrième est plus sérieuse. C'est la région bilingue de Bruxelles. M. Van der Elst vient de s'étendre longuement à ce sujet et je n'ai pas à y revenir. Quelles que soient nos opinions respectives sur le sort de la capitale commune, l'affaire n'est pas là. Je voudrais entendre une réfutation des paroles de M. Van der Elst, mais cela me paraît impossible.

Vous avez dit, Monsieur le Premier Ministre, que les trois membres de l'exécutif bruxellois seront collégialement responsables et que leur consensus prouvera leur accord. Bien entendu, mais croyez-vous que cela va troubler l'offensive d'une majorité bruxelloise — peut-être pas exclusivement FDF, mais celui-ci trouvant l'un ou l'autre allié — contre le seul membre flamand qui n'aurait pas la tête qu'il faut pour lui plaire ? Le consensus ne suffit pas, à moins que le FDF fasse partie du gouvernement. Alors, quel que soit le partenaire flamand qui, en l'occurrence, est une femme, laquelle m'a reproché, lors de l'autre débat, de m'être exprimé de façon à la transformer en homme. Comme elle est absente, je lui présente des excuses par l'intermédiaire de M. Calewaert. (*Sourires.*)

Je dis donc que tant que le FDF fait partie du Comité ministériel bruxellois, aux yeux de l'éventuelle majorité bruxelloise dont je parle, cette dame continuera à posséder le charme voulu. Mais si le FDF, pour des raisons qui lui sont propres, devait décider, par des délibérations partisans internes, de quitter le gouvernement, avec tout le regret que cela implique, surtout par la sympathie qu'il porte à votre personne, Monsieur le Premier Ministre — je réalise que ce que je dis là est très compromettant pour vous, mais tant pis (*rires*) —, je crois que Mme Lydia De Pauw cesserait d'avoir un charme quelconque. Cette sortie du FDF est tout à fait possible, car chacun sait que c'est un peu comme l'oiseau sur la branche ; il compte en son sein des pro-gouvernementaux et des anti-gouvernementaux. Pour s'en convaincre, il suffit de lire les journaux. On peut imaginer un mouvement d'humeur sur un point chaud quelconque et le FDF décide de quitter le gouvernement. Je le répète, Mme Lydia De Pauw perdrait son charme aux yeux du FDF à partir du moment où elle ne serait plus collègue. Tout le monde sait que les choses se passent ainsi en politique. Elle pourrait faire l'objet d'une motion de censure, probablement exprimée avec courtoisie.

Le système prévu dans la résolution du Sénat et commenté sans équivoque par M. Lallemand, par Mme Pétry et par M. Lagasse, im-

plique, selon les mots « effectivement organisé », le dépôt valable et recevable d'une motion de censure forçant à la démission d'un ou de plusieurs membres ou de tout le comité ministériel. (*Signes de dénégations de M. le chevalier de Stexhe.*)

Monsieur de Stexhe, vous secouez la tête. Je parlerai tout à l'heure de la théorie du PSC. En attendant, celle de M. Lallemand, de Mme Pétry et de M. Lagasse a le mérite de la clarté et de la franchise. Evidemment, elle est tout à fait inconstitutionnelle, mais cependant claire. On peut être à la fois clair et inconstitutionnel. Ici, c'est le cas.

Je n'ai pas fini de faire le tour des vulnérabilités. La première était celle du Parlement; la deuxième, l'assemblée flamande; la troisième, l'assemblée wallonne; la quatrième, l'assemblée bruxelloise. La cinquième est relative à l'assemblée communautaire de la communauté française. Là, c'est M. Hansenne qui est visé. Si je compte bien, les socialistes francophones, plus le FDF, plus quelques alliés wallons, cela constitue une majorité et M. Hansenne pourrait être prié de démissionner par une motion de censure. Encore une vulnérabilité supplémentaire, puisqu'il existe deux assemblées distinctes pour notre communauté, l'assemblée régionale wallonne et l'assemblée communautaire francophone.

Un gouvernement d'un Etat contemporain fondé sur le système parlementaire et qui, au lieu d'être une seule fois vulnérable devant le Parlement, ce qui est normal, l'est cinq fois, ne peut pas fonctionner.

Vous me direz que cela est temporaire. Monsieur le Premier Ministre; je redoute que ce soit votre gouvernement qui soit temporaire dans ces conditions, et non pas le système. Celui-ci est très dangereux. Opposition ou non — nous n'allons pas changer d'avis selon que nous sommes dans la majorité ou dans l'opposition —, nous sommes comme vous, Monsieur le Premier Ministre, partisans du système du gouvernement de législature. Il en va de l'intérêt de l'opposition comme de la majorité, parce que, devant l'opinion publique, une opposition ne critique sagement et d'une façon crédible un gouvernement qu'après l'épreuve d'une législature entière. Au bout de six mois, au bout d'un an, au bout de 18 mois, les critiques, en effet, ne sont pas suffisamment crédibles.

On juge un gouvernement sur un bilan. Or, un bilan ne peut être dressé qu'après un certain temps. Si le laps de temps est trop court, il n'y a pas de bilan sérieux possible et surtout pas de débat réel devant l'opinion publique qui, plongée alors dans le désarroi, ne sait plus à quoi sert de voter, puisqu'elle ne sait pas sanctionner, approuver ou désapprouver une politique qu'on lui aurait expliquée globalement et dans le détail en faisant un bilan.

Or, en rendant le gouvernement cinq fois vulnérable au lieu d'une, vous multipliez les risques de crise par cinq.

On me dira peut-être que l'histoire parlementaire prouve que l'on ne démissionne jamais devant une motion de censure. C'est vrai, mais en réalité, c'est simplement parce que cette motion est possible et que les gouvernements savent compter qu'ils démissionnent avant le débat parlementaire et le vote qui les mettraient en péril.

M. Martens, Premier Ministre. — Pas tous!

M. Perin. — Vous n'êtes pas d'accord, Monsieur le Premier Ministre. Vous êtes pourtant le fruit de ce genre de procédé. Si vous êtes Premier ministre, c'est parce que le précédent ne l'est plus. (*Sourires.*) Et si le précédent ne l'est plus, c'est parce qu'il avait fait ses comptes au mois d'octobre avant l'examen d'un projet de loi auquel ses partenaires liaient le problème de l'existence du gouvernement et qu'il s'est aperçu que, sur certains points et sur certains chapitres, il perdrait sa majorité. Devançant alors l'événement, le Premier ministre a présenté sa démission au Roi. Ce n'est pas original, tous les premiers ministres agissent ainsi depuis des décennies. C'est pour cette raison que l'on ne trouve jamais trace de motions de censure, mais cela ne signifie pas qu'elles n'existent pas. Sachant qu'ils n'ont plus de majorité, les gouvernements démissionnent avant que le débat ait lieu et que le vote le sanctionne. Cette situation est courante. Ce phénomène se reproduira cinq fois et vous aurez ainsi cinq fois l'occasion de démissionner « spontanément ».

Je ne connais pas un seul Etat au monde qui fonctionne dans de telles conditions.

J'en reviens donc au fond des choses: le transitoire est de trop. Vous avez une loi provisoire, pour laquelle j'ai d'ailleurs une affection légitime (*sourires*), bien que vous l'ayez modifiée deux fois et pas toujours dans le sens que je souhaitais. Contentez-vous maintenant de cela. Pas indéfiniment, bien sûr, mais du moins jusqu'à la rentrée d'octobre. A ce moment-là, abordez la vraie réforme de l'Etat en commençant par les articles de la Constitution dont la révision est indispensable pour résoudre les problèmes des communautés, des régions, de leurs exécutifs et de leurs responsabilités.

Cette phase est de trop. C'est là un conseil bienveillant que je vous donne. Je redoute que cette phase soit celle de votre disparition. J vous le prouve politiquement avec ce texte et la manière dont le groupes se sont comportés en commission, comme l'a très fidèlement rapporté M. André.

Lorsqu'il a été proposé que le texte français qui, à l'origine, n'était pas le même que le texte néerlandais — et ce n'était pas là une faute de traduction, mais une vision politique différente — en néerlandais il était dit que l'exécutif devait être responsable en fait ce qui, d'après les commentaires que j'ai entendus, excluait la motion de censure et la démission obligatoire. Tandis que du côté francophone, thèse de Mme Pétry et de MM. Lallemand et Lagasse, par « effectivement organisée », on voulait bel et bien dire: motion de censure et démission obligatoire.

Il y avait donc une différence de fond et non une inadvertance dans la forme linguistique. La preuve en est que la commission a fait mettre aux voix l'adaptation du texte néerlandais au texte français et que nous trouvons désormais les mots « daadwerkelijk georganiseerd zou zijn ». Un vote a eu lieu sur ce texte et il a manqué d'être rejeté à 10 voix contre 10. Il a fallu rechercher dans les couloirs un parlementaire bienveillant — un socialiste flamand si je ne me trompe — et qui a pris part au vote pour arriver à 11 voix contre 10 voix. En commission, l'opposition — PVV, PRL et VU — n'a pas 10 voix, même en les mettant toutes ensemble. Qui sont les autres? (*Rires.*) Cherchez bien! Ce n'est pas difficile à trouver, ils sont là, à droite, sur les bancs flamands. Je me pose la question de savoir ce qu'ils feront lorsque tantôt on votera de la même façon. Bien sûr, sur l'ensemble, la résolution a été votée. Mais, Monsieur le Premier Ministre, c'est une victoire à la Pyrrhus. Voter sur l'ensemble dans les circonstances actuelles signifie, et cela seulement: partir en vacances. Mais sur le fond qui détermine le sort du projet de loi lié à l'existence de votre gouvernement, c'est le vote séparé et précis sur les quatre lignes du 2° de la page 17 qui est significatif. Or, sur ce vote, vous n'avez pas la majorité qui investit votre gouvernement de la confiance du Parlement. En effet, le CVP — dont vous êtes membre je crois, bien que votre fonction principale soit celle de Premier ministre — ne participe plus au consensus nécessaire à l'élaboration de la loi que vous préparez.

Les journaux doivent savoir cela. Ils n'ont tenu compte que du vote sur la résolution en soulignant que le gouvernement Martens a le vent dans les voiles. Il est vrai que vous n'êtes pas un velléitaire, et je m'en réjouis. Je souhaite que vous ayez une longue carrière primoministrielle, pas nécessairement avec la même équipe. C'est une autre affaire! (*Rires.*) Vous allez, en effet, droit au but dans la mesure où vous pouvez l'atteindre. Monsieur le Premier Ministre, je souhaiterais que vous n'abordiez pas la phase transitoire et que vous passiez à un essai de décision définitive. En effet, cette phase transitoire est dès aujourd'hui affaiblie, potentiellement tuée par ce vote indicatif de la commission, vote qui risque de se reproduire tout à l'heure.

Voyons maintenant les autres paragraphes. M. Waltniel a dit, à juste titre, que le paragraphe 1° n'était pas une réponse, mais une fin de non-recevoir. Comme lui et son groupe sont d'accord sur la fin de non-recevoir, ils ont voté le paragraphe 1°. Ma position est légèrement différente à ce sujet. En effet, lorsque le gouvernement pose une question au Parlement — cela n'arrive pas si souvent qu'il demande l'avis du Parlement avant de faire une loi, c'est généralement le contraire —, il convient d'y répondre.

Il est vrai, ainsi que M. Waltniel l'a fait remarquer, que le paragraphe 1°, au lieu de répondre, refuse de répondre. En effet, des garanties essentielles quant au rapport entre les communautés n'ont pas encore été dégagées dans un accord global. On ne répond donc pas aux questions. En effet, le temps utilisé pour le verbe du paragraphe 2 de la page 16 — « les exécutifs régionaux et communautaires pourraient être maintenus temporairement » — est le conditionnel. Pourquoi ne pas avoir employé les termes « doivent être maintenus »? Parce qu'on emploie le conditionnel quand il y a une condition. Les conditions se trouvent au paragraphe 1° et on dit qu'elles ne sont pas réalisées.

Donc, par cette résolution, le Parlement ne répond pas à la question posée. Il dit simplement que si les garanties sont apportées, les exécutifs pourraient être maintenus au sein du gouvernement.

J'estime qu'il faut éliminer le paragraphe premier et répondre que, pendant la phase transitoire, les exécutifs restent à l'intérieur du gouvernement. C'est une position, qui n'était pas primitivement la nôtre. Deux positions sont possibles: ou les exécutifs restent dans le gouvernement et sont responsables devant le Parlement, ou les exécutifs sont immédiatement placés en dehors du gouvernement et ils sont responsables devant leur assemblée. En dehors de cela, il n'y a rien de cohérent.

Donc, le paragraphe premier est une fin de non-recevoir et le paragraphe 2 n'apporte pas une réponse puisqu'il est lié aux conditions non réalisées prévues au paragraphe premier. M. Van der Elst a fait à cet égard une démonstration; j'attends la réponse qui lui sera donnée. Je refais cette démonstration sous une autre forme; je crois qu'il n'y aura pas moyen d'y donner une réponse.

J'en viens à l'ambiguïté du texte du dernier alinéa de la page 16. Je pose une question à laquelle il n'a jamais été répondu, de façon homogène en tout cas, par les partis de la majorité. En vertu de ce paragraphe, les exécutifs sortiront du gouvernement si un accord est conclu au plus tard à la date du dépôt du rapport du comité paritaire prévu au point 53 de la déclaration gouvernementale.

Je le comprends ainsi, mais je me suis aperçu que cette interprétation n'est pas commune à tous: si vous réalisez cet objectif dans un projet de loi transitoire, la phase transitoire proprement dite comprendra deux sous-phases. D'abord, les exécutifs restent à l'intérieur du gouvernement et ensuite, sans changer la loi transitoire et sans revenir devant le Parlement qui doit se prononcer à la majorité qualifiée, si un accord intervient au plus tard à la date du dépôt du rapport du comité paritaire, en vertu d'une disposition de la loi, les exécutifs sortent du gouvernement. Il n'y aurait donc qu'une seule loi qui, en deux dispositions, deux articles distincts éventuellement, prévoit deux phases: « dedans et, si l'accord est réalisé « dehors », sans nouveau vote du Parlement.

C'est une interprétation, mais dans la majorité, j'ai entendu l'autre, selon laquelle, dans le cadre de la loi transitoire, les exécutifs restent dans le gouvernement, un autre projet de loi étant nécessaire pour les en faire sortir.

Si la condition d'accord au sein du comité paritaire prévue au point 53 de la déclaration gouvernementale est réalisée, encore faut-il que ledit accord ait l'assentiment des composantes de la majorité dans les deux Chambres. J'insiste sur cette majorité dans les deux Chambres. En effet, je n'en ai pas la preuve, mais tout le monde dit que le partenaire CVP du Sénat est plus coriace que celui de la Chambre. Dès lors, il faut tenir compte du bicaméralisme, même du point de vue politique. La situation est donc tout à fait différente: il faut d'abord un accord au sein du comité paritaire, et ensuite, l'accord des groupes parlementaires de la majorité dans les deux Chambres. Comment recueillir sûrement cet accord? Par le vote d'une deuxième loi à la majorité qualifiée.

Quelle est la bonne interprétation? Je n'en sais rien mais, comme je suis curieux, j'aimerais le savoir.

Il y a beaucoup d'aléas dans cette résolution de fin de session. Mais on se demande, Monsieur le Premier Ministre, si cette résolution de fin de session, votée à la veille des vacances, n'est pas aussi, potentiellement, une résolution de fin du gouvernement que vous présidez. Il est un moyen d'éviter des péripéties dont le pays n'a pas besoin et qu'il ne supporterait guère: Il suffit quant au fond, de passer dès la rentrée d'octobre, à la révision de la Constitution et, singulièrement de l'article 59bis. J'ai lu dans les journaux qu'à la suite de discussions — elles servent parfois à quelque chose — d'importants et influents membres de plusieurs partis de la majorité ont déclaré qu'il vaudrait mieux, compte tenu des objections formulées par le Conseil d'Etat notamment, réviser d'abord l'article 59bis et voter ensuite le projet.

Cette évolution me semble sage et l'opposition serait plutôt favorable à un débat constitutionnel qui se situerait immédiatement à la rentrée d'octobre, axé essentiellement sur cet article. Cela me paraît d'autant plus urgent et plus grave que plusieurs points sont mentionnés dans l'avis du Conseil d'Etat, qui n'a d'ailleurs pas été rendu public, mais que tout le monde a lu dans *La Cité*; j'ai critiqué ce journal il y a un instant: son tirage aura certainement augmenté ce jour-là, ce qui va peut-être le sauver! (*Sourires.*)

Dans cet avis du Conseil d'Etat, tout d'abord la double responsabilité est récusée; par ailleurs il y est constaté, si je ne me trompe, que le constituant de 1968-1971 n'a pas entendu mettre les normes votées par une assemblée régionale — en application de l'article 107quater — sur le même pied de droit que celles votées par les conseils culturels. Ceci ne correspond ni à la volonté politique de feu le projet 471 du gouvernement précédent, ni à la volonté politique résultant de la déclaration du gouvernement actuel.

L'obstacle est très important: il y a non seulement les objections sur la fusion entre assemblées régionales et assemblées communautaires, du côté flamand notamment, et le problème de la non-symétrie, mais en outre, celui que je viens de citer.

Pour les fédéralistes wallons de tous partis, cela constitue une difficulté majeure.

Les ordonnances — sans doute les lois régionales seront-elles appelées ainsi — n'auraient pas la même puissance juridique que les dé-

crets des conseils culturels. C'est évidemment assez grave, car leur sort, le contrôle juridictionnel et éventuellement le contrôle politique pourraient être différents; le problème de la tutelle se poserait également, ce qui n'est pas admis, je pense, par la tendance fédéraliste wallonne.

Je me demande dès lors, anticipant sur un débat qui n'est qu'indirectement ouvert par la résolution, s'il n'y aurait pas lieu d'attribuer aux communautés (les Wallons représentent au moins les trois quarts des membres de la communauté française) le pouvoir décentralisé en toutes matières, y compris les matières régionales. Il n'y aurait plus de différence juridique entre les matières culturelles, « personnalisables » et régionales.

Ceci suppose une modification de l'article 59bis. Nous avons le pouvoir d'en modifier trois paragraphes. Il résulte d'ailleurs d'une décision du préconstituant, publiée au *Moniteur* du 15 novembre, que nous avons le droit d'introduire (cela est dit entre l'article 59 et l'article 59bis) de nouvelles dispositions dont la numérotation est libre, faisant disparaître la notion de culturel, créant les communautés et leur donnant des attributions non culturelles, sans que le constituant soit limité de manière quelconque quant à la nature des attributions à donner aux conseils.

Bien entendu, il faudrait régler le pouvoir dont disposera Bruxelles. Ceci me paraît possible dans le cadre d'un article 59bis éventuellement nouveau. En effet, dans les matières qualifiées, à juste titre, de territoriales, les décrets émanant de nos deux communautés ne peuvent matériellement pas s'appliquer à Bruxelles.

Dans ces cas, à quelle autorité voulez-vous donner ce pouvoir si ce n'est à une autorité spécifiquement bruxelloise?

Il y a donc une issue et, plutôt que de vous aventurer sur un terrain glissant — car les quatre phrases fatidiques votées par 11 voix contre 10 en commission prouvent qu'il s'agit bien d'un terrain glissant et que votre projet, si vous le fondez sur cette résolution, sera précaire; n'oubliez pas qu'il doit recueillir la majorité des deux tiers et que, sans le CVP du Sénat comme de la Chambre, cette majorité ne sera pas recueillie — sachant d'avance que cette résolution n'a aucune chance d'aboutir, mieux vaudrait abandonner cette voie et en prendre une autre. Peut-être est-ce paradoxal, mais il me paraît assez sain qu'elle vous soit indiquée par l'opposition. (*Applaudissements sur les bancs libéraux et sur certains bancs du FDF-RW.*)

M. le Président. — Mesdames, Messieurs, je vous propose de suspendre ici la discussion de la proposition de résolution pour entamer l'examen du projet de loi relatif aux radiocommunications.

Mevrouwen, Mijne Heren, ik stel voor hier de bespreking van het voorstel van resolutie te onderbreken om het ontwerp van wet betreffende de radioberechtiging aan te vatten. (*Instemming.*)

Il en est ainsi décidé.

Aldus is besloten.

PROJET DE LOI RELATIF AUX RADIOCOMMUNICATIONS

Discussion générale et vote des articles

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE DE RADIOBERICHTGEVING

Algemene beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous abordons l'examen du projet de loi relatif aux radiocommunications.

Wij vatten de beraadslaging aan over het ontwerp van wet betreffende de radioberechtiging.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

La parole est au rapporteur.

M. F. Guillaume, rapporteur. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, Mesdames, Messieurs, l'exposé des motifs du projet de loi relatif aux radiocommunications explique clairement les raisons qui ont motivé son dépôt et son vote par la Chambre des représentants.

Mon rapport oral sera donc très bref.

Votre commission des Communications et des PTT qui a adopté ce projet à l'unanimité des 14 membres présents, attire toutefois l'attention de notre assemblée sur deux points.

Tout d'abord, au dernier alinéa de l'article 9 du projet transmis par la Chambre des représentants, il y a contradiction entre le texte néerlandais et le texte français; en néerlandais, le texte est libellé comme suit: «Dit artikel is niet van toepassing op het radio-elektrisch materiaal dat voor militaire doeleinden of met het oog op de openbare veiligheid wordt gebruikt...» Quant au texte français il se réfère à du matériel commandé.

Notre commission a eu à ce sujet un long échange de vues et, le ministre insistant sur l'urgence, elle a décidé de remplacer dans le texte néerlandais le mot «gebruikt» par le mot «besteld». Pour autant que la Chambre des représentants marque son accord en considérant cette modification comme purement matérielle, ceci n'entraînera pas le renvoi du projet à l'autre assemblée.

En second lieu, dans le texte néerlandais du dernier alinéa de l'article 17, votre commission a ajouté les mots «artikel 14 van» entre les mots «in de toepassing van» en «deze wet». La même remarque formulée pour la modification de l'article 9 s'applique à cette modification.

M. Boey, vice-président, remplace M. Robert Vandekerckhove au fauteuil de la présidence

Répondant à diverses demandes des commissaires, le ministre a exprimé son souhait de voir voter le présent projet avant les vacances parlementaires. Celles-ci le mettent dans l'impossibilité de se représenter devant votre commission avant la publication des premiers arrêtés d'exécution concernant la bande de 27 MHz. Ceux-ci seront toutefois élaborés en collaboration avec les représentants de la RTT et des utilisateurs de la *Citizen Band*.

Je voudrais, à titre personnel, vous signaler une troisième erreur matérielle figurant à l'article 5, troisième alinéa, a, où figure le terme «répartition», alors que le texte néerlandais mentionne «herstellen». Il s'agit ici certainement de «réparation de matériel» et non de «répartition».

En conclusion, permettez-moi de vous remercier, Monsieur le Ministre, de la diligence que vous avez mise à soumettre ce projet au vote des Chambres. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — La parole est à M. Hismans.

M. Hismans. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, Mesdames, Messieurs. Ce n'est pas parce que, il y a quelque semaines, des centaines de «cibistes» m'ont cerné dans votre commune en me confondant visiblement avec vous, Monsieur le Ministre, que je monte maintenant à cette tribune.

Ces utilisateurs de la *Citizen Band* m'ont exposé leurs souhaits et, au nom du groupe socialiste, je me réjouis de constater avec quelle diligence vous avez traité ce problème. Grâce à votre particulière attention, ce projet de loi sera voté avant la fin de cette session parlementaire. Et dans quelques mois, les dispositions d'application étant prises, ceux qui sont actuellement des «clandestins» — on les estime à plusieurs centaines de milliers — pourront rentrer dans la légalité et c'est fort heureux.

Le groupe socialiste apprécie votre désir de parvenir à une véritable libéralisation de la bande des 27 MHz et ce, en accord avec les utilisateurs de cette fréquence. C'est dans cette perspective que nous voterons ce projet.

Vous avez exprimé l'intention de solliciter, durant la période probatoire, la collaboration des utilisateurs pour résoudre les problèmes qui vont inévitablement surgir. Les utilisateurs sérieux se réjouiront certainement de cette procédure de légalisation de l'usage des émetteurs-récepteurs de moyenne puissance.

Quand je parle d'utilisateurs sérieux, j'entends non seulement ceux qui se servent d'émetteurs-récepteurs dans leur métier, mais d'autres encore. Je voudrais à ce propos vous faire part d'une expérience assez particulière que j'ai faite il y a une quinzaine de jours. J'ai eu l'occasion de me trouver devant un poste récepteur-émetteur et j'ai pu identifier avec un certain étonnement, des mandataires publics, des membres de nos polices communales, aussi bien de la vôtre que de la mienne, bref un ensemble de gens réputés sérieux. J'ai aussi appris avec un non moins grand étonnement que j'habitais non pas Quaregnon mais Québec. C'est le nom de ma commune en langage cibiste.

Le phénomène cibiste se révèle donc être un phénomène social, sympathique qui va souvent au-delà du simple passe-temps. Il résulte de l'évolution de la technique et il s'imposait que la loi tienne compte de ces éléments. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Rouck.

De heer De Rouck. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, hoewel wij overtuigd zijn van de noodzaak dat, zoals in de memorie van toelichting staat, wegens de snelle evolutie van de radioberichtergeving een nieuwe wetgeving noodzakelijk is, zij het mij toegestaan, Mijnheer de Minister, enkele opmerkingen ter zake te maken.

In de eerste plaats dient een groot onderscheid te worden gemaakt tussen de burgerband — men noemt het de *Citizen Band* en in het Frans waarschijnlijk *bande des bourgeois* — waar de nadruk zeker ligt op het amateurisme, maar eveneens op het sociaal dienstbetoon, en de vrije radio-uitzendingen.

Het is inderdaad bewezen dat onder andere in Amerika deze burgerband een waardevolle bijdrage is voor hulp aan burgers, voor het doorseinen van noodoproepen en zelfs voor de opsporing bij de misdaad. Daar is eveneens het af luisteren van de politieberichten toegelaten wat, aan de ene kant, wel kan leiden tot misbruiken maar, zoals wij het bewijs ervan hebben gehad, aan de andere kant, ook de misdaad kan helpen opsporen. Het is dus hoogst noodzakelijk dat deze burgerband burgerrecht krijgt in ons land.

Jammer genoeg zullen de vergunningen, in tegenstelling met onder andere Amerika waar het 20-dollarrecht werd afgeschaft, zeer duur uitvallen en wij denken hier vooral aan de invaliden en gehandicapten en de eenzamen in onze maatschappij, ook aan de mensen die ver verwijderd wonen van hun gemeenschap en die dank zij dit middel een enige contactmogelijkheid hebben.

Een vluchtige berekening heeft uitgemaakt dat onze 350 000 amateurs tegen minimum 4 000 F per amateur aan de Schatkist 1 miljard 400 miljoen zullen opbrengen. Daarbij zal ook de langeafstanduitzending niet meer worden toegelaten, wat nochtans een zeer waardevol hulpmiddel was om mensen op reis te kunnen bereiken of om verder contact gedurende een reis mogelijk te maken.

Een hele omwenteling zal ook gebeuren in de toestellen. Immers, zo het gemakkelijk zal zijn om de 5 watt-toestellen om te bouwen tot 500 milliwatt, is het praktisch niet mogelijk de huidige in de handel zijnde 40 kanalentoestellen om te bouwen tot 23 kanalen, zodat daar én voor de handelaars én voor velen van de nu reeds 350 000 amateurs heel wat financiële moeilijkheden zullen ontstaan. Achter deze noodzakelijke wet schuilen dus zware financiële gevolgen voor de liefhebbers en ook voor de gehele handel in deze toestellen.

Wat de vrije radio-uitzendingen betreft, willen wij de minister uitdrukkelijk enkele vragen stellen.

In een interview in een Franstalig dagblad hebt u verklaard, Mijnheer de Minister, dat deze materie zal worden behandeld in de respectieve gemeenschapsraden en op zichzelf juichen wij dat toe. Jammer genoeg wordt een zelfde houding niet aangenomen op het gebied van de verdeling van kijk- en luistergeld. Meer dan 60 pct. van het geld komt immers van de Vlaamse gemeenschap, maar het totaal wordt 50-50 verdeeld over de twee omroepen.

In het advies van de Raad van State lezen wij dat de nationale overheid bevoegd blijft inzake toewijzing en voorwaarden voor het gebruik van de frequenties, alsook wat de andere radioverbindingen dan radio-omroep en televisie betreft. Radio-omroep en televisie die overigens tot de bevoegdheid van de cultuurraden behoren, lezen wij verder, onderscheiden zich van de andere radioverbindingen door het criterium van de bestemming. Dat is vastgesteld in de Bijlage II van de Verdragen van Montreux en Malaga-Toremolinos. Zij zijn bestemd om rechtstreeks door het publiek in het algemeen te worden ontvangen.

Graag zouden wij vernemen, Mijnheer de Minister, hoe u deze vrije radio-uitzendingen zal regelen. Wij weten dat op dat vlak een geheel andere opvatting heerst in Wallonië dan in Vlaanderen. U sprak in uw interview van «une tendance en faveur d'une gestion pluraliste». Wat wordt daar juist onder verstaan? Het spreekt vanzelf dat wij zeker niet akkoord zouden gaan met het toelaten van vrije radio-uitzendingen, zoals dat nu het geval is met de «Radio Fouron» die enkel opgericht werd om de Vlaamse gemeenschap aan te vallen en verder Vlaams grondgebied op te eisen. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

M. le Président. — La parole est à M. Jean Humblet.

M. J. Humblet. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, mes chers collègues, j'interviens brièvement à propos d'un aspect du projet de loi qui nous est soumis: le problème préoccupant du matériel utilisé.

Le projet prévoit, en effet, l'interdiction pour les importateurs de matériel, de détenir et donc de vendre des appareils d'un certain mo-

dèle. Ce projet remplace le texte qui autorisait jadis les importateurs à détenir et à vendre n'importe quel matériel, mais interdisait au public de l'utiliser sauf en cas d'octroi d'une licence par la Régie des télégraphes et téléphones.

Le problème est le suivant : On devrait prévoir une période transitoire d'un an pour permettre aux importateurs pourvus d'un stock considérable, d'écouler le matériel qu'ils détiennent.

Aussi, je voudrais vous demander, Monsieur le Ministre, de bien vouloir amender dans ce sens le projet qui émane du gouvernement.

Cela me paraît important pour les importateurs du point de vue économique.

M. le Président. — La parole est à M. Perin.

M. Perin. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, chers collègues, ce projet nous embarrasse quelque peu. Dans l'ensemble, il constitue un progrès puisqu'il met fin à une situation excessive qui a débouché, comme on a pu le voir, sur des poursuites judiciaires. Rompre, en effet, avec l'interdiction et le monopole est un délit. Il est fâcheux pour la liberté d'opinion qu'elle ne puisse s'exprimer d'initiative privée par les procédés de radiocommunication que vous savez.

Le problème est très difficile. Lever purement et simplement cette impossibilité et cette interdiction et proclamer la liberté entière et totale déboucherait sur une anarchie des ondes qui est impraticable.

La solution que vous apportez n'est bonne que dans la mesure où elle correspondra à une pratique objective de la part du gouvernement.

Par ce projet de loi, on donne malheureusement et sur des points essentiels, carte blanche au gouvernement, même pas au gouvernement tout entier si je m'en tiens au texte. Quant aux règles générales d'octroi et de révocation, vous allez, Monsieur le Ministre, puisque vous êtes compétent en la matière, contresigner seul l'arrêté royal qui ne sera peut-être pas délibéré en Conseil des ministres (art. 3, paragraphe 2). Ce n'est pas un acte de méfiance personnelle à votre égard, croyez-le bien, qui me fait dire qu'il aurait été préférable que l'arrêté royal soit délibéré en Conseil des ministres.

Et même, je voudrais faire cette suggestion — sans trop d'espoir de modifier le texte car je crois qu'il n'est pas possible matériellement de déposer des amendements et de renvoyer à la Chambre — de soumettre au préalable les critères d'octroi et de révocation des autorisations à un débat parlementaire ou au moins en commission, comme le Premier ministre vient de le faire en matière de presse. Sur cet objet nous avons vu ce matin, en commission, le projet d'arrêté royal, d'ailleurs en tous points semblable au précédent. Mais enfin, il y eut un débat libre et contradictoire sur les critères d'octroi d'aide à la presse.

Je voudrais qu'il en soit de même dans une matière extrêmement délicate et dangereuse, à la limite, pour la liberté d'opinion par les radiocommunications.

Les critères étant établis, le ministre, seul, donne l'autorisation écrite personnelle et révocable. Cela va de soi, il ne faut pas qu'elle soit concédée à n'importe qui par celui qui reçoit l'autorisation. Mais que ce soit pour l'octroi ou la révocation, on ne peut concevoir un pouvoir d'appréciation illimité dans le chef du seul ministre. La politique est ce qu'elle est et la tentation d'accorder aux uns et de ne pas accorder aux autres est toujours dangereuse et suspectée à tort et à raison, selon les circonstances, de partialité politique.

Il y a une deuxième chose qui manque, outre la délibération du Conseil des ministres et l'information préalable du Parlement, c'est la nécessité de la motivation.

Je ne veux pas faire du formalisme juridique mais la nécessité d'une motivation quand elle est imposée par la loi — ce qui n'est malheureusement pas le cas — est considérée comme une forme substantielle, à peine de nullité. C'est une garantie.

M. Hanin. — Nous connaissons ces motivations. Elles sont toujours les mêmes.

M. Perin. — Vous avez raison. Il y a tout de même une sanction. Je me rappelle que dans la matière relative à l'expulsion d'étrangers, par exemple, au début de la mise en place, le Conseil d'Etat n'a pas admis la clause de style et c'est à cela, je pense, que vous faites allusion. La motivation est toujours la même. C'est une formule stéréotypée.

La clause de style n'est pas admise non plus par le Conseil d'Etat dans la matière très délicate de l'interdiction des spectacles par le collège des bourgmestre et échevins. Il faut vraiment des circonstances extraordinaires qui justifient l'interdiction et que la loi communale prévoit. Il ne suffit pas de dire : « Vu les circonstances

extraordinaires. » Ce serait trop facile. N'importe quel scribe peut faire cela. Il faut vraiment que les circonstances extraordinaires existent. Quand le Conseil d'Etat constate qu'il n'y en a pas, et sans se substituer au pouvoir d'appréciation de l'instance compétente, il constate que c'est une clause de style et il annule pour cette raison.

Dans une matière de ce genre, Monsieur le Ministre, je voudrais qu'un projet ultérieur corrige le manque de garantie de l'objectivité des décisions prises; que l'autorisation du ministre soit motivée en invoquant le dossier réellement et non à l'aide de formules passe-partout, et en se référant avec précision aux critères élaborés par l'arrêté royal qu'appelle l'article 3 de la loi.

Si nous avons délibéré d'une matière aussi délicate avec plus de sérénité et non en fin de session, des amendements de ce genre auraient pu être admis par le gouvernement. L'autorisation motivée, les règles, les normes, les critères devraient être fixés par le Conseil des ministres après consultation préalable du Parlement, notamment en ses commissions compétentes des deux Chambres.

Je suis d'autant plus inquiet sur ce point que je trouve dans le rapport de la Chambre la réponse que vous avez donnée, sans doute, à un intervenant et que je vous rappelle : « Le ministre ne peut actuellement donner des précisions sur le contenu des arrêtés d'exécution. Un dialogue préalable doit être établi entre les associations de *Citizen Band* et la RTT. » Je me réjouis de ce que ce dialogue aura lieu et de ce que le ministre n'agira pas d'imagination et unilatéralement. Mais n'est-il pas anormal que nous légiférions alors que, de votre propre aveu — dont on doit vous savoir gré parce que nous préférons vous entendre dire la réalité plutôt que d'entendre certaines paroles vagues inventées pour se tirer d'affaire en réponse à une question parlementaire —, vous reconnaissez ne pas savoir actuellement quelles seront les critères à adopter. Merci pour cette franchise, mais j'en conclus que nous légiférons peut-être un peu à la hâte et qu'il eût mieux valu légiférer en connaissance de cause, lorsque vous-même et le gouvernement dont vous faites partie, après avoir recueilli les avis des milieux intéressés, auriez pu élaborer les critères. Sans doute aurait-il encore mieux valu qu'on puisse inscrire dans la loi même ces critères élaborés après consultation, plutôt que de renvoyer purement et simplement au gouvernement. Ce renvoi à l'arrêté royal, à mon avis et même selon le rapport à la Chambre, est dû au fait que le dossier n'est pas encore mûr. Toutes les informations ne sont pas encore recueillies et nous légiférons donc trop tôt. Evidemment, le renvoi à la session d'octobre, avec tous les aléas qu'il implique — parce qu'on ne peut pas nécessairement arriver à un vote dès le premier mois de la rentrée —, aurait continué à créer des difficultés à des associations dont la correction ne peut être mise en doute et qui se trouvent assez stupidement poursuivies devant les tribunaux, ce qui est infiniment regrettable. On aurait pu intervenir auprès du ministre de la Justice afin qu'il demande aux parquets — lesquels ne sont guère sensibles d'habitude à ce genre de représentation — de ne plus poursuivre en attendant qu'une législation soit élaborée avec plus de précision et de rigueur dans les termes. En raison de toutes ces circonstances, tout est bousculé; la Chambre vient de voter ce projet et il nous est demandé de le voter également. Puisque le statu quo est mauvais, nous nous résignerons à voter ce projet mais non sans les réserves et suggestions que je viens de faire. Nous ne sommes pas négatifs. Nous suggérons certains amendements que nous voudrions voir apporter par des modifications ultérieures. La liberté d'opinion est en cause. C'est important. La technique dépasse quelquefois l'imagination et la liberté d'expression. La tendance d'une partie importante de l'opinion publique, même minoritaire ou marginale — c'est dans ces parties de l'opinion d'ailleurs, qu'on pense avec le plus d'audace —, est actuellement paralysée. Les déceptions et le conformisme excessif de la radio et de la télévision monopolisées ont créé aux yeux de certains un besoin d'expression qui ne peut être satisfait par les chaînes officielles de la RTBF.

Dans le choix que vous allez devoir faire, comment allez-vous trier les demandes probablement nombreuses qui vous parviendront? Malgré notre attitude bienveillante à l'égard de votre projet, j'aimerais que vous nous rassuriez à ce sujet et que vous nous donniez quelques éléments de réponse.

Vous avez dit à la Chambre que vous ne pouviez faire connaître de façon exhaustive les critères définitifs. Nous aimerions tout de même être informés quant à l'orientation envisagée et qui s'inscrirait dans la ligne de la Constitution, dans sa version révisée de 1968-1971.

N'oubliez pas qu'un article *6bis* vient en quelque sorte approfondir l'article 14 sur la liberté d'opinion. Il prévoit la protection des minorités philosophiques et idéologiques.

Cette disposition de l'article *6bis* de la Constitution serait restée très vague et très platonique si elle n'avait reçu une application assez rigoureuse et assez précise par la loi de 1973 instituant le pacte culturel.

Je crois, Monsieur le Ministre, que les principes de la loi instituant le pacte culturel sont applicables en la matière. Comment? C'est-là un problème à examiner et je ne puis improviser. Si l'arrêté royal et surtout si les autorisations ou refus d'autorisations ou les révocations étaient donnés avec des motifs incompatibles avec l'article 6bis exécuté par la loi de 1973 sur le pacte culturel, ces actes administratifs seraient annulables devant le Conseil d'Etat.

Enfin, il y a une dernière disposition au sujet de laquelle j'aimerais avoir vos lumières. Même quand l'autorisation a été donnée en exécution de critères fixés par arrêté royal et n'a pas été révoquée par le même acte du ministre compétent, l'article 13 stipule: « Lorsque la sécurité publique ou la défense du Royaume exige — il s'agit de l'armée, de la guerre ou d'une menace de guerre; la sécurité publique, c'est une notion très vague qui permet de faire n'importe quoi puisque le pouvoir d'appréciation est laissé entièrement au gouvernement — le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, interdire en tout ou en partie et durant le temps qu'il détermine la détention ou l'usage d'appareils émetteurs ou récepteurs de radio-communication, Il peut prescrire toutes mesures utiles à cette fin, notamment la mise sous séquestre ou le dépôt des appareils en un lieu déterminé, sans indemnité. »

C'est là un « canon » dont le gouvernement dispose! Cela signifie qu'une association de *Citizen Band* peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, alors qu'elle a été autorisée, se voir arrêter toutes ses émissions et son matériel saisi et mis sous séquestre, sans intervention aucune de la part du pouvoir judiciaire, car il n'est pas question d'infraction. Ce n'est pas un délit de droit pénal, mais une interdiction de droit administratif.

Tout dépend donc de l'usage qui sera fait de ce redoutable article 13. Mais avouez qu'à nouveau, la motivation n'est pas exigée. Un arrêté sera délibéré en Conseil des ministres, mais dans ces motifs il y aura: vu l'article 13 de la loi... arrêtons, interdisons...

Sans aucune obligation de donner le moindre motif, à moins que, comme l'a dit M. Hanin, il y ait dans les motifs, vu le péril pour la sécurité publique. La formule est toute simple, vous pouvez la faire imprimer avec un cachet. Ce n'est évidemment pas ce que le législateur souhaite.

Ce sont là, Monsieur le Ministre, les quelques observations inconnues que je tenais à vous présenter. Nous maintenons donc des réserves pour notre approbation et nous aimerions obtenir des assurances de votre part. Je crois que nous pouvons espérer que tous les gouvernements, quels qu'ils soient, respecteront les principes fondamentaux de la Constitution et de la liberté d'opinion et singulièrement les articles 14 et 6bis jumelés de notre charte fondamentale. Notre rôle au Parlement est de prendre, à l'avance, les précautions utiles en faisant les fermes réserves que nous venons d'exprimer.

M. le Président. — La parole est à M. Urbain, ministre.

M. Urbain, Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je voudrais tout d'abord remercier le Sénat de sa diligence à inscrire ce projet de loi à son ordre du jour, tant en commission qu'en séance publique.

Je conviens aisément qu'il eût été de loin préférable de discuter de cet important projet dans un climat plus serein que celui d'une fin de session. Vous admettez aisément, je pense, qu'il ne s'agit là en aucune manière d'un coup de force ou d'une manœuvre quelconque pour faire avaliser un projet douteux. Il s'agit uniquement de répondre à un besoin extrêmement urgent dont personne n'a contesté la nécessité tant à la Chambre qu'au Sénat.

Je voudrais tout d'abord remercier M. Guillaume pour le rapport précis et concis qu'il a rédigé à l'attention de la Haute Assemblée. Je puis vous confirmer que les deux erreurs de discordance de textes aux articles 9 et 17 sont purement matérielles; la Chambre en a convenu entre-temps. Subsidièrement, il sera tenu compte de la remarque faite à l'article 5; on remplacera à cet article le mot « répartition » par le mot « réparation ».

Je suis heureux d'avoir enregistré l'appui sans réserve du groupe socialiste par la voix de M. Hismans. Il nous a dit avoir une expérience personnelle particulièrement édifiante en ce qui concerne la radiocommunication sur la bande 27. Je n'ai pas ce privilège, n'ayant pas voulu pour des raisons évidentes participer à l'utilisation d'un matériel dont la loi interdit même la détention. Je me réserve bien entendu de le faire dès que la loi sera applicable et que les arrêtés d'application auront été promulgués. (*Sourires.*)

Il est exact que l'ouverture ainsi donnée sur le plan légal à une utilisation accrue des ondes peut être un facteur important dont un autre orateur nous a entretenus. Il a fait état de ce que du point de vue social, l'utilisation intelligente de cet outil nouveau pourrait être extrêmement heureuse, l'aide à la police ou la réponse à des appels

au secours en sont un exemple. Mais, pour avoir entendu des utilisations beaucoup moins heureuses aux USA de la *Citizen Band* — de la bande 27 comme il est convenu de l'appeler —, je pense que, comme la langue d'Esopo, elle peut être la meilleure et la pire des choses. Cela dépendra de l'usage qui en sera fait. Ces usages devront être modelés par les arrêtés d'application en accord avec les utilisateurs sérieux — comme le disait M. Hismans — et avec l'aide des organisations représentatives sans lesquelles un usage raisonnable et sérieux des nouvelles dispositions légales ne serait pas possible.

On a évoqué à cette tribune le coût excessif des licences. Je voudrais souligner qu'aucune décision n'a été prise à ce sujet. C'est par erreur qu'un quotidien a signalé en début de semaine que les conditions d'utilisation étaient connues et que les amateurs de la *Citizen Band* pouvaient dès à présent introduire leur demande auprès de la RTT.

J'ai fait rectifier dans les heures qui ont suivi en précisant qu'il était pour le moins prématuré d'inviter les amateurs de la *Citizen Band* à introduire leur demande de licence, alors même que le Sénat devait encore débattre du projet et, j'espère, le voter. J'ai également précisé que si les arrêtés royaux d'application étaient en cours d'élaboration, à la suite de concertations intervenues la semaine dernière avec les organisations les plus représentatives des utilisateurs de la bande 27, ces arrêtés devaient encore être délibérés — je réponds ici à un souci exprimé par M. Perin — en Conseil des ministres. Il ne faut pas imaginer qu'à une huitaine de jours de la fin des travaux au plan gouvernemental, il soit encore possible d'envisager l'adoption de ces arrêtés royaux en Conseil des ministres avant les vacances. J'ai donc déclaré qu'ils seront mis au point, approuvés et publiés en septembre.

Il n'est donc pas possible, pour l'instant, d'émettre un avis sur le coût de la licence et de l'ouverture du dossier. Il n'y a pas encore de décision; il y eut un simple échange de vues sur des ordres de grandeur avec les organisations représentatives de la *Citizen Band*.

On a estimé que ce coût était excessif. Puis-je attirer l'attention de votre honorable assemblée sur le fait que l'application de la loi entraînera un surcroît de tâches à la RTT, que du personnel devra être affecté à ce service et qu'il faudra faire des travaux inexistant à l'heure actuelle? Dès lors, il faut qu'à tout le moins, le coût de la licence réclamé aux utilisateurs couvre le coût du service et les prestations que cette utilisation entraîne.

M'avancé quelque peu sur le terrain des intentions du gouvernement, pour répondre à un souci qui a été exprimé ici, j'ajoute que je n'exclus pas la possibilité d'envisager ultérieurement, comme ce fut fait pour les communications téléphoniques, l'application d'un tarif social en faveur des handicapés, dont le cas a été précisément soulevé. Dans un avenir plus ou moins proche, soit après quelques mois d'application, nous verrons s'il n'y a pas lieu d'envisager des mesures à caractère social dans le secteur des radiocommunications.

Par contre, j'attire votre attention sur le problème que poserait l'utilisation de la radiocommunication pour des échanges à longue distance. Nous nous heurterions — et c'est déjà le cas — au prescrit de conventions internationales. N'oublions pas qu'en la matière, la Belgique a des conventions avec de nombreux voisins au nord, à l'est, au sud et au sud-ouest. Nous devons absolument tenir compte de ces conventions qui nous lient en matière de radiocommunications à différents pays.

J'ajoute, pour autant que de besoin, que ce type de communications à longue distance n'est pas mis en cause par le présent projet de loi. Il peut être envisagé dans le cadre du radio-amateurisme, c'est-à-dire sur une autre gamme de fréquences et avec des conditions d'accès éminemment différentes.

Enfin, vous m'avez interrogé sur les conséquences en matière de radio libre. Vous avez relevé une approche différente du problème de la part des ministres responsables, chacun pour ce qui le concerne, des deux communautés. Il est exact que la radiodiffusion, qu'il faut distinguer de la radiocommunication, est une matière qui relève de la compétence des conseils culturels et des ministres des communautés. Comment régler cette matière? Je n'ai pas compétence pour m'avancer sur un tel terrain.

C'est la raison pour laquelle le gouvernement a remis ce projet à l'ordre du jour. Il avait été mis au point par mon collègue M. Defosset, qui l'avait soumis à l'avis du Conseil d'Etat, mais n'avait pu en mener à bien l'aboutissement. Dès que le gouvernement actuel s'est saisi de ce projet, j'ai constitué un groupe de travail associant mes collègues responsables des communautés, afin que les textes qui les concernent soient mis au point avec leur accord.

Il appartiendra à ce groupe de travail — dont je fais partie, bien entendu, mais uniquement sur le plan technique et technologique — de définir les lignes directrices de l'attitude à adopter en matière de radio libre. En fin de compte, pour l'application, il est clair qu'il

pourrait y avoir une différence d'attitude entre les responsables des communautés, et donc au niveau des utilisateurs. Vous aurez pu lire dans le projet de loi que les décisions d'octroi de licence et d'autorisation d'opérer ne pourront être prises ou délivrées par la Régie que sur un avis conforme des ministres responsables des communautés, chacun pour ce qui le concerne. Il n'est donc pas exclu que les modalités d'utilisation varient d'une communauté à l'autre. Si cette réponse de ma part ne vous satisfait pas, je vous invite à interroger mes collègues responsables des communautés, et ce, bien entendu, devant les Conseils culturels.

Je n'ai pas très bien compris l'intervention de M. Humblet. Aucune réglementation n'ayant interdit la vente d'appareils radio-émetteurs, il existe certainement chez les importateurs ou les vendeurs des stocks d'appareils qui devront, aux termes de la loi, être soumis à agrégation. Je ne vois pas le problème. La loi est précise. Les appareils doivent être soumis à agrégation avant la vente ou la mise en location. Il appartient donc aux importateurs, grossistes ou détaillants actuellement détenteurs de ces appareils dont l'utilisation n'est pas légale, de les faire agréer dès la mise en application de la loi.

Je ne crois pas qu'il faille répondre au souhait de M. Humblet tendant à prévoir un moratoire d'un an pour donner aux détenteurs d'appareils le temps de se défaire de leur stock dans des conditions non conformes à la loi.

J'ai apprécié le caractère positif de l'intervention de M. Perin. Qu'il me permette quelques observations.

Il est exact que nous avons voulu répondre à un besoin évident dans un domaine où il y a une discordance patente entre la loi et l'évolution des faits ou même l'évolution technologique dans un secteur déterminé. Nous ne pouvons courir le risque d'une anarchie à l'italienne. Je suppose que personne ne le souhaite. Une liberté totale porte préjudice à bon nombre d'utilisateurs au simple niveau de la réception.

A l'heure actuelle déjà, très nombreuses sont les plaintes que nous recevons, tant à mon niveau qu'à celui de la Régie, de détenteurs d'appareils récepteurs de radio et de télévision dont la réception est régulièrement et fortement perturbée par les activités de radio-amateurs peu scrupuleux ou utilisant des matériels peu fiables.

Il y a donc une volonté de libérer certes, mais sans aller jusqu'à une anarchie qui serait préjudiciable à une très large catégorie de citoyens.

M. Perin s'inquiète de savoir si une solution, bonne dans sa philosophie générale, ne pourrait, par le biais d'une loi-cadre, devenir exécutable si elle n'était pas mise objectivement en pratique.

Je voudrais tout d'abord souligner que si l'on avait déposé un amendement tendant à ce que les arrêtés royaux d'application soient délibérés en Conseil des ministres, je ne m'y serais pas opposé. La raison en est simple: ces arrêtés royaux seront, en effet, délibérés en Conseil des ministres et le ministre des PTT n'en sera donc pas seul responsable. Je crains cependant qu'il ne soit plus possible de les soumettre à cette instance avant la prochaine rentrée, c'est-à-dire le 7 septembre.

J'aurais souhaité — je l'ai déclaré à la Chambre des représentants et confirmé devant le Sénat — pouvoir soumettre ces arrêtés royaux à la commission, tout au moins ceux auxquels les parlementaires et les utilisateurs de la bande 27 sont le plus sensibles. Seul un problème de calendrier m'en a empêché.

Il est évident que s'ils sont adoptés en Conseil des ministres, les présenter en commission n'aurait plus aucun sens, chacun pouvant en prendre connaissance dans le *Moniteur belge*.

Je puis vous assurer que je ne veux nullement, en l'occurrence, me soustraire à un dialogue avec les parlementaires, mais je désire répondre à un souci d'urgence que nul n'a contesté.

En ce qui concerne les points les plus délicats, je puis rassurer entièrement M. Perin et les membres du Sénat sur le fait qu'il ne sera pas abusé de ce qui a été appelé « un pouvoir d'appréciation illimité ». La matière est, en effet, trop délicate pour prendre des dispositions ou des attitudes ne correspondant pas à un souci démocratique largement exprimé.

Si le Sénat et les commissions compétentes des deux Chambres en expriment le désir, je leur présenterai, dès la rentrée, les arrêtés d'application afin d'en débattre et pour en revoir peut-être l'une ou l'autre disposition.

Nous ne voulons pas, dans ce domaine, retirer d'une main, par un excès de contrainte, ce que nous donnons de l'autre, par une modification de la loi de 1930.

Je rejoins entièrement M. Perin lorsqu'il exprime le souci de ne pas voir s'instaurer l'arbitraire dans l'octroi ou le retrait des autorisations d'émettre. Toute autorisation sera basée uniquement, comme c'est le

cas actuellement, sur des critères techniques. Tout retrait d'autorisation sera par contre, motivé non par une simple référence à l'alinéa de l'article concerné, mais par un motif qui justifie véritablement le retrait.

J'ajoute que je veillerai, lors de l'élaboration des arrêtés d'application, à ce que le recours à ce type de retrait ou de révocation d'autorisation soit limité au maximum et ne vise que des cas où, d'évidence, il s'impose.

Si j'ai déclaré, en commission de la Chambre, qu'il m'était impossible d'esquisser le contenu des arrêtés d'application, c'est qu'à ce moment, la concertation avec les organisations représentatives de la *Citizen Band* n'avait pas encore eu lieu. Comme vous le savez, elle s'est déroulée la semaine dernière; elle avait débuté une semaine plus tôt, mais portait alors uniquement sur la définition des critères de représentativité.

Nous avons abouti à certaines conclusions provisoires, et certes pas à des décisions qui, elles, relèvent de la compétence du conseil qui aura à délibérer des arrêtés.

En réponse à M. Perin, permettez-moi de préciser quelque peu l'orientation qui a été prise à l'issue de cette concertation. Pour une période de 24 à 30 mois, serait tolérée l'utilisation des appareils qui sont actuellement dans le public et qui ont été vendus sans restriction, même si leur usage relevait de la plus totale illégalité. Pour les autorisations à délivrer à partir de la date d'application de la loi, on s'en tiendrait à 22 canaux et à une puissance de 500 milliwatts. Enfin, un Conseil national des usagers de la bande 27, se réunissant régulièrement, suivrait dans tous ses aspects l'application de la loi et des arrêtés pour apprécier si des modifications ne doivent pas intervenir dans les mois à venir et soumettre éventuellement au législateur des propositions dans ce sens.

Il est ainsi répondu au souci exprimé par M. Perin de ne pas exclure des modifications ultérieures qui seraient le fruit de l'expérience dans un domaine où, il faut le reconnaître, nous avons tout à apprendre. Des pays voisins nous ont précédé dans la voie de la libéralisation de cette bande de radiocommunications. Peut-être devons-nous nous inspirer de leurs expériences à cet égard, tout en tenant compte de la situation dans notre pays.

La dernière question de M. Perin avait trait au contenu de l'article 13. Il est vrai qu'appliqué *stricto sensu* et de façon rigoureuse, l'article 13 pourrait permettre, par le biais d'une notion extensible de la sécurité publique ou du concept de défense du Royaume, d'en arriver à une interdiction totale ou partielle, et pour des durées variables, de la détention ou de l'usage d'appareils émetteurs.

Je voudrais rassurer M. Perin sur ce point. L'arrêté royal en cause sera lui aussi délibéré en Conseil des ministres. Je suis, de plus, persuadé que le gouvernement aura souci de respecter les libertés fondamentales, en particulier la liberté d'expression, et de ne donner au contenu de cet article 13 qu'un sens restrictif sur la notion même de sécurité publique ou de défense du Royaume.

Pour cet article comme pour les autres dont il a été question, il sera donné une motivation précise des révocations totales ou partielles qui interviendront éventuellement.

Je tiens à remercier le Sénat et en particulier les membres de la commission compétente qui ont œuvré dans des conditions difficiles et dans un esprit constructif auquel je rends hommage.

J'espère que, cet après-midi, le Sénat votera cette importante législation dont l'aboutissement est souhaité par une large fraction de l'opinion publique et qui ouvrira, après plusieurs années d'attente, un immense espoir chez les usagers.

Il n'est pas en mon pouvoir, ni en celui du gouvernement, de freiner les initiatives du parquet en la matière.

Depuis quelques mois, des poursuites ont été intentées, des opérations de saisie de matériel ont été réalisées, selon des modalités d'ailleurs variables d'une région à l'autre, ce qui accroissait le sentiment d'injustice et de discrimination de ceux qui en étaient l'objet. Très souvent d'ailleurs, ils étaient de bonne foi, la vente étant intervenue sans aucune restriction ni contrainte.

C'est en pensant à ces centaines de milliers de nos concitoyens qui pourront rentrer dans la légalité, que j'exprime l'espoir que le Sénat se prononce à l'unanimité sur cet important projet de loi. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles, compte tenu des corrections matérielles signalées par le rapporteur aux articles 5, 9 et 17.

Vraagt niemand meer het woord in de algemene beraadslaging? Zo neen, dan verklaar ik ze voor gesloten en gaan wij over tot de

behandeling van de artikelen, rekening houdend met de materiële verbeteringen, meegedeeld door de verslaggever, aan de artikelen 5, 9 en 17. (*Instemming.*)

L'article 1^{er} est ainsi rédigé :

Artikel 1. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1^o Minister : de minister of de staatssecretaris tot wiens bevoegdheid de telegrafie en de telefonie behoren;

2^o Regie : de Regie van Telegrafie en Telefonie;

3^o Radioverbinding : elke overbrenging, door middel van radio-elektrische golven, van inlichtingen van alle aard, inzonderheid van klanken, teksten, beelden, overeengekomen tekens, numerieke of analoge uitdrukkingen, seinen voor afstandsbediening, seinen bestemd voor de opsporing of voor de bepaling van de plaats of de beweging van voorwerpen.

Worden als radio-elektrische golven beschouwd de hierna vermelde verschijnselen voor zover de frequentie van de geseinde elektromagnetische trillingen begrepen is tussen 10 kilohertz en 3 000 gigahertz :

a) De voortplanting van de elektromagnetische energie door in de ruimte en langs het aardoppervlak uitgestraalde hertzgolven;

b) De voortplanting van de elektromagnetische energie door het sturen langs leidraden, met uitsluiting van die welke speciaal opgevat zijn om een dergelijke seining te realiseren zonder straling in de ruimte buiten die leidraden te veroorzaken;

c) De voortplanting van de elektromagnetische energie door het sturen langs diëlektrische leidraden;

d) De overbrenging van de elektromagnetische energie door inductie in de ruimte;

4^o Zend- of ontvangoestel voor radioverbinding : iedere generator of ontvanger van elektromagnetische trillingen gebouwd om radiobereichten uit te zenden of te ontvangen met uitzondering van de toestellen die uitsluitend voor de ontvangst van de klank- en televisie-omroepuitzendingen bestemd zijn;

5^o Station voor radioverbinding : het geheel samengesteld uit een zendtoestel, een ontvangoestel of een zend-ontvangoestel voor radioverbinding en de ermee verbonden antennes;

6^o Net voor radioverbinding : het geheel samengesteld uit verscheidene stations voor radioverbinding die met elkaar in verbinding mogen treden binnen de grenzen van een vergunning die aan een enkele fysieke of morele persoon werd afgeleverd;

7^o Radio-omroepdienst : dienst voor radioverbinding die uitzendingen doet welke bestemd zijn om rechtstreeks door het publiek in het algemeen te worden ontvangen. Die dienst kan bestaan uit klank-, televisie- of andere soorten van uitzendingen;

8^o Radio-omroepstation : station van een radio-omroepdienst.

Article 1^{er}. Pour l'application de la présente loi, on entend par :

1^o Ministre : le ministre ou le secrétaire d'Etat ayant les télégraphes et les téléphones dans ses attributions;

2^o Régie : la Régie des Télégraphes et des Téléphones;

3^o Radiocommunications : toute transmission, au moyen d'ondes radioélectriques, d'informations de toute nature, notamment de sons, textes, images, signes conventionnels, expressions numériques ou analogiques, signaux de commande à distance, signaux destinés au repérage ou à la détermination de la position ou du mouvement d'objets.

Sont considérés comme ondes radioélectriques, les phénomènes physiques ci-après, pour autant que la fréquence des oscillations électromagnétiques transmises soit comprise entre 10 kilohertz et 3 000 gigahertz :

a) La propagation de l'énergie électromagnétique par ondes hertziennes rayonnées dans l'espace ou à la surface de la terre;

b) La propagation de l'énergie électromagnétique par guidage le long de conducteurs, à l'exclusion de ceux qui sont spécialement conçus pour assurer une telle transmission sans provoquer de rayonnement dans l'espace extérieur à ces conducteurs;

c) La propagation de l'énergie électromagnétique par guidage le long de supports diélectriques;

d) Le transfert de l'énergie électromagnétique par induction dans l'espace;

4^o Appareil, émetteur ou récepteur de radiocommunication : tout générateur ou récepteur d'oscillations électromagnétiques conçu pour émettre ou recevoir des radiocommunications, à l'exception des appareils destinés exclusivement à la réception des émissions de radiodiffusion sonore ou télévisuelle;

5^o Station de radiocommunication : l'ensemble formé par un appareil émetteur, un appareil récepteur ou un appareil émetteur-récepteur de radiocommunication et les antennes associées;

6^o Réseau de radiocommunication : l'ensemble formé par plusieurs stations de radiocommunication pouvant communiquer entre elles dans les limites d'une autorisation délivrée à une seule personne physique ou morale;

7^o Service de radiodiffusion : service de radiocommunication dont les émissions sont destinées à être reçues directement par le public en général. Ce service peut comprendre des émissions sonores, des émissions de télévision ou d'autres genres d'émissions;

8^o Station de radiodiffusion : station d'un service de radiodiffusion.

— Aangenenom.

Adopté.

Art. 2. De Regie is gemachtigd alle diensten voor radioverbinding, in te richten en te exploiteren, met uitsluiting van de radio-omroepdiensten.

Zij kan met name gemachtigd worden het transport langs straalverbinding te verzekeren van radio-omroepprogrammasignalen.

Art. 2. La Régie est autorisée à entreprendre et à exploiter tout service de radiocommunication, à l'exclusion des services de radiodiffusion.

Elle peut notamment être autorisée à assurer le transport par faisceau hertzien de signaux porteurs de programmes de radiodiffusion.

— Aangenenom.

Adopté.

Art. 3. § 1. Niemand mag in het Rijk noch aan boord van een zeeschip, een binnenschip, een luchtvaartuig of enige andere drager onderworpen aan het Belgisch recht, een zend- of ontvangoestel voor radioverbinding houden, of een station of een net voor radioverbinding aanleggen en doen werken zonder schriftelijke vergunning van de minister. Deze vergunning is persoonlijk en kan worden ingetrokken.

§ 2. De Koning bepaalt de algemene regels inzake toekenning en intrekking van de in § 1 bedoelde vergunningen. Hij kan bepalen in welke gevallen die vergunningen niet vereist zijn.

§ 3. De minister bepaalt de verplichtingen van de houders van een vergunning en de voorwaarden waaraan de toegelaten stations en netten voor radioverbinding moeten voldoen. Hij kan zijn bevoegdheid tot het verlenen en intrekken van vergunningen overdragen aan een ambtenaar van de Regie, hierna te noemen zijn gemachtigde.

§ 4. De in § 1 bedoelde vergunningen zijn niet vereist voor de openbare radio-omroepdiensten, noch voor de stations voor radioverbinding die voor militaire doeleinden of met het oog op de openbare veiligheid aangelegd en gebruikt worden door de diensten die onder de minister van Landsverdediging ressorteren, door de Noord-atlantische Verdragsorganisatie en door de Geallieerde Strijdkrachten.

§ 5. Voor de private radio-omroepdiensten worden de in § 1 bedoelde vergunningen slechts afgeleverd na eensluidend advies van de ministers tot wiens bevoegdheid de radio-omroep behoort, ieder voor wat hem betreft.

Art. 3. § 1^{er}. Nul ne peut, dans le Royaume ou à bord d'un navire, d'un bateau, d'un aéronef ou de tout autre support soumis au droit belge, détenir un appareil émetteur ou récepteur de radiocommunication, ni établir et faire fonctionner une station ou un réseau de radiocommunication sans avoir obtenu l'autorisation écrite du ministre. Cette autorisation est personnelle et révocable.

§ 2. Le Roi fixe les règles générales d'octroi et de révocation des autorisations visées au § 1^{er}. Il peut déterminer les cas où ces autorisations ne sont pas requises.

§ 3. Le ministre fixe les obligations des titulaires d'une autorisation ainsi que les conditions auxquelles doivent satisfaire les stations et réseaux de radiocommunication autorisés. Il peut déléguer son pouvoir d'accorder et de révoquer des autorisations à un fonctionnaire de la Régie, ci-après dénommé son délégué.

§ 4. Les autorisations visées au § 1^{er} ne sont pas requises pour les services publics de radiodiffusion, ni pour les stations de radiocommunication établies et utilisées à des fins militaires ou de sécurité publique par les services relevant du ministre de la Défense nationale, par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et par les Forces alliées.

§ 5. Pour les services de radiodiffusion privés, les autorisations visées au § 1^{er} ne sont accordées qu'après avis conforme des ministres

ayant la radiodiffusion dans leurs attributions, chacun pour ce qui le concerne.

— Aangenomen.
Adopté.

Art. 4. Niemand mag in het Rijk, noch aan boord van een zeeschip, een binnenschip, een luchtvaartuig of enige andere drager onderworpen aan het Belgisch recht:

a) Radioverbindingen uitzenden of trachten uit te zenden die de eerbied voor de wetten, de veiligheid van de Staat, de openbare orde of de goede zeden aantasten of een belediging uitmaken jegens een vreemde Staat;

b) Valse of bedrieglijke alarm-, spoed- of noodseinen of noodoproepen uitzenden of trachten uit te zenden;

c) Radioverbindingen die niet voor hem bestemd zijn, opvangen of trachten op te vangen. Indien zulke verbindingen onopzettelijk worden ontvangen, mogen zij noch weergegeven, noch aan derden medegedeeld, noch voor enig doeleinde worden gebruikt en zelfs aan hun bestaan mag geen bekendheid worden gegeven, behalve in de gevallen door de wet opgelegd of toegestaan.

Art. 4. Nul ne peut, dans le Royaume ou à bord d'un navire, d'un bateau, d'un aéronef ou de tout autre support soumis au droit belge:

a) Emettre ou tenter d'émettre des radiocommunications portant atteinte au respect des lois, à la sécurité de l'Etat, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ou constituant une offense à l'égard d'un Etat étranger;

b) Emettre ou tenter d'émettre des signaux d'alarme, d'urgence ou de détresse ou des appels de détresse faux ou trompeurs;

c) Capter ou tenter de capter des radiocommunications qui ne lui sont pas destinées. Si de telles communications sont involontairement reçues, elles ne peuvent être reproduites, ni communiquées à des tiers, ni utilisées à une fin quelconque et leur existence même ne peut être révélée sauf dans les cas imposés ou autorisés par la loi.

— Aangenomen.
Adopté.

Art. 5. Niemand mag in het Rijk noch aan boord van een zeeschip, een binnenschip, een luchtvaartuig of enige andere drager onderworpen aan het Belgisch recht en niemand mag buiten het Rijk, overgaan tot, noch rechtstreeks of onrechtstreeks meewerken aan de opstelling of de exploitatie van een radio-omroepstation opgesteld aan boord van een zeeschip, luchtvaartuig of elk ander drijvend of door de lucht gedragen voorwerp, ongeacht de nationaliteit ervan, waarvan de uitzendingen, geheel of gedeeltelijk bedoeld zijn om te worden ontvangen of de mogelijkheid bieden om ontvangen te worden op het grondgebied van een der overeenkomstsluitende landen van de Europese Overeenkomst voor de beteugeling van radio-omroepuitzendingen buiten nationaal grondgebied, opgemaakt te Straatsburg op 22 januari 1965 en goedgekeurd bij wet van 18 juli 1967.

Worden beschouwd als daden van exploitatie: het realiseren, bekostigen en uitzenden van de programma's van deze stations.

Worden beschouwd als daden van medewerking:

a) Het leveren, onderhouden en herstellen van materiaal;

b) Het bevoorraden;

c) Het ter beschikking stellen van vervoermiddelen voor of het vervoeren van personen, materiaal of voorraden;

d) Het bestellen of het vervaardigen van produktes van welke aard ook, daaronder begrepen publiciteit, bestemd om te worden omgeroepen;

e) Het verlenen van diensten op het gebied van publiciteit ten behoeve van de betrokken stations.

De bepalingen van dit artikel gelden niet voor handelingen verricht met het oog op hulpverlening aan of redding van een zeeschip, een luchtvaartuig, een drijvend of door de lucht gedragen voorwerp of een ruimteschip in nood of met het oog op de bescherming van mensenlevens.

Art. 5. Nul ne peut, dans le Royaume ou à bord d'un navire, d'un bateau, d'un aéronef ou de tout autre support soumis au droit belge et nul ne peut, hors du Royaume, établir ou exploiter, ni collaborer directement ou indirectement à l'établissement ou à l'exploitation d'une station de radiodiffusion installée à bord d'un navire, d'un

aéronef ou de tout autre objet flottant ou aéroporté de quelque nationalité que ce soit, dont les émissions sont destinées à être reçues ou sont susceptibles d'être reçues, en tout ou en partie, sur le territoire d'un des pays contractants de l'Accord européen pour la répression des émissions de radiodiffusion effectuées hors des territoires nationaux, conclu à Strasbourg le 22 janvier 1965 et approuvé par la loi du 18 juillet 1967.

Sont considérés comme des actes d'exploitation: la réalisation, le financement et l'émission des programmes de ces stations.

Sont considérés comme des actes de collaboration:

a) La fourniture, l'entretien et la réparation de matériel;

b) La fourniture d'approvisionnement;

c) La fourniture de moyens de transport ou le transport de personnes, de matériel ou d'approvisionnement;

d) La commande ou la réalisation de productions de toute nature, y compris la publicité, destinées à être radiodiffusées;

e) La fourniture de services concernant la publicité en faveur des stations intéressées.

Les dispositions du présent article ne visent pas les actes accomplis en vue de secourir ou d'assurer le sauvetage d'un navire, d'un aéronef, d'un objet flottant ou aéroporté ou d'un engin spatial en détresse ou de sauvegarder la vie humaine.

— Aangenomen.
Adopté.

Art. 6. Onverminderd de bepalingen van de internationale akkoorden die België heeft ondertekend of van de ter uitvoering van die akkoorden vastgestelde reglementen, mag een station voor radioverbinding dat aangelegd is aan boord van een zich in het Rijk bevindend zeeschip of luchtvaartuig, ongeacht de nationaliteit van dit zeeschip of luchtvaartuig, niet met andere stations voor radioverbinding in verbinding treden dan door tussenkomst van de Belgische landstations van de mobiele zee- of luchtvaartdienst, al naar het geval.

De bepalingen van het eerste lid zijn niet van toepassing op:

a) De radioverbindingen tot stand gebracht voor militaire doeleinden of met het oog op de openbare veiligheid door de diensten die onder de minister van Landsverdediging ressorteren, door de Noord-atlantische Verdragsorganisatie en door de Geallieerde Strijdkrachten;

b) De nood-, alarm-, spoed- en veiligheidsseinen evenals op de noodoproepen en -berichten en de beantwoording ervan.

De minister kan, in speciale omstandigheden, toelaten dat sommige radioverbindingen worden gerealiseerd in afwijking van de bepalingen van het eerste lid.

Art. 6. Sans préjudice des dispositions des accords internationaux auxquels la Belgique a souscrit ou des règlements pris en exécution de ces accords, une station de radiocommunication installée à bord d'un navire ou d'un aéronef se trouvant dans le Royaume ne peut, quelle que soit la nationalité de ce navire ou de cet aéronef, communiquer avec d'autres stations de radiocommunication que par l'intermédiaire des stations terrestres belges des services mobiles maritimes ou aéronautiques, selon le cas.

Les dispositions de l'alinéa premier ne s'appliquent pas:

a) Aux radiocommunications établies à des fins militaires ou de sécurité publique par les services relevant du ministre de la Défense nationale, par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et par les Forces alliées;

b) Aux signaux de détresse, d'alarme, d'urgence et de sécurité ainsi qu'aux appels et messages de détresse et aux réponses qui leur sont données.

Le ministre peut, dans des circonstances spéciales, permettre l'établissement de certaines radiocommunications en dérogation aux dispositions du premier alinéa.

— Aangenomen.
Adopté.

Art. 7. Geen zend- of ontvangoestel voor radioverbinding mag te koop of ter verhuring aangeboden worden als een exemplaar ervan niet door de Regie goedgekeurd is als beantwoordend aan de technische voorschriften vastgesteld door de minister.

De nadere regelen inzake de goedkeuring worden door de minister bepaald; deze laatste of zijn gemachtigde kan vrijstelling van de

goedkeuring verlenen voor prototypen van toestellen die uitsluitend voor de uitvoer bestemd zijn.

Het eerste lid is niet van toepassing op het radio-elektrisch materiaal dat voor militaire doeleinden of met het oog op de openbare veiligheid wordt besteld door de diensten die onder de minister van Landsverdediging ressorteren, door de Noordatlantische Verdragsorganisatie en door de Geallieerde Strijdkrachten.

Art. 7. Aucun appareil émetteur ou récepteur de radiocommunication ne peut être mis en vente ou en location si un exemplaire n'a pas été agréé par la Régie comme satisfaisant aux prescriptions techniques fixées par le ministre.

Les modalités de l'agrément sont arrêtées par le ministre. Celui-ci ou son délégué peut dispenser de cet agrément des prototypes d'appareils destinés exclusivement à l'exportation.

L'alinéa premier n'est pas applicable au matériel radioélectrique commandé à des fins militaires ou de sécurité publique par les services relevant du ministre de la Défense nationale, par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et par les Forces alliées.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 8. Het is verboden een zend- of ontvanger voor radioverbinding te verkopen, te verhuren, in leen te geven of te schenken aan iemand die de in artikel 3, § 1, voorgeschreven vergunning voor het houden van een dergelijk toestel niet heeft verkregen. De minister of zijn gemachtigde kan dit verbod opheffen voor toestellen die uitsluitend voor de uitvoer bestemd zijn.

Iedere constructeur, verkoper of verhuurder van zend- of ontvanger toestellen voor radioverbinding en een ieder die, zelfs toevallig, een toestel of een stel van losse stukken waarmee een zodanig toestel gebouwd kan worden, verkoopt, verhuurt, in leen geeft of schenkt, moet daarvan aangifte doen bij de minister of bij zijn gemachtigde.

De aangifte moet vermelden:

- 1° De aard en de datum van de verrichting;
- 2° De naam en voornamen of de firma en het adres van de verkrijger;
- 3° Het nummer van de in artikel 3, § 1, bedoelde vergunning.

De aangever moet zich van de juistheid van die inlichtingen vergewissen. Hij mag daartoe eisen dat de identiteitskaart van de verkrijger of enig ander bewijsstuk wordt overgelegd.

De Koning bepaalt de nadere regelen voor de toepassing van dit artikel en stelt de passende controlemaatregelen vast.

Dit artikel is niet van toepassing op het radio-elektrisch materiaal dat voor militaire doeleinden of met het oog op de openbare veiligheid werd besteld door de diensten die onder de ministers van Justitie, van Binnenlandse Zaken of van Landsverdediging ressorteren, door de Noordatlantische Verdragsorganisatie en door de Geallieerde Strijdkrachten.

Art. 8. Il est interdit de vendre, de donner en location, de prêter ou de donner un appareil émetteur ou récepteur de radiocommunication à quiconque n'a pas obtenu l'autorisation de détention d'un tel appareil, prévue par l'article 3, § 1^{er}. Le ministre ou son délégué peut lever cette interdiction pour des appareils qui sont destinés exclusivement à l'exportation.

Les constructeurs, vendeurs ou loueurs d'appareils émetteurs ou récepteurs de radiocommunication et toute personne qui, même occasionnellement, vend, donne en location, prête ou donne un appareil ou un ensemble de pièces détachées permettant la construction d'un tel appareil, doivent en faire la déclaration au ministre ou à son délégué.

La déclaration doit indiquer:

- 1° La nature et la date de l'opération;
- 2° Les nom et prénoms ou la raison sociale et l'adresse de l'acquéreur;
- 3° Le numéro de l'autorisation prévue par l'article 3, § 1^{er}.

Le déclarant doit s'assurer de l'exactitude de ces renseignements. Il peut dans ce but exiger la présentation de la carte d'identité de l'acquéreur ou de toute autre pièce probante.

Le Roi arrête les modalités d'application du présent article et détermine les mesures de contrôle appropriées.

Le présent article n'est pas applicable au matériel radioélectrique qui a été commandé à des fins militaires ou de sécurité publique par les services relevant des ministres de la Justice, de l'Intérieur ou de la

Défense nationale, par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et par les Forces alliées.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 9. De constructeurs, verkopers of verhuurders van zend- of ontvanger toestellen voor radioverbinding zijn verplicht dag per dag in een register, enerzijds, iedere aanschaffing en, anderzijds, iedere verkoop, verhuring, inleenging of schenking van een of meer toestellen of stellen van losse stukken die het bouwen van die toestellen mogelijk maken, op te tekenen.

De Koning bepaalt de nadere regelen voor de toepassing van dit artikel en stelt de passende controlemaatregelen vast.

Dit artikel is niet van toepassing op het radio-elektrisch materiaal dat voor militaire doeleinden of met het oog op de openbare veiligheid wordt besteld door de diensten die onder de ministers van Justitie, van Binnenlandse Zaken of van Landsverdediging ressorteren, door de Noordatlantische Verdragsorganisatie en door de Geallieerde Strijdkrachten.

Art. 9. Les constructeurs, vendeurs ou loueurs d'appareils émetteurs ou récepteurs de radiocommunication sont tenus d'inscrire, jour par jour, dans un registre, d'une part, chaque approvisionnement et, d'autre part, chaque vente, location, prêt ou don d'un ou de plusieurs appareils ou ensembles de pièces détachées permettant la construction de ces appareils.

Le Roi arrête les modalités d'application du présent article et détermine les mesures de contrôle appropriées.

Le présent article n'est pas applicable au matériel radioélectrique commandé à des fins militaires ou de sécurité publique par les services relevant des ministres de la Justice, de l'Intérieur ou de la Défense nationale, par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et par les Forces alliées.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 10. De Koning stelt de verordeningen van algemeen bestuur en de politieverordeningen betreffende de radioverbindingen alsook de verordeningen betreffende hun bescherming vast, inzonderheid de technische voorschriften waaraan de toestellen die radio-elektrische storingen kunnen verwekken, moeten voldoen.

De verordeningen van algemeen bestuur die de radio-omroep aangaan, worden getroffen op de voordracht van de ministers tot wier bevoegdheid de radioverbindingen enerzijds en de radio-omroepdiensten van de betrokken gemeenschap anderzijds behoren.

Art. 10. Le Roi arrête les règlements d'administration générale et de police relatifs aux radiocommunications et les règlements relatifs à la protection de celles-ci, notamment les prescriptions techniques auxquelles doivent satisfaire tous appareils susceptibles d'engendrer des perturbations radioélectriques.

Les règlements d'administration générale qui concernent la radio-diffusion sont pris sur la proposition des ministres qui ont dans leurs attributions les radiocommunications d'une part et les services de radiodiffusion de la communauté intéressée d'autre part.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 11. De Koning stelt het bedrag vast van de rechten die moeten worden betaald door de aanvragers en titularissen van de in artikel 3, § 1, bedoelde vergunningen. Hij bepaalt de betalingsmodaliteiten van deze rechten.

Art. 11. Le Roi fixe le montant des redevances à payer par les demandeurs et titulaires des autorisations visées à l'article 3, § 1^{er}. Il détermine les modalités de paiement de ces redevances.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 12. De Koning bepaalt onder welke voorwaarden de houder van een vergunning voor zijn kosten wordt vergoed wanneer hem, om redenen van openbaar belang, een technische wijziging van zijn zend- of ontvanger toestel voor radioverbinding opgelegd wordt.

Art. 12. Le Roi détermine les conditions dans lesquelles le titulaire d'une autorisation est indemnisé de ses frais lorsqu'une modification technique de ses appareils émetteurs ou récepteurs de radiocommunication lui est imposée pour des raisons d'intérêt public.

— Aangenomen.
Adopté.

Art. 13. Wanneer de openbare veiligheid of de verdediging van het Rijk het vergt, mag de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, het houden of het gebruik van zend- en ontvangtoestellen voor radioverbinding geheel of gedeeltelijk verbieden gedurende de termijn die Hij vaststelt.

Hij mag daartoe alle nuttige maatregelen voorschrijven, inzonderheid de toestellen onder sequester doen plaatsen of op een bepaalde plaats doen deponeren.

Deze maatregelen geven geen aanleiding tot enigerlei vergoeding.

Art. 13. Lorsque la sécurité publique ou la défense du Royaume l'exigent, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, interdire en tout ou en partie et durant le temps qu'il détermine, la détention ou l'usage d'appareils émetteurs ou récepteurs de radiocommunication.

Il peut prescrire toutes mesures utiles à cette fin, notamment la mise sous séquestre ou le dépôt des appareils en un lieu déterminé.

Ces mesures ne donnent lieu à aucune indemnité.

— Aangenomen.
Adopté.

Art. 14. De Koning kan de hoedanigheid van officier van de gerechtelijke politie toekennen aan de personeelsleden van de Regie die Hij belast met het vaststellen van de overtredingen van deze wet en van de ter uitvoering ervan genomen besluiten. Deze personeelsleden hebben voorrang ten aanzien van andere officieren van gerechtelijke politie, met uitzondering van de procureur des Konings en van de onderzoeksrechter. Hun processen-verbaal zijn rechtsgeldig tot bewijs van het tegendeel.

Art. 14. Le Roi peut conférer la qualité d'officier de police judiciaire aux agents de la Régie qu'il charge de constater les infractions à la présente loi et aux arrêtés pris en exécution de celle-ci. Ces agents ont priorité à l'égard des autres officiers de police judiciaire, à l'exception du procureur du Roi et du juge d'instruction. Leurs procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire.

— Aangenomen.
Adopté.

Art. 15. Inbreuk op de artikelen 3 en 4 van deze wet en van de ter uitvoering van artikel 13 genomen besluiten wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en met geldboete van tweehonderd tot tweeduizend frank of met één van die straffen alleen.

Inbreuk op artikel 5 van deze wet wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en met geldboete van tienduizend tot honderdduizend frank of met één van die straffen alleen.

Inbreuk op de artikelen 6, 7, 8 en 9 van deze wet en van de ter uitvoering van de artikelen 7, 8, 9 en 10 genomen besluiten wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met geldboete van honderd tot duizend frank of met één van die straffen alleen.

De verbeurdverklaring van zonder vergunning gehouden zend- of ontvangtoestellen voor radioverbinding en van elk voorwerp dat in het bijzonder bestemd is voor hun werking, wordt altijd uitgesproken.

Artikel 8, § 1, van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschroting, het uitstel en de probatie is niet van toepassing op deze verbeurdverklaring.

De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en van artikel 85, zijn van toepassing op de overtredingen van deze wet en van de ter uitvoering ervan genomen besluiten.

Art. 15. Les infractions aux articles 3 et 4 de la présente loi et aux arrêtés pris en exécution de l'article 13 sont punies d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de deux cents à deux mille francs ou d'une de ces peines seulement.

Les infractions à l'article 5 de la présente loi sont punies d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de dix mille à cent mille francs ou d'une de ces peines seulement.

Les infractions aux articles 6, 7, 8 et 9 de la présente loi et aux arrêtés pris en exécution des articles 7, 8, 9 et 10 sont punies d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de cent à mille francs ou d'une de ces peines seulement.

La confiscation des appareils émetteurs ou récepteurs de radiocommunication détenus sans autorisation et de tout accessoire spécialement destiné au fonctionnement de ceux-ci sera toujours prononcée.

L'article 8, § 1^{er}, de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation n'est pas applicable à cette confiscation.

Les dispositions du livre I^{er} du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions à la présente loi et aux arrêtés pris en exécution de celle-ci.

— Aangenomen.
Adopté.

Art. 16. De bepalingen van de artikelen 180, 180bis en 180ter van het Wetboek van strafvordering zijn toepasselijk bij inbreuk op de artikelen 6, 7, 8 en 9 van deze wet en van de ter uitvoering van de artikelen 7, 8, 9 en 10 genomen besluiten.

Art. 16. Les dispositions des articles 180, 180bis et 180ter du Code d'instruction criminelle sont applicables en cas d'infractions aux articles 6, 7, 8 et 9 de la présente loi et aux arrêtés pris en exécution des articles 7, 8, 9 et 10.

— Aangenomen.
Adopté.

Art. 17. De wet van 14 mei 1930 over de radiotelegrafie, de radiotelefonie en andere radioverbindingen, gewijzigd bij de wetten van 24 december 1957 en 18 december 1962, wordt opgeheven.

De personeelsleden van de Regie aan wie bij toepassing van het artikel 9 van die wet de hoedanigheid van agent van de gerechtelijke politie werd toegekend behouden evenwel die hoedanigheid tot de Koning in de toepassing van artikel 14 van deze wet heeft voorzien.

Art. 17. La loi du 14 mai 1930 sur la radiotélégraphie, la radiotéléphonie et autres radiocommunications, modifiée par les lois des 24 décembre 1957 et 18 décembre 1962 est abrogée.

Toutefois les agents de la Régie à qui la qualité d'agent de la police judiciaire a été conférée en vertu de l'article 9 de cette loi conservent cette qualité jusqu'à ce que le Roi ait pourvu à l'application de l'article 14 de la présente loi.

— Aangenomen.
Adopté.

Art. 18. In artikel 23, derde lid, van de wet van 19 juli 1930 tot oprichting van de Regie van Telegraaf en Telefoon vervallen de woorden « bij artikel 1 van de wet van 14 mei 1930 op de radiotelegrafie, de radiotelefonie en andere radioverbindingen ».

Art. 18. Dans l'article 23, alinéa 3, de la loi du 19 juillet 1930, créant la Régie des Télégraphes et des Téléphones, les mots « par l'article 1^{er} de la loi du 14 mai 1930 sur la radiotélégraphie, la radiotéléphonie et autres radiocommunications » sont supprimés.

— Aangenomen.
Adopté.

Art. 19. De onderscheidene bepalingen van deze wet worden door de Koning in werking gesteld en toepasselijk verklaard op de data en volgens de regelen welke Hij bepaalt.

Art. 19. L'entrée en vigueur et la mise en application des diverses dispositions de la présente loi sont assurées par le Roi aux dates et selon les modalités qu'il fixe.

— Aangenomen.
Adopté.

M. le Président. — Il sera procédé cet après-midi au vote de l'ensemble du projet de loi.

Er zal deze namiddag worden gestemd over het ontwerp van wet in zijn geheel.

ONTWERP VAN WET WAARBIJ DE REGIE VAN TELEGRAFIE EN TELEFONIE GEMACHTIGD WORDT ONDER WAARBORG VAN DE STAAT, LENINGEN UIT TE GEVEN VOOR EEN TOTAAL NOMINAAL BEDRAG VAN 11 MILJARD FRANK TOT DEKKING VAN NIEUWE UITGAVEN VAN EERSTE AANLEG

Algemene beraadslaging en stemming over de artikelen

PROJET DE LOI AUTORISANT LA REGIE DES TELEGRAPHES ET DES TELEPHONES A EMETTRE, SOUS LA GARANTIE DE L'ETAT, DES EMPRUNTS A CONCURRENCE D'UN MONTANT NOMINAL TOTAL DE 11 MILLIARDS DE FRANCS POUR COUVRIR DE NOUVELLES DEPENSES DE PREMIER ETABLISSEMENT

Discussion générale et vote des articles

De Voorzitter. — Aan de orde is de bespreking van het ontwerp van wet waarbij de RTT gemachtigd wordt leningen uit te geven onder waarborg van de Staat.

Nous abordons l'examen du projet de loi autorisant la RTT d'émettre des emprunts sous la garantie de l'Etat.

De algemene beraadslaging is geopend.

La discussion générale est ouverte.

Het woord is aan de verslaggever.

De heer Vanderborcht, verslaggever. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, Dames en Heren, de memorie van toelichting legt klaar en bondig uit waarom het besproken wetsontwerp werd ingediend, namelijk het verstrekken van de noodzakelijke middelen aan de Regie.

Daar de interne financieringsmogelijkheden te gering zijn dient een beroep te worden gedaan op de kapitaalmarkt.

De ter beschikking gestelde middelen dekken de behoeften van de Regie voor de door elkeen gewenste expansie.

In uw commissie werd slechts gevraagd welk deel van de investeringen naar de openbare telefooncellen zal gaan. Volgens de minister zal dit deel 22 miljoen overschrijden, waardoor een aanvang wordt gemaakt met het plan om binnen de vijf jaar het aantal openbare telefooncellen te verdubbelen.

Dit ontwerp, en het verslag, werden eenparig aangenomen door de 14 aanwezige leden van de commissie.

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles du projet de loi.

Vraagt niemand meer het woord in de algemene beraadslaging? Zo neen, dan verklaar ik ze voor gesloten en gaan wij over tot de behandeling van de artikelen van het ontwerp van wet.

Artikel één luidt:

Artikel 1. De Regie van Telegrafie en Telefonie is ertoe gemachtigd voor de financiering van uitgaven van eerste aanleg één of meer leningen uit te schrijven die een totaal nominaal bedrag van 11 miljard Belgische frank niet overschrijden.

Article 1^{er}. La Régie des Télégraphes et des Téléphones est autorisée à émettre un ou plusieurs emprunts pour un montant nominal total n'excédant pas 11 milliards de francs belges, pour financer des dépenses de premier établissement.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 2. § 1. De in artikel 1 bedoelde leningen mogen in België of in het buitenland, in Belgische of in vreemde munt uitgegeven worden.

§ 2. Het tijdstip en de modaliteiten van uitgifte zullen door de minister van Financiën en de minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie vastgesteld worden.

Art. 2. § 1^{er}. Les emprunts visés à l'article 1^{er} peuvent être émis en Belgique ou à l'étranger et libellés en monnaie belge ou étrangère.

§ 2. L'époque et les modalités d'émission de ces emprunts seront fixées par le ministre des Finances et le ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 3. De Koning is gemachtigd de betaling van de interesten en de aflossing van het kapitaal van deze leningen onder waarborg van de Staat te stellen.

Art. 3. Le Roi est autorisé à attacher la garantie de l'Etat au paiement des intérêts et au remboursement du capital de ces emprunts.

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — We stemmen vanmiddag over het ontwerp van wet in zijn geheel.

Il sera procédé cet après-midi au vote de l'ensemble du projet de loi.

VOORSTEL VAN WET — PROPOSITION DE LOI

Indiening — Dépôt

De Voorzitter. — De heer R. Declercq heeft ingediend een voorstel van wet tot wijziging van artikel 87, § 2, van het Wetboek der inkomstenbelastingen.

M. R. Declercq a déposé une proposition de loi modifiant l'article 87, § 2, du Code des impôts sur les revenus.

Dit voorstel van wet zal worden vertaald, gedrukt en rondgedeeld.

Cette proposition de loi sera traduite, imprimée et distribuée.

Er zal later over de inoverwegingneming worden beslist.

Il sera statué ultérieurement sur la prise en considération.

Wij zullen hier onze werkzaamheden onderbreken en ze vanmiddag te 14 uur voortzetten.

Nous suspendons ici nos travaux. Nous les poursuivrons cet après-midi, à 14 heures.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(La séance est levée à 13 h 05 m.)

(De vergadering wordt gesloten te 13 u. 05 m.)